

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE  
**RÉGIME DE LA PRODUCTION**

EN RUSSIE DES SOVIETS

1917 A 1925

SES RÉSULTATS, SES CONSÉQUENCES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 3 Juin 1925, à 3 heures 1/2

PAR

**JEAN GUÉRIN**

INGÉNIEUR DES ARTS ET MANUFACTURES

---

*Président : M. TRUCHY, Professeur.*

*Suffragants* { *MM. AFTALION, Professeur.*  
*QUALID, Agrégé.*

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

**RECUEIL SIREY**

*22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>*

**LÉON TENIN, Directeur de la Librairie**

---

1925







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE  
**RÉGIME DE LA PRODUCTION**

EN RUSSIE DES SOVIETS

1917 A 1925

SES RÉSULTATS, SES CONSÉQUENCES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 3 Juin 1925, à 3 heures 1/2

PAR

**JEAN GUÉRIN**

INGÉNIEUR DES ARTS ET MANUFACTURES

---

*Président : M. TRUCHY, Professeur.*

*Suffragants* { *MM. AFTALION, Professeur.*  
*OUALID, Agrégé.*

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

**LÉON TENIN, Directeur de la Librairie**

---

1925



## BIBLIOGRAPHIE

---

*La République des Soviets*, par ZAGORSKY (Payot, 1921).

*La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets*, par ZAGORSKY (Giard, 1924).

*Rapports au Congrès des représentants de l'industrie et du commerce en Russie*, Paris, 11-23 mai 1921.

*Rapports au Congrès des délégués des Associations des ingénieurs diplômés russes à l'étranger*, Paris, 11-18 mars 1923.

*Revue trimestrielle de l'Association économique russe à Londres*, 1920, 1921 1922, 1923, 1924.

*La débâcle des Soviets et la restauration économique de la Russie*. — Mémoires présentés à la Conférence de Gênes par l'Association financière, industrielle et commerciale russe et le Comité des représentants des banques russes à Paris.

*Même ouvrage*. — Supplément publié en vue de la Conférence de La Haye (Paris, 1922).

*La reprise des relations économiques avec la Russie est-elle possible?* par l'Association industrielle et commerciale russe à Paris (Paris, janvier 1923).

Commission pour la reconstitution de l'industrie minière et métallurgique du sud de la Russie. *Rapports 32 à 103* s'échelonnant de 1922 à janvier 1923.

*Aide-mémoire* à la Conférence de Gênes des représentants des Zemstvos russes.

*L'organisation de l'industrie et les conditions du travail dans la Russie de Soviets*, par le Bureau international du travail (Genève, 1922).

*L'évolution des conditions du travail dans la Russie des Soviets*, par le Bureau international du travail (Genève, 1924).

*En Russie, la terre aux paysans*, par le comte W. KOKOVZOFF (*Revue des Deux-Mondes*, 1923).

*Y a-t-il une évolution du bolchevisme?* par le comte W. KOKOVZOFF (*Revue des Deux-Mondes*, 1923).

*Sixième année de dictature bolchevique*, par le comte KOKOVZOFF (Renouard, 1924).

*Une nouvelle famine en Russie*, par le comte KOKOVZOFF, 1924.

*La circulation monétaire de la Russie des Soviets*, par BERNATZKY (*Journal des Économistes*, février 1924).

*Histoire des Doctrines économiques*, par GIDE et RIST (Paris, 22, rue Soufflot).

*Histoire des Doctrines économiques*, par DESCAMPS.

*La Russie soviétique*, par GIDE (*Dépôt des publications de la Conciliation*, La Flèche).

*Du Kremlin au Luxembourg*, par DE MONZIE (Delpuech, 1924).

*La Russie des Soviets*, par MOCH (l'Île-de-France, 1924).

*La Russie des Tzars pendant la grande-guerre*, par Maurice PALÉOLOGUE (*Revue des Deux-Mondes*, 1922).

---

## ABRÉVIATION

E. J. = Economilcheskaia Jisn.

## POIDS ET MESURES

1 deciatine = 1,093 hectare.

1 poud = 16 kil. 384.

1 rouble-or = 2 fr. 67.

1 rouble = 100 copecks.

1 sagène de bois = 10 mètres cubes environ.

---



## INTRODUCTION

---

Depuis le début du xix<sup>e</sup> siècle, jusqu'au milieu de 1914, l'ordre économique existant dans tous les pays reposait sur la satisfaction des besoins sociaux par le libre jeu de l'initiative privée ayant pour seul et unique guide la recherche du profit. Ce régime, appelé par M. Allix, régime d'ordre spontané, exigeait pour fonctionner la liberté économique avec toutes ses conséquences : libre concurrence, libre développement des hommes et des choses, libre communication des marchés économiques entre eux. Seule, la variation des prix régularisait automatiquement l'activité entre les différentes branches de la vie économique. Le capital et le travail se trouvaient ainsi attirés vers les emplois les plus rémunérateurs, généralement les plus utiles au point de vue social.

Si cette règle souffrait parfois quelques exceptions lorsque l'initiative publique devait se substituer aux initiatives privées insuffisamment stimulées par la perspective d'un bénéfice, l'intérêt personnel n'en demeurerait pas moins, avant la guerre de 1914, « le grand principe organisateur et régulateur de la vie économique ».

Loin de maintenir l'égalité entre les industriels, ce libre jeu de la concurrence était un moyen d'élimination des faibles par les forts. En poussant à la concentration des entreprises, il était d'ailleurs avantageux pour le consommateur, car il permettait la production en masse et à bas prix (1).

En devenant moins nombreux, les producteurs sentirent la nécessité de s'entendre pour obtenir un cours plus régulier de la production par la suppression, dans une certaine mesure, des crises de surproduction suivies des phases de dépression. Imbus cependant des théories classiques, ils s'y décidèrent seulement à la fin du siècle dernier et créèrent ces associations d'industriels appelées « cartels », « consortiums » ou « trusts ».

Tout en évitant à leurs membres les oscillations de leurs bénéfices, ces dernières donnèrent plus de stabilité et de sécurité à l'ouvrier dans son travail, sans porter généralement préjudice aux consommateurs. La concurrence illimitée n'est pas toujours, en effet, souhaitable. Loin de diminuer le prix de revient des produits, la multiplication du nombre des fournisseurs peut souvent le faire augmenter. En réduisant uniquement leurs profits, elle ne peut créer pour l'acheteur une baisse intéressante du prix des marchandises en raison de son instabilité. Comme le disait spirituellement M. de Foville,

(1) La supériorité de la standardisation est si bien reconnue que les fabricants français se sont déjà préoccupés de la réaliser après la guerre, tout au moins pour l'exportation. Sa réalisation à l'intérieur est plus difficile en raison du désir des consommateurs français de se distinguer de leurs semblables, ce qui n'est pas la moins fâcheuse des formes de l'individualisme (Gide).

« la concurrence des marchands fait monter les prix, de même que celle des arbres dans les hautes futaies les fait monter vers le ciel pour y disputer l'air et la lumière » (1).

L'agriculture, par contre, évoluait en sens inverse. Il était hors de doute, même pour un marxiste (Bernstein), que « partout le nombre des entreprises agricoles, petites et moyennes, augmentait au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, et celui des grandes et géantes diminuait ». Cette évolution s'explique assez facilement par la théorie du rendement non proportionnel de Ricardo et de la population de Malthus. La production agricole, en effet, n'est pas extensible à volonté. A l'inverse de l'industrie, sa vente ne se règle pas, sur le coût de la production le plus bas, mais sur celui de la production le plus élevé en raison des besoins grandissants de la population (2).

Au moment de la guerre, l'économie de la production agricole et industrielle était donc en pleine transformation. Si l'évolution de la première était lente, la concentration horizontale et verticale de l'industrie (3) suivait une marche rapide

(1) Si entre deux villes on construit deux lignes de chemins de fer concurrentes, le trafic qui est constant devra supporter double frais d'établissement et d'exploitation.

(2) Si l'on désire se représenter le régime agricole futur, c'est plutôt vers la Chine que vers l'Amérique qu'il faut regarder. C'est grâce, en effet, à la petite culture que la Chine réussit à nourrir sa population grouillante. On assure que les Chinois en repiquant chaque épi de blé, en triturant la terre et en la faisant passer au tamis, peuvent obtenir jusqu'à 150 quintaux de blé à l'hectare (Gide).

(3) Par concentration horizontale il faut entendre la fusion ou la fédération de toutes les entreprises appartenant à un même stade d'industrie en : fédération de toutes les aciéries.

Par intégration verticale, il faut entendre l'union de toutes les branches

malgré la résistance d'un grand nombre d'industriels qui n'acceptaient, qu'après une longue suite de tractations et pour une durée très courte, l'amoindrissement de leurs pouvoirs de direction au profit du cartel ou du consortium.

L'équilibre de la production était ainsi toujours instable. Une crise économique était même imminente lorsqu'éclata la guerre européenne. Par ses obligations, par ses entraves de toutes sortes, cette dernière paralysa le fonctionnement normal de l'activité humaine.

L'État dut se substituer à l'initiative privée défaillante et prendre la direction de la vie économique du pays. Ses services se chargèrent de l'approvisionnement des armées, du ravitaillement de la population. Ils créèrent certaines industries nécessaires à la défense nationale, qu'ils gèrent eux-mêmes. Le Gouvernement se fit donc accorder par le Parlement de larges pouvoirs d'intervention dans la direction de l'industrie privée afin d'empêcher l'augmentation excessive du prix de la vie. Tout en limitant les profits industriels par l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de guerre, il dut également s'occuper de la question des salaires.

Le Parlement ne lui fut d'aucune aide. Se rendant compte de son incapacité à résoudre les principales questions techniques, ce dernier dut le laisser collaborer avec les organisations capitalistes.

Cette entente très étroite de l'État et de la grande industrie d'industrie qui se succèdent dans l'élaboration des produits en : la mine usine.

aboutit à un renforcement, à une consolidation de celle-ci. Elle l'a renforcée en donnant un stimulant à toutes les branches travaillant pour la Défense nationale, elle l'a consolidée en limitant les profits. L'impôt sur les bénéfices de guerre impliquait, en effet, une garantie de ceux-ci et poussait les industriels à augmenter leurs dépenses de premier établissement afin de diminuer la part du fisc.

L'industrie se concentra davantage. Les cartels se multiplièrent. Ne se cantonnant plus dans les questions de contingentement et de prix, ils augmentèrent leurs pouvoirs au détriment des entreprises adhérentes. Ils devinrent même obligatoires en Allemagne, dans les principales branches de l'économie nationale. Si en France l'affiliation au consortium n'était pas imposée en droit, elle était indispensable en fait sous peine d'exclusion dans la distribution des matières premières. Dans la réalité également, l'échelle de répartition réduisait à l'excès la part de la petite et moyenne entreprise qui souffrait beaucoup de la taxation des prix en raison de son coût de production plus élevé.

Ainsi favorisées par ces unions, les grandes usines avaient intérêt pour augmenter leur contingent de matières premières à racheter des entreprises moyennes et à pousser au maximum la division du travail à l'intérieur de leur établissement.

La guerre a également accru la puissance de l'organisation ouvrière. Malgré la mobilisation des ouvriers, il fallait produire en grande quantité pour faire face aux besoins de la Défense nationale. Il était par suite nécessaire de prévenir

tout conflit par de larges concessions qui accrurent parmi les masses laborieuses l'illusion de leur toute-puissance. Des comités ouvriers furent ainsi créés en Allemagne, dès 1916. En Angleterre, dès 1914, le Gouvernement traita avec les Trade-Unions. Il dût même établir en 1917 une organisation de comités paritaires appelés les conseils Whitley.

La guerre a ainsi précipité la cadence de l'évolution industrielle en activant la concentration de l'industrie et en augmentant l'organisation du monde ouvrier. Elle fit apparaître également l'intervention directe de l'État dans le régime de la production.

Vivant d'emprunts, réduit au rôle de solliciteur, ce dernier a perdu toute liberté d'action et a ses intérêts solidaires de ceux des banquiers et des milieux d'affaires. Par son incapacité à résoudre sans gaspillage les difficultés extraordinaires de la guerre, par sa lenteur à faire disparaître après l'armistice les mesures de contrainte, de rationnement lui permettant de conserver d'innombrables fonctionnaires, il perdit plus ou moins la confiance du pays. L'opinion publique n'a pas encore oublié les longs stationnements aux portes des mairies pour l'obtention de cartes de pain ou de laissez-passer. Ce qu'elle a enduré pendant quatre ans par patriotisme, elle ne l'acceptera plus par manque de confiance, le danger militaire passé.

Les socialistes sont eux-mêmes obligés de condamner les entreprises d'État. Autant que les bourgeois, ils sont devenus ennemis de la routine bureaucratique qui étouffe les initiatives, supprime toute responsabilité et entrave le progrès. En Angleterre, les socialistes des Guildes répudient l'État et

veulent remettre l'organisation de la production aux mains des Trade-Unions. En Allemagne, ils se sont contentés de poser par la loi du 23 mars 1919 le principe de la socialisation du charbon et des forces hydrauliques et en ont remis à plus tard la réalisation. En France même, au Congrès de Grenoble en février 1925, M. Dumoulin s'est indigné que l'on voulut faire de « l'État le dispensateur de toutes les choses dont le travailleur peut avoir besoin ».

Plus instruits, plus compréhensifs les ouvriers ne vivent plus sur les anciens préjugés marxistes de la concentration des fortunes. Convaincus de l'incapacité de l'État, ils ne réclament plus comme autrefois la destruction du régime capitaliste et le partage de ses dépouilles. Ils veulent surtout être associés au pouvoir de direction, obtenir en un mot le « droit de contrôle ».

A l'heure actuelle, les bolchevicks sont les seuls adeptes du collectivisme marxiste. Après l'avoir appliqué avec rigueur de 1917 à 1921, ils durent devant le fiasco de leur politique de production renoncer à ce « communisme de guerre » et se soumettre plus ou moins aux lois de la production capitaliste. Nous voyons aujourd'hui en Russie se former et apparaître une nouvelle mentalité individuelle et collective résolument opposée au programme et à la politique communiste. « Un élément petit bourgeois » est créé. Il a une force si agissante que le pouvoir des soviets est obligé de céder sur ses principes et commence à évoluer vers l'instauration de l'économie capitaliste privée, pure et simple (Zagorsky).

La prise en mains par l'autorité publique de la direction de

la vie économique a ainsi exercé une influence considérable sur la vie des peuples.

La grande industrie a supporté avec succès l'intervention de l'État. Tous les phénomènes économiques lui sont maintenant favorables. La crise de surproduction de 1920 servit même ses buts de domination en lui portant infiniment moins préjudice qu'à l'entreprise moyenne qui sombra faute de crédit. L'organisation industrielle moderne tend ainsi à s'établir suivant un plan et à devenir une œuvre de volonté et de raison. « A la vieille formule de la concurrence régulatrice de la vie économique et génératrice d'un ordre spontané, elle oppose un principe nouveau appelé en Allemagne économie d'après un plan, c'est-à-dire en appliquant avec plus de méthode et d'esprit de suite la politique d'avant-guerre des cartels » (Allix).

Les masses ouvrières ont également pris conscience de leurs forces et veulent s'approprier la direction de l'industrie.

Ruiné et déconsidéré, n'ayant aucun appui solide dans les classes moyennes décimées par la guerre et l'inflation, l'État est, ainsi, au contraire exposé à obéir aux injonctions « des maîtres de l'heure ». Si ces deux puissances capitaliste et ouvrière se heurtent et entrent en conflit, il sera à la merci du plus fort et lui servira à instaurer une dictature économique. Il y a là une éventualité redoutable.

Si en Allemagne, les grands capitalistes sont les maîtres du pouvoir, en Russie la dictature est exercée par la classe ouvrière ou plutôt par une fraction de celle-ci, car beaucoup d'ouvriers sont « réduits à une situation où leur

mentalité, leur conception, leurs intérêts, les entraînent à soutenir la réaction capitaliste ». « Dans ce pays où le commerçant est roi, où règne cette ambiance d'agiotage, de bourse, de risque, de corruption, de gain facile, propre à toutes les périodes de déclin d'une révolution » (1), il est intéressant d'étudier l'économie de la production et d'en faire l'historique.

Peut-on aller au delà et prévoir l'avenir?

Après les inévitables tâtonnements du début, la vie reprendra-t-elle un rythme normal et les principes communistes appliqués avec rigueur ou avec des atténuations, prépareront-ils au peuple une vie meilleure? Faudra-t-il, au contraire, dire un jour et répéter après les hommes de 1850 « parler du communisme, c'est presque prononcer une oraison funèbre »? (2).

Le but de ce travail, si la chose est possible, est de donner, dans une certaine mesure, réponse à ces questions d'une manière objective.

---

(1) Zagorsky, *La renaissance du capitalisme en Russie des Soviets*.

(2) Reybaud, 1852, *Dictionnaire d'économie politique de Coquelin*.

## CHAPITRE I

### Exposé de la situation économique de la Russie avant la Révolution de février 1917.

---

La Russie était, avant la Révolution de 1917 dans une situation florissante. Pays avant tout agricole, elle possédait cependant une industrie subvenant à ses besoins dans la proportion des cinq sixièmes. Le service de sa dette extérieure était assuré au moyen des excédents de sa balance commerciale soustraits depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle aux incertitudes de la production agricole.

#### Situation du commerce extérieur

(en millions de roubles).

| ANNÉES         | EXPORTATION | IMPORTATION | BALANCE |
|----------------|-------------|-------------|---------|
| 1904-1905..... | 908         | 643         | 336     |
| 1909-1913..... | 1.423       | 1.004       | 419     |

Le bien-être général du pays faisait de rapides progrès. Le paysan devenait difficile pour sa nourriture. Il se contentait de moins en moins « du pain noir, du pain de seigle d'autrefois » et « s'il économisait encore sur l'avoine de son cheval pour

pouvoir en vendre davantage au marché » (1), il n'exportait plus au moment de la guerre le septième de sa production de froment comme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Balance de la production, de la consommation  
et de l'exportation  
des céréales russes en milliers de pouds (1909-1913) (2).**

(Le poud vaut 16 kil. 381).

|                      | SEIGLE      | FROMENT     | ORGE    | AVOINE  | TOTAL     |
|----------------------|-------------|-------------|---------|---------|-----------|
| Production .....     | 1.439.632,5 | 1.353.989,6 | 670.489 | 964.568 | 4.428.680 |
| Consommation .....   | 1.393.757,1 | 1.077.060,6 | 446.429 | 897.266 | 3.814.513 |
| Excéd. exportation.. | 45.875,4    | 276.929     | 224.060 | 67.302  | 614.166   |

Sans être parvenu au même développement industriel que les pays occidentaux, la Russie n'en formait pas moins un tout harmonieux et original où le développement de l'agriculture était accompagné du progrès de l'industrie.

**Situation industrielle de la Russie en 1912 (3).**

|                           | GRANDE<br>Industrie. | PETITE<br>et moyenne. | IMPORTATION<br>de l'étranger. | TOTAL |
|---------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------------|-------|
| Industrie extractive..... | 520                  | —                     | 62                            | 582   |
| Métallurgie.....          | 715                  | 165                   | 373                           | 1.253 |
| Textile.....              | 1.158                | 260                   | 147                           | 1.565 |
| Alimentation.....         | 1.350                | 120                   | 338                           | 1.808 |
| Divers .....              | 822                  | 520                   | 220                           | 1.562 |
| TOTAL.....                | 4.565                | 1.065                 | 1.140                         | 6.770 |

(1) Ermoloff, *La Russie agricole devant la crise agraire*, Paris, 1907.

(2) *La débâcle des Soviets et la Restauration économique de la Russie*, Paris, 1922, p. 11.

(3) *La débâcle des Soviets et la Restauration économique de la Russie*, Paris, 1922, p. 17.

Les 60 0/0 de sa balance active étaient encore, il est vrai, constitués par les produits agricoles, mais la majeure partie des marchandises importées était toutefois formée des matières premières et des produits manufacturés nécessaires au développement de l'industrie.

**Commerce extérieur en 1909-1913 (1).**

| CATÉGORIES<br>de marchandises.                | EXPORTATION                |      | IMPORTATION                |      | BALANCE<br>en millions<br>de roubles. |
|-----------------------------------------------|----------------------------|------|----------------------------|------|---------------------------------------|
|                                               | en millions<br>de roubles. | %    | en millions<br>de roubles. | %    |                                       |
| Vivres et objets de consommation courante...  | 908,1                      | 60,5 | 205,8                      | 18,1 | 702,3                                 |
| Produits d'animaux.....                       | 27,3                       | 1,8  | 11,9                       | 1,0  | 15,4                                  |
| Matières premières et produits mi-ouvres..... | 498,5                      | 33,2 | 554,7                      | 48,7 | — 56,2                                |
| Produits manufacturés...                      | 67,5                       | 4,5  | 367,3                      | 32,2 | — 299,8                               |

**Importation en millions de roubles (2).**

|                                                                    | 1906  | 1912  | ACCROISSEMENT |
|--------------------------------------------------------------------|-------|-------|---------------|
| Minerais, métaux.....                                              | 142,1 | 291,4 | 149,3         |
| Matières textiles.....                                             | 161,1 | 250,4 | 89,3          |
| Combustibles.....                                                  | 64,9  | 99,7  | 34,8          |
| Augmentation générale de la catégorie industrielle.                |       |       | 273,4         |
| Denrées alimentaires.....                                          | 107,2 | 142,8 | 35,6          |
| Autres marchandises.....                                           | 29,8  | 48,7  | 18,9          |
| Augmentation générale de la catégorie de consommation directe..... |       |       | 54,5          |
| Augmentation générale de la catégorie intermédiaire.....           |       |       | 92,3          |

Ne dépassant guère 300 millions de roubles-or à partir de 1910, le passif de la balance générale des paiements ne néces-

(1) Zagorsky, *La Renaissance du capitalisme*, p. 362.

(2) *La débâcle des Soviets et la Restauration économique de la Russie*, p. 19.

sitait plus, dans ces conditions, aucun recours aux opérations de crédit.

**Paielements de la Russie à l'étranger :**  
**années 1908-1910 (1).**

|                                    |                          |
|------------------------------------|--------------------------|
| Marchandises importées.....        | 645 millions de roubles. |
| Intérêts.....                      | 202 —                    |
| Dépenses des voyageurs russes..... | 30 —                     |
| TOTAL.....                         | 877 —                    |

**Paielements de l'étranger à la Russie.**

|                             |                          |
|-----------------------------|--------------------------|
| Marchandises exportées..... | 961 millions de roubles. |
| Balance active.....         | 84 —                     |

(1) Zagorsky, *La Renaissance du capitalisme*, p. 362.

---

## CHAPITRE II

### Exposé sommaire des théories économiques de la doctrine bolchevique.

---

Avant d'entreprendre l'historique de la production russe depuis l'avènement au pouvoir des Bolchevicks, il est nécessaire de faire un exposé rapide de leurs théories économiques et en particulier de celles de leur chef : Vladimir Ilitch Oulianow, dit Lénine.

Communiste, celui-ci se rendait compte « de l'impossibilité, sans verser dans des utopies, d'admettre qu'aussitôt après l'état capitaliste, les hommes auront appris sans aucune règle de droit à travailler au profit de la collectivité » (1). Aussi, pour débiter dans l'œuvre de réorganisation de la société, se contentait-il de la socialisation de l'économie coïncidant avec la dictature du prolétariat.

« Par dictature du prolétariat, il faut entendre que la loi, les tribunaux, la presse, tous les pouvoirs publics sont entre les mains du parti communiste, avec interdiction à ses adversaires du droit de s'en servir contre lui » (2).

(1) Lénine, *Staat und Revolution*.

(2) Gide, *La Russie soviétique*.

« Ce que nous appelons les principes démocratiques, les Droits de l'Homme, le droit pour l'opposition de combattre le Gouvernement et de prendre sa place, si elle réussit à déplacer la majorité, tout cela, ce sont des balivernes bourgeoises qui doivent être mises au panier en temps de révolution prolétarienne. Le jour où celle-ci sera définitivement assurée et n'aura plus besoin de se défendre contre les révolutionnaires, on pourra voir si l'on peut rétablir la liberté de la presse et de l'association » (1).

Cette dictature, il la voulait brutale et opprimante pour la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe qui « tire un profit du travail d'autrui » (2). A l'inverse de Karl Marx, avant tout un démocrate, Lénine était donc un autocrate (3). Si le premier, dans son « *Capital* », conseillait au peuple d'utiliser sa puissance à la suppression de l'oppression de la majorité par la minorité, le second prêchait la lutte de classes poussée au paroxysme. « La dictature du prolétariat se caractérise, déclarait-il, par une série de restrictions à la liberté des oppresseurs capitalistes. Elle doit réaliser l'état bourgeois sans les bourgeois, car la combinaison des mots liberté et État est un non sens. Quand la liberté existera, il n'y aura plus d'État » (4).

Il est curieux, à ce propos, de comparer le sort des bourgeois sous le régime bolchevique à celui des « prolétaires » sous le règne des premiers rois de Rome. Du temps de Servius

(1) Gide, *La Russie soviétique*.

(2) Lénine, *Staat und Revolution*.

(3) Mautner, *Der Bolchewismus*, Berlin, 1920.

(4) Lénine, *Staat und Revolution*.

Tullius, ces derniers n'avaient ni droit de vote, ni droit de porter les armes. Ils ont lutté pendant plusieurs siècles pour obtenir l'égalité des droits et des devoirs. Après avoir de son côté fait disparaître les bourgeois, au début de la Révolution, le gouvernement Soviétique a été obligé à partir de 1921 de leur reconnaître le droit de se reconstituer.

Dans ses descriptions des charmes et avantages du régime économique qu'il voulait instaurer, Lénine se distinguait également des autres collectivistes tels que Pecqueur par le recours à l'emploi de la force pour en faire l'application sans aucun respect de la liberté individuelle.

« Jusqu'à la réalisation de la phase supérieure du communisme, déclarait-il, les socialistes réclament le contrôle le plus absolu de la mesure du travail et de celle de la consommation de la part de la société et de l'État. Ce contrôle doit commencer par l'expropriation des capitalistes par les ouvriers. Il ne doit plus être exercé par l'entremise d'un État fonctionnarisé mais par celle de l'État des ouvriers armés » (1).

Pour lui, tous les citoyens doivent être des fonctionnaires de l'unique trust, l'État, pendant la première phase de la société communiste. Tous doivent travailler suivant les indications du Gouvernement et se plier à « une discipline de fer la plus stricte » pour assurer la prospérité du pays.

A vrai dire, tant qu'il sera en exil, pour flatter ses disciples il parlera uniquement de l'application de cette discipline aux capitalistes devenus employés et leur laissera croire qu'il suffi-

(1) Lénine d'après Rist, *Histoire des doctrines économiques*.

rait d'opprimer une minorité pour assurer le bonheur de la majorité. Six mois, cependant, après le coup d'État de novembre 1917, il dut rappeler ses adeptes à la réalité.

« Il faut, déclarait-il, apprendre à unir le démocratisme orageux des meetings des masses ouvrières s'épanchant hors des rives comme une inondation de printemps avec une discipline de fer pendant le travail, avec une soumission sans conteste à la volonté du Directoire soviétique ».

Ce régime manque de liberté. Il manque, également, de justice dans la rétribution du travail, car « chaque droit est l'application d'une norme identique à des hommes différents. Le « droit égal » est une entorse à l'égalité et une injustice. Sans doute, chacun de ceux fournissant une quantité égale de travail reçoivent une quantité égale du fonds de consommation sociale, mais les individus ne sont pas égaux entre eux, l'un est marié, l'autre pas, l'un est plus fort, l'autre plus faible.... La justice et l'égalité ne peuvent donc pas encore régner dans cette première phase du communisme » (1). Si on ne s'occupe plus dans la rétribution de l'utilité du service rendu, on n'applique toujours pas le principe de la rémunération proportionnelle aux besoins.

En résumé, Lénine prêche la lutte de classes, la dictature du prolétariat pour ensuite asservir ce dernier en lui donnant simplement en compensation la satisfaction de voir le travail intellectuel aussi mal rémunéré que le sien. Il vaudrait donc mieux parler de dictature sur le prolétariat. M. Gide, plus

(1) Lénine, *Staat und Revolution*.

bienveillant, qualifie le régime de « dictature d'une minorité de militants dont beaucoup d'intellectuels pour le prolétariat ».

Pour comprendre l'acceptation de ce régime par le peuple Russe, il faut se rappeler l'ignorance des 8/10<sup>es</sup> de la population, l'absence de toute classe moyenne et le caractère mystique du slave.

« Pour peu que l'on pénètre dans sa conscience, on n'y découvre qu'une foi imprécise et confuse, sentimentale et rêveuse, toujours prête à sombrer dans l'anarchisme des sectes » (1).

« L'anarchie avec tout ce qu'elle comporte de fantaisie, de paresse, d'indétermination est une volupté pour le Russe. Elle lui offre un prétexte à d'innombrables manifestations publiques où il satisfait son goût du spectacle et de l'émotion, son vif instinct de la poésie et de la beauté » (2).

Les théories de l'homme qui déclarait, lorsqu'on opposait à ses chimères quelque objection tirée de la réalité, « tant pis pour la réalité », ne pouvait que plaire dans ces conditions aux Révolutionnaires slaves dont « l'imagination est uniquement destructive et dispersive et dont le rêve est l'imprécision même » (3). Elles ne pouvaient que plaire, également, au paysan russe dont elles flattaient les instincts égalitaires tout en lui permettant de réaliser, sans bourse déliée, son désir de posséder la terre qu'il exploitait.

(1) Paléologue : *La Russie des tzars pendant la grande guerre*, *Revue de Deux-Mondes*.

(2-3) Paléologue, *idem*.

## CHAPITRE III

### **Le régime de la production sous le Gouvernement soviétique.**

(1917-1925).

---

Pour flatter les passions populaires, les bolcheviks réclamaient, pendant la période du Gouvernement provisoire, l'établissement du contrôle ouvrier, la réduction de la journée de travail et, quel que soit l'effort donné et sa difficulté, l'égalité du salaire. Parti d'opposition libre et irresponsable, ils prétendaient que l'annulation des dettes de l'État, la nationalisation des banques, l'abolition de tous les impôts indirects, l'écrasement des capitalistes et la remise de la direction de l'industrie aux mains des travailleurs permettraient « l'établissement de nouvelles formes du régime économique assurant le bien-être général ».

Parvenu au pouvoir, le parti communiste sentit la nécessité de réaliser son programme d'opposition.

Il décréta, dès le 27 novembre, l'établissement du « contrôle ouvrier des établissements industriels, puis, très rapidement, la socialisation de la terre (17 décembre) ainsi que la nationa-

lisation des banques (30 décembre 1917)(1). Tout en ne portant pas une grave atteinte à la propriété privée, ces décrets étaient cependant dangereux par l'esprit révolutionnaire qui les inspirait. En livrant au Gouvernement les points stratégiques de l'économie capitaliste, ils lui permettaient, en effet, de préparer la spoliation de la bourgeoisie qui fut effective à partir du mois de juin 1918.

Le Gouvernement abandonna ainsi aux ouvriers au mois de novembre 1917 le contrôle de la production industrielle. Quelques mois cependant lui suffirent pour se rendre compte des graves inconvénients de ce mode de gouvernement simpliste. Devant la désorganisation complète de l'industrie, il dut arracher petit à petit à la classe ouvrière « les conquêtes de la Révolution ». Aussi doit-on distinguer trois périodes dans l'organisation de la production durant les années 1917-1925 :

1° Sous la pression irrésistible des masses ouvrières et paysannes déchaînées, le Gouvernement donna force légale à leurs exigences syndicalistes;

2° Devant les tristes résultats obtenus, il réagit et imposa aux ouvriers la collaboration des fonctionnaires dans la direction de l'industrie;

(1) Il est difficile de savoir si, en agissant ainsi, le Gouvernement suivait véritablement un plan. Selon les données officielles (Antonoff : *Deux années de dictature*), il croyait sincèrement aux forces créatrices collectives de la classe ouvrière et à sa capacité à diriger l'industrie.

Selon d'autres sources, au contraire, il voulait uniquement gagner sa sympathie et ruiner la bourgeoisie (*Revue économique populaire d'Ukraine*, 2-3, 1919). M. Antonoff reconnaît d'ailleurs lui-même que « le contrôle ouvrier était un excellent moyen de lutte contre la bourgeoisie ».

3° Cette mainmise de l'État sur l'économie nationale aboutissant à sa désorganisation, le Gouvernement se trouva en 1921 dans la nécessité de rendre une certaine liberté à l'initiative individuelle pour assurer au pays le minimum de vie indispensable à sa subsistance.

---

## CHAPITRE IV

### Règne du contrôle ouvrier

(novembre 1917-mars 1918).

---

Avant la Révolution d'octobre, les bolcheviks ont provoqué une agitation intense en faveur du « contrôle ouvrier ». Sous leur pression, le Gouvernement provisoire créa des comités d'usine chargés uniquement de représenter le personnel auprès de la direction de l'entreprise et de traiter avec elle les difficultés relatives à l'organisation du travail (1).

Maîtres du pouvoir, les bolcheviks ont décrété, le 27 novembre 1917, « le contrôle ouvrier » obligatoire afin d'arracher à la bourgeoisie la direction des entreprises pour la confier à la classe ouvrière.

« Il est établi un contrôle des ouvriers sur la production, la vente et le magasinage des produits ainsi que sur la gestion financière de l'entreprise... Les commissions auront le droit d'en surveiller la production, d'en fixer

(1) Ces comités étaient semblables à ceux établis par la loi allemande du 5 décembre 1916.

le minimum de rendement et de prendre les mesures nécessaires à l'établissement du prix de revient des objets fabriqués » (1).

Ils accordèrent ainsi aux commissions de contrôle le droit de prendre connaissance de la correspondance de chaque entreprise, d'assister aux séances des conseils d'administration et d'intervenir dans la discussion. Ils reconnurent même à leurs décisions un caractère obligatoire pour le directeur de l'usine (2).

En plus de ces droits de surveillance, ces comités possédaient de nombreuses prérogatives politiques. Ils participaient, en particulier, à l'étude des questions relatives à l'exploitation rationnelle des entreprises et à leur démobilisation. Ils étaient donc logiques avec eux-mêmes en s'emparant d'une direction (3) qui leur était en fait abandonnée malgré les prescriptions du règlement (4).

Pour empêcher cependant l'intérêt particulier de prévaloir

(1) Le règlement interprétatif du décret reconnaissait aux commissions de contrôle le droit de :

- 1° Déterminer les stocks de marchandises et de combustibles possédés par l'entreprise ainsi que l'outillage dont elle a besoin.
- 2° Déterminer les besoins de l'entreprise.
- 3° Prévoir les arrêts dans la production et d'en rechercher les causes.
- 4° Déterminer les mesures à prendre pour y maintenir la discipline.

(2) Règlement de janvier, région de l'Oural.

(3) Le centre des comités des usines et ateliers de Pétrograd dans ses instructions aux commissions de contrôle des entreprises l'interprétait « comme faisant les ouvriers propriétaires *de facto* de ces dernières » (Antonoff, p. 9-25).

(4) Le décret reconnaissait aux propriétaires des usines le droit de donner des ordres pour la gestion de l'entreprise. La commission de contrôle ne devait pas s'y ingérer. Elle n'avait donc pas la responsabilité de sa marche et de son fonctionnement (art. 7-8).

sur l'intérêt général, ces commissions étaient hiérarchisées. A leur tête se trouvait le Conseil supérieur de l'Économie nationale chargé par décret du 18 décembre 1917 de « centraliser et de diriger les travaux des sections économiques locales » (art. 5 du décret).

#### Organes du contrôle ouvrier

placés dans leur ordre hiérarchique :

- 1° Commission ouvrière de contrôle de chaque entreprise ;
- 2° Commission de contrôle du syndicat professionnel de la branche industrielle intéressée ;
- 3° Commission régionale de contrôle ;
- 4° Conseil supérieur de l'Économie nationale.

En raison même de leur double caractère d'organismes publics et professionnels, ces commissions de contrôle n'osèrent pas, en réalité, s'opposer aux exigences de leurs électeurs. Par leur négligence à défendre les intérêts de l'État, elles laissèrent se constituer dans chaque usine des comités ouvriers de direction substituant leur volonté à celle du propriétaire de l'entreprise, et mettant en application les théories syndicalistes des Confédérations générales du travail française et italienne, habituellement désignées par la formule : la terre aux paysans, la mine aux mineurs, l'usine aux ouvriers, les transports aux cheminots.

Elaborant le taux des salaires, normalisant les travaux, changeant les directeurs sans tenir compte de la compétence technique nécessaire, ces comités ne réussirent pas à maintenir

la discipline du travail, moins encore sa productivité (1).

Après s'être ainsi substitués à l'ancien entrepreneur dans la direction de son industrie (2), ils n'ont nullement songé à défendre l'intérêt général contre les appétits de leurs électeurs. S'occupant uniquement des intérêts particuliers de l'établissement et le gérant avec le seul souci de plaire aux ouvriers, ces comités se firent entre eux la même concurrence pour l'achat et la vente qu'auparavant de simples particuliers. Ils dilapidèrent les réserves de matières premières afin de distribuer des salaires élevés.

Le Conseil supérieur de l'Économie nationale, véritable ministre du Commerce et de l'Industrie, ne put ainsi mettre en vigueur son programme de production industrielle.

(1) Antonoff, *Deux années de dictature*, p. 24-29.

(2) Le propriétaire fournissait uniquement les moyens financiers nécessaires à la marche de l'entreprise. Son rôle se réduisait à poser sa signature sur des chèques pour des sommes indiquées par la commission de contrôle.

---

## CHAPITRE V

### Déclin et suppression du contrôle ouvrier.

(février 1918-1921).

---

#### PREMIÈRE PARTIE

#### FÉVRIER 1918 A MAI 1919

Sous un pareil régime économique, le rendement de l'industrie s'écroula. Le Gouvernement central sentit rapidement la nécessité de lutter contre ces tendances syndicalistes des ouvriers: Ne pouvant agir brutalement par crainte d'être incompris de ses partisans, il chargea le Conseil supérieur de l'Economie nationale d'appliquer, à partir du mois de février 1918, le principe « du contrôle qui accroche ». En profitant de toutes les occasions pour intervenir, soit sur la demande des comités d'usines eux-mêmes, soit directement, ce dernier établit des Directions centrales appelées « Glavkis » ou « Centres ».

Chargées de la direction d'une branche déterminée de l'industrie (1), celles-ci présentaient le caractère de véritables

(1) Au 2<sup>e</sup> Congrès panrusse des Conseils de l'Économie nationale en 1919, M. Lénine a déclaré : « Nous continuerons à l'avenir à combattre aussi énergiquement que par le passé toutes les tendances syndicalistes séparatrices locales et régionales qui nuisent à l'ensemble de notre œuvre ».

syndicats. La Centro-Resnia (1) (Direction centrale des caoutchoucs), en particulier, avait pour mission de :

- 1° Faciliter aux fabriques l'obtention des matières premières et du combustible;
- 2° Répartir ces matières d'une manière rationnelle;
- 3° Régler la production;
- 4° Contrôler la qualité des produits;
- 5° Fixer les prix.

Entre elles et les consortiums établis par le Gouvernement français pendant la guerre, il n'y avait pas de différences marquantes dans les attributions. Ces derniers étaient, en effet, des organes d'achat en commun, agissant au nom et par délégation de l'État ou par son intermédiaire. Ils réglementaient, également, le prix de vente des produits dont ils assuraient, d'ailleurs, la répartition.

De quinze en mars 1918, ces Directions centrales étaient cinquante et une au commencement de 1919. Le plus souvent créées par simple publication dans le journal gouvernemental, sous la signature de M. Larine, elles n'éveillèrent pas la suspicion des masses.

#### **Enumération des Directions centrales (octobre 1918).**

|                                                                  |                  |
|------------------------------------------------------------------|------------------|
| Comité central pour la répartition des tissus.....               | Centrotextile.   |
| Comité national pour la répartition des tissus.....              | Nationaltextile. |
| Comité principal des industries du papier.....                   | Glavboun.        |
| Comité principal des forêts.....                                 | Glavliesskom.    |
| Comité principal pour la vente et la répartition des métaux..... | Glavprodrasmied. |

(1) La Centro-Resnia fut instituée le 29 mai 1918.

|                                                                         |                  |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Comité central des industries du cuivre.....                            | Centromied.      |
| Union nationale des usines de construction de machines.....             | Gomza.           |
| Comité principal des verreries et céramiques.....                       | Glavstieklo.     |
| Comité central de l'industrie du ciment.....                            | Centrotcément.   |
| Comité principal pour la répartition des matériaux de construction..... | Glavstrom.       |
| Comité principal des cuirs.....                                         | Glavkoja.        |
| Comité principal des usines de calcination des os.....                  | Glavkost.        |
| Comité principal des fourrures.....                                     | Glavmiekh.       |
| Direction centrale pour la production des matières grasses.             | Centrogire.      |
| Direction centrale des soies de porc.....                               | Tchntachtchetin. |
| Direction principale des tabacs.....                                    | Glavtabac.       |
| Direction centrale du commerce du thé.....                              | Centrotchaï.     |
| Direction principale de l'industrie sucrière.....                       | Glavasackar.     |
| Direction principale des amidons.....                                   | Glavkrachmaï.    |
| Direction principale des minoteries.....                                | Glavmouka.       |
| Direction centrale de la production laitière.....                       | Centromoloko.    |
| Direction principale des confiseries.....                               | Glavkonditier.   |
| Direction principale des huiles végétales.....                          | Glavrasmaslo.    |
| Direction principale de l'industrie des conserves.....                  | Glavkonserv.     |
| Direction principale des alcools.....                                   | Centrospirit.    |
| Direction principale des allumettes.....                                | Glavspitchka.    |
| Direction principale de l'industrie des caoutchoucs.....                | Glavresina.      |
| Direction principale des engrais minéraux.....                          | Centrotouk.      |
| Direction principale des matières colorantes.....                       | Centrokraska.    |
| Direction centrale des vernis.....                                      | Centrolack.      |
| Direction centrale des produits pharmaceutiques.....                    | Pharmacentre.    |
| Direction centrale des usines de soude.....                             | Centrosoda.      |
| Direction centrale des usines de potasse.....                           | Gentropotache.   |
| Direction centrale du naphte.....                                       | Glavnieft.       |
| Comité principal du charbon.....                                        | Glavougol.       |
| Comité principal des tourbes.....                                       | Glavtorf.        |
| Direction principale d'extraction du schiste.....                       | Glavslanietz.    |
| Direction centrale électro-technique.....                               | Electrostroï.    |
| Direction des industries automobiles.....                               | Avtocentre.      |
| Direction principale des transports fluviaux.....                       | Glavod.          |

Le Conseil supérieur de l'Économie nationale se réserva  
« l'organisation de la production, la répartition des matières

premières et des ressources financières du Gouvernement ». Seul, théoriquement, il avait le droit de confisquer, de séquestrer les entreprises. En fait, cependant, les Conseils régionaux de l'Économie nationale et les « Soviets locaux des ouvriers et des soldats » ne se gênèrent pas pour agir de leur propre autorité. Du 23 novembre 1917 au 1<sup>er</sup> juin 1918, sur 676 entreprises nationalisées ou séquestrées, 544 le furent ainsi par décisions des pouvoirs locaux (1).

| INSTITUTIONS                         | NATIONALISATION |     | SÉQUESTRATION |     |
|--------------------------------------|-----------------|-----|---------------|-----|
|                                      | Nombre          | %   | Nombre        | %   |
| 1 <sup>o</sup> Conseil S. E. N.....  | 107             | 23  | 25            | 12  |
| 2 <sup>o</sup> Conseils R. E. N..... | 216             | 46  | 124           | 58  |
| 3 <sup>o</sup> Organes locaux.....   | 142             | 31  | 62            | 30  |
|                                      | 465             | 100 | 211           | 100 |

Effectuées sans plan, ces nationalisations étaient motivées, le plus souvent, par « le refus de la direction bourgeoise de se soumettre au décret établissant le contrôle ouvrier ». Rarement, elles l'étaient « pour obtenir une organisation rationnelle de l'Économie nationale, la libération totale des ouvriers et paysans de l'exploitation capitaliste » (2). Elles ne modifiaient guère, d'ailleurs, la situation des industriels qui étaient, en fait, dépossédés de leurs usines depuis le mois de novembre 1917.

Toujours anxieux du lendemain, craignant autant un revirement de la faveur populaire que la lutte armée contre ses

(1) Miloutine, *Etat économique de la Russie des Soviets*, Moscou, 1919.

(2) Nationalisation des banques, décret du 14 décembre 1917.

ennemis, le Gouvernement soviétique hésita au printemps de 1918 à procéder à la nationalisation générale des établissements industriels, tout en se rendant compte de la nécessité d'en enlever définitivement la direction aux Comités d'usine. Largement débattue au 1<sup>er</sup> Congrès des Conseils économiques, l'opportunité de cette mesure fut seulement reconnue le 28 juin 1918, sous la pression des nécessités internationales (1). Elle n'en était pas moins, quoiqu'en pense M. Zagorsky, dès le mois de février dans le programme du Conseil supérieur de l'Économie nationale, lorsqu'il réagit contre l'esprit syndicaliste des ouvriers (2).

Le Gouvernement décida ainsi la nationalisation des entreprises industrielles le 28 juin, pour permettre aux Glavkis d'en prendre la direction effective, et de ne plus être réduites à parlementer avec les Comités ouvriers.

S'étendant à toutes les entreprises d'un capital supérieur à 200.000 roubles, celle-ci ne fut pas effective immédiatement.

(1) Se trouvant à Berlin pour régler des questions accessoires du traité de Brest-Litowsk, du 3 mai 1918, M. Larine trouva dans l'article 3 de ce dernier le moyen d'échapper aux exigences allemandes qui tendaient à s'emparer de toute l'industrie russe. « Tous les monopoles d'État étant soustraits explicitement des dispositions du traité, il n'y avait d'issue possible à cette situation qu'en déclarant toute l'industrie russe nationalisée » (Zagorsky, *La République des Soviets*).

(2) Résumant probablement sa pensée exacte à l'époque, un de ses membres, M. Miloutine, écrivait en 1919 : « Lorsque presque toutes les entreprises industrielles importantes furent tombées aux mains du Conseil supérieur de l'Économie nationale, ainsi que la majeure partie des matières premières et des produits manufacturés, ce dernier s'aperçut qu'il ne suffisait plus de contrôler la production, mais qu'il était nécessaire d'en unifier les sources et de centraliser la gestion des usines par la création de Directions principales et d'Unions industrielles »

Le principe posé, elle s'opéra lentement afin de permettre aux Glavkis de s'organiser en conséquence et de transformer leurs méthodes de travail. Chargées, en effet, uniquement, jusqu'au 28 juin, du contrôle de la production et de la répartition des matières premières, ces dernières eurent ainsi, à partir de ce moment, un rôle plus actif à jouer, en devenant le Conseil d'administration du syndicat d'une branche de l'industrie.

Les modalités de cette transformation des attributions des Directions principales étaient d'ailleurs prévues par l'article 3 du décret. « Jusqu'à instruction spéciale du Conseil supérieur de l'Économie nationale concernant séparément chaque établissement, indiquait-il, les entreprises déclarées propriétés de la République fédérative russe des Soviets sont laissées gratuitement en jouissance aux anciens propriétaires ; ces derniers financent les établissements aux conditions antérieures et en touchent les revenus » (1).

Au 1<sup>er</sup> août, la situation des entreprises nationalisées peut se résumer dans le tableau suivant :

| ENTREPRISES NATIONALISÉES                        | NOMBRE<br>des entrep. | % DU NOMBRE<br>total. |
|--------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 1° Industries minières et métal.....             | 294                   | 37                    |
| 2° — du bois.....                                | 94                    | 12                    |
| 3° — de l'alimentation.....                      | 74                    | 9                     |
| 4° — chimiques.....                              | 72                    | 9                     |
| 5° — de transformation des prod.<br>animaux..... | 67                    | 8                     |
| 6° — mixtes.....                                 | 66                    | 8                     |
| 7° — textiles.....                               | 47                    | 6                     |
| 8° — de l'électricité.....                       | 19                    | 3                     |
| 9° — du combustible.....                         | 25                    | 3                     |
| 10° Imprimeries, lithographies.....              | 33                    | 6                     |

(1) La dernière partie de cet article semble faire croire que les propriétaires

A la fin de 1919, la nationalisation était presque terminée. La direction des 4.000 usines tombant sous le coup de la loi se trouvaient ainsi placées dans les mains des différentes Glavkis (1).

Cette « trustisation » de l'industrie sous la direction de l'État était excellente en principe. En réduisant théoriquement les pertes d'énergie dans la production, elle permettait également au Gouvernement de « préparer la socialisation de l'économie russe » à condition, toutefois, de prendre en main le ravitaillement du pays.

## DEUXIÈME PARTIE

### LA QUESTION AGRAIRE DE 1861 A 1918

#### A. — Historique de la question agraire de 1861 à 1918.

Avant la réforme de 1861, les terres appartenaient en Russie, soit à l'État, soit à la noblesse : les Pomestchikis. Les paysans étaient de véritables serfs attachés à la terre.

Par oukase de l'Empereur Alexandre II, ces derniers obtinrent le 19 février 1861 la liberté personnelle ainsi que l'accession rapide à la propriété. Le mode de possession et d'exploitation des terres n'était d'ailleurs pas modifié. « La

des usines n'étaient pas encore dépossédés. Si, jusqu'à ce moment, aucune loi n'avait sanctionné la mainmise ouvrière sur les établissements industriels, la réalité était cependant différente.

Les derniers mots de l'article n'ont donc pas d'autre valeur qu'une clause de style.

(1) L'ancienne statistique évaluait le nombre des entreprises à 10.000, y compris les petits établissements au nombre de 6.000 environ qui n'étaient pas nationalisés.

commune ou Mir en accordait seulement la jouissance aux familles paysannes selon un système de répartition périodique » (1).

Les procédés de culture ne pouvant dans ces conditions s'améliorer, la réserve des terres n'était pas assez grande pour satisfaire les besoins d'une population agricole prolifique (2).

M. Stolypine essaya de remédier, en 1906, à cette situation en créant une forte classe moyenne agricole par la destruction du Mir. Par oukase des 9-22 novembre 1906 (L. 27 juin 1910), chaque chef de famille membre d'un Mir possédait le droit de se faire attribuer à titre de propriété privée les terres dont il avait jusqu'ici la jouissance (3).

Les paysans profitèrent largement des dispositions libérales de cette loi. On assista à l'éclosion de fermes champêtres et à la création d'une classe de moujiks aisés. Les fruits de cette réforme ne se firent cependant réellement sentir qu'en 1914. « La guerre éclata au moment où 15 à 20 0/0 de l'im-

(1) C. Kokovtsoff, *La terre aux paysans*.

(2) La surface des terres de Russie d'Europe était en 1905 de 387.753 millions de déciatines (1 déciatine : 1 Ha 093), à l'exclusion de celles de Courlande, Lethonie et Esthonie.

**Tableau du mouvement des terres  
appartenant à des particuliers de 1861 à 1917.**

|                  | 1861  | 1877-78 | 1906  | 1916 |                                  |
|------------------|-------|---------|-------|------|----------------------------------|
| Paysans.....     | 111,6 | »       | 171,7 | 188  |                                  |
| Non paysans..... | 120   | 102     | 82    | 63   | } dont 42,5 pour<br>la noblesse. |

(3) Ce droit était refusé aux ouvriers des villes non définitivement détachés du Mir afin d'éviter la menace perpétuelle d'un nouveau partage.

mense travail de réorganisation était seulement effectué » (1).

Au moment de la Révolution, le nombre des petits propriétaires était ainsi très restreint. La chute du tzarisme eut, dans ces conditions, un profond retentissement dans les campagnes où elle fut considérée comme une occasion propice pour le partage des terres. Les paysans profitèrent de la désorganisation générale accompagnant toujours les changements brusques de régime pour s'emparer de ce qu'ils croyaient devoir leur appartenir.

Devant ce mouvement tout spontané, le Gouvernement provisoire essaya de réagir. Rapidement débordé par les événements et trop faible pour joindre l'action à la parole, son président M. Kérensky ne parvint pas à résister à cet assaut des campagnes éprises des tendances égalitaires dont il avait été lui-même l'instigateur sous le Gouvernement du tzar (2).

Appelé à lui succéder au mois d'octobre 1917, le Gouvernement soviétique avait trop intérêt à s'attacher les masses paysannes pour ne pas accéder à leurs désirs. Le moujik ne se contenta plus de s'emparer des terres de la noblesse, il voulut également faire disparaître la classe des petits propriétaires vivant depuis 1906 dans des fermes isolées et employant des salariés. La classe la plus pauvre tenta la réalisation du « partage noir », pensant ainsi établir une égalité réelle parmi les membres des différents villages (3).

(1) Il aurait encore fallu, pour le C. Kokovtsoff, une dizaine d'années pour résoudre et liquider complètement la question agraire.

(2) Il était chef du parti Troudovik (populaire) à la Douma.

(3) La Russie se serait ainsi trouvée divisée en une infinité de petits lots

Des « comités des pauvres », ou Combieds, furent créés dans chaque commune avec mission de réaliser le partage de la jouissance des terres. Réellement effectué dans chaque village, celui-ci n'eut pas lieu entre les différentes communes. Si les paysans aisés furent spoliés comme la noblesse et leurs terres distribuées aux malheureux et aux soldats démobilisés de retour au pays (1), les habitants d'une commune favorisée n'acceptèrent jamais de partager avec ceux d'un bourg plus pauvre. Sans se soucier des principes socialistes, les déshérités des campagnes voulaient donc uniquement assouvir leur haine et leur jalousie vis-à-vis de leurs parents à leur aise.

#### **B. — La question agraire de février 1918 à février 1919.**

Pour parvenir à supprimer le rôle de l'argent dans l'économie russe, le parti communiste essaya de s'emparer au printemps 1918 de la direction de l'agriculture en même temps que de celle de l'industrie.

« La nouvelle organisation de l'Économie nationale est sur le point d'atteindre la période où l'on peut envisager la solution pratique de la question

dont la grandeur aurait été fonction du nombre des membres d'une famille paysanne. En Russie, en effet, la famille du moujik est patriarcale.

(1) Ils furent si nombreux qu'il y eut bientôt plus de partageants que de terres à partager.

mise à l'ordre du jour : le paiement intégral des salaires en nature » (1).

Le 19 février, il publia un Code agraire proclamant la socialisation de la terre. Désireux de créer l'égalité dans les moyens de production, il adopta le système parcellaire où les paysans possédaient seulement l'usufruit de la terre qu'ils cultivaient, sans pouvoir la vendre ni la louer tout en conservant la libre disposition de leurs produits. Système bâtarde, ce régime « coupait à l'intérêt personnel du moujik, moteur de son activité économique, sinon les ailes, du moins les plumes maîtresses des ailes, comme on ferait à un oiseau qu'on veut bien voir voler dans la maison, mais pas au delà » (2).

Ce Code accordait cependant encore trop de liberté à l'initiative individuelle pour permettre l'établissement définitif du régime collectiviste dans l'industrie. Pour parvenir à remplacer la monnaie par des bons de travail, il était, en effet, nécessaire pour le Gouvernement de devenir l'unique propriétaire des vivres nécessaires à l'approvisionnement des villes et à l'exportation. Devant l'opposition irréductible des paysans à toute idée véritablement socialiste, ce dernier recourut à un compromis, le fameux régime de la Prodravverstka.

Au point de vue agraire, rien n'était changé mais le paysan se voyait enlever la libre disposition des fruits

(1) *Les Ivestia du Comité central exécutif panrusse*, n° 150 de 1919.

(2) M. Descamps, *Histoire des doctrines économiques*.

de son travail. La loi du 13 mai prescrivait, en effet, que tout le surplus de la production paysanne serait abandonné gratuitement à l'État. En compensation, celui-ci se chargeait de pourvoir gratuitement à tous les besoins des cultivateurs en produits industriels.

Par cette loi, le Gouvernement tuait définitivement la liberté du commerce en même temps qu'il portait le coup de grâce à l'intérêt du moujik d'augmenter la productivité de son travail.

### TROISIÈME PARTIE

#### SITUATION DE LA RUSSIE DU PRINTEMPS 1919 AU PRINTEMPS 1920

##### A. — Régime juridique.

L'État se trouva ainsi, à partir du mois de juillet 1918, le seul propriétaire de tous les moyens de production industrielle et agricole. Sous peine de détraquement complet du nouveau système économique, il ne pouvait plus y avoir la moindre place, à la libre initiative des individus. L'État était ainsi conduit « à réaliser le règne du fonctionnarisme intégral et universel » (1).

Pour imposer un pareil régime, violant délibérément « cette passion de la liberté que Dieu a mis au cœur de l'homme » (2), le Gouvernement était obligé de maintenir et de consolider sa dictature.

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*.

(2) Fournier, *Le Phalénstère*.

Par la Constitution du 10 juillet 1918, la population fut privée de toute liberté politique (1) et de garantie contre l'arbitraire gouvernemental par l'établissement du principe de la confusion des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. A l'exemple de la Royauté de droit divin, le Gouvernement posséda le droit d'évoquer devant lui les affaires judiciaires. Le pays fut ainsi couvert de Cours martiales et de Conseils de guerre fonctionnant d'une manière continue. S'ils parvenaient à échapper à ces tribunaux d'exception, les justiciables ne trouvaient d'ailleurs aucune garantie d'impartialité auprès des tribunaux réguliers car, fonctionnaires révocables *ad nutum*, les juges populaires obéissaient servilement aux injonctions de l'administration.

#### B. — Régime économique.

Ainsi devenu l'unique entrepreneur de toute l'économie russe, le Gouvernement allait pouvoir substituer au principe de la rémunération du travail proportionnelle à l'utilité du service rendu celui de la rémunération proportionnelle au travail effectué.

Pour réussir, il lui suffisait de maintenir la production de l'industrie à son niveau d'avant-guerre afin de satisfaire les besoins des paysans en produits manufacturés. Impossible avant la Révolution sans le secours de l'étranger, l'équi-

(1) Le suffrage universel est mutilé. Il est censitaire, indirect et public. Si le corps électoral comprend les femmes et les militaires, l'article 64 énumère des catégories de personnes qui en sont exclues : « Quiconque tire un profit du travail d'autrui est privé du droit de vote ». Même parmi les prolétaires, il faut distinguer ceux des villes et ceux des campagnes dont l'éducation communiste n'est pas assez avancée.

libre des productions agricole et industrielle pouvait maintenant se réaliser malgré le blocus par la simple économie des pertes d'énergie inhérentes au régime de la libre concurrence.

Pour avoir cependant voulu, sans y être préparé, diriger lui-même l'activité économique du pays après avoir tué le ressort de l'intérêt personnel parmi la population, le Gouvernement ne put éviter de s'entourer d'un personnel innombrable et par surcroît incapable (1).

Au sommet de la hiérarchie se trouvait le Conseil supérieur de l'Économie nationale. Il était chargé de dresser, d'accord avec le Commissariat du Ravitaillement (Komprod), un programme d'approvisionnement, de répartition et de production. Recrutés en partie parmi l'élite intellectuelle et technique de la société russe encore existante et nommés par les Commissaires du Peuple, ses membres s'adressaient aux Conseils locaux de l'Économie nationale pour être renseignés sur l'état de la production, des stocks et des besoins des différents gouvernements. Ne possédant aucun pouvoir d'action sur les Directions créées dans le courant de 1918, ils proposaient uniquement les mesures à prendre sans pouvoir veiller à leur application.

Les « Glavkis » (2) se trouvaient, en effet, sous la dépendance du Commissariat du Commerce et de l'Industrie.

(1) Fanatiques et recrutés presque uniquement parmi les membres du parti communiste, ces derniers n'avaient généralement pas reçu l'instruction nécessaire pour remplir les fonctions qui leur étaient dévolues.

(2) Glavki : Direction centrale chargée de diriger la production d'une branche déterminée de l'industrie.

Par son intermédiaire, elles recevaient les instructions du Conseil supérieur de l'Économie nationale et prenaient en assemblée plénière, *le plénium*, les décisions nécessaires.

Transmises aux différentes usines, ces dernières devaient être exécutées sous le contrôle des conseils locaux de l'Économie nationale dont l'activité ne devait pas être théoriquement entravée par les comités d'usine et par les syndicats professionnels (1).

Cette organisation de la production était ainsi très méthodique bien qu'un peu compliquée. « Peuplés presque uniquement d'ouvriers ne sachant pas se débarrasser des vieilles méthodes de production et introduire une division du travail plus rationnelle et plus en rapport avec la technique moderne » (2), ces innombrables rouages administratifs, aux attributions insuffisamment délimitées, manquaient d'énergie.

Prises obligatoirement en assemblée plénière, à la majorité des voix, leurs décisions se faisaient trop attendre. La machine administrative fonctionnait ainsi avec lenteur et ne pouvait engendrer qu'une immense bureaucratie.

La production se ressentait de tous ces frottements quotidiens entre les différentes administrations. Après avoir créé l'anarchie dans l'industrie par l'établissement d'un régime démagogique, le Gouvernement ne parvenait pas à retirer aux organisations locales la direction des entreprises pour

(1) Le ravitaillement des entreprises en matières premières était effectué par le commissariat dont elles dépendaient suivant les instructions du Conseil supérieur de l'Économie nationale.

(2) Zagorsky. La production des dirigeants recrutés parmi les ouvriers était encore de 60 0/0 au moment du 8<sup>e</sup> Congrès des soviets de 1920 (Rykoff).

ne leur en accorder que le contrôle et arrêter ainsi la décadence rapide de la production industrielle. Jaloux en particulier de leur autorité usurpée, les Conseils locaux de l'Economie nationale refusaient le plus souvent d'obtempérer aux injonctions du pouvoir central.

Ne recevant pas les produits manufacturés promis pour compenser la saisie de leurs céréales, les paysans refusèrent, dans ces conditions, de continuer leurs livraisons. Le Gouvernement dut alors recourir à des mesures de rigueur pour assurer l'entretien de l'armée rouge et de la population urbaine. Il envoya dans les campagnes des détachements d'alimentation, ou Prodotriads, qui les mirent à feu et à sang. Les paysans répondirent à ces exactions en diminuant la surface des terres emblavées.

#### QUATRIÈME PARTIE

##### SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE DE 1919 A MARS 1921

Comprenant le danger de cette contre-offensive du moujik, le Gouvernement voulut y parer en effectuant de nouvelles réformes dans l'économie de la production du pays.

Il décréta le 14 février 1919 la nationalisation de la terre et organisa des économies soviétiques appelées sovkhoz (1) sur les terres des anciens Pomestchikis non encore distribuées.

Il favorisa également la création de collectivités agraires où la production se faisait en commun sur des terres communes

(1) Les sovkhoz sont des collectivités de travailleurs dirigées par les agents de l'État et pourvues d'un outillage perfectionné.

afin d'assurer le ravitaillement des villes sans avoir recours aux services des paysans.

Voulant en outre porter remède à la confusion régnant dans l'organisation de la production industrielle due à la multiplication des rouages administratifs, le deuxième Congrès des Conseils de l'Économie nationale imposa à ses sections locales de se conformer dans la gestion des entreprises qui leur étaient confiées aux plans élaborés par les directions principales (Centres ou Glavkis) et de s'abstenir de toute immixtion dans la direction des autres établissements.

Dans un but de simplification, il remit même les services de l'approvisionnement des industries en matières premières aux Glavkis. « Celles-ci obtinrent une indépendance presque absolue. Elles possédèrent une caisse et se transformèrent en de véritables petites banques spécialisées dont le capital était fourni par la banque populaire » (1).

Reconnaissant, également, l'anarchie créée par l'institution des comités ouvriers, le Gouvernement renonça à la direction démocratique des entreprises pour lui substituer la gestion autocratique.

« Lorsqu'il m'arrive d'étudier plus particulièrement la réalisation des problèmes économiques, déclarait Lénine, je remarque surtout les difficultés créées à l'exécution des travaux par la discussion collective des décisions à prendre. Le passage de l'exécution et de la responsabilité collective à l'exécution et la responsabilité personnelle forme le problème du jour » (2).

(1) Piatakov, Commissaire du peuple aux finances, *E. J.*, n° 96, 27 mai 1919.

(2) Discours de Lénine au deuxième Congrès des C. E. N., 1919.

Le contrôle ouvrier se trouvait ainsi réduit « à l'union des travailleurs de chaque entreprise pour le rétablissement de la discipline dans le travail et la nomination des représentants aux diverses institutions gouvernementales » (1).

Pour rendre sa prospérité à l'industrie, il ne suffisait d'ailleurs pas au Gouvernement de rétablir l'unité de direction (effective seulement en réalité en 1924), il fallait également y restaurer la discipline dans le travail, entièrement supprimée depuis 1917.

Pour flatter les passions populaires pendant la période du Gouvernement provisoire les bolcheviks avaient, en effet, réclamé des réformes dans l'organisation du travail, et les avaient presque toutes obtenues. Le travail aux pièces et les amendes pour absence injustifiée de l'usine avaient été supprimés. L'établissement immédiat de la journée de huit heures avait été cependant refusé par le Gouvernement provisoire par souci de la défense nationale (2).

Aussitôt leur avènement au pouvoir, les bolcheviks décrétèrent la réduction de la journée de travail avec interdiction générale de toute heure supplémentaire, sauf quelques dérogations extrêmement rares.

De telles réformes ne pouvaient tarder à porter leurs fruits.

(1) *E. J.*, n° 259, 1919. L'ordre du jour du deuxième Congrès stipule : « les devoirs du contrôle ouvrier doivent être limités à la surveillance de la marche des travaux dans l'entreprise? Ils seront exécutés seulement post-factum, c'est-à-dire postérieurement à l'exécution des travaux. Leurs représentants participeront uniquement avec voix consultative aux séances de l'administration de l'usine ».

(2) Décret du 29 octobre 1917.

Le rendement de la main-d'œuvre tombant extrêmement bas, le Gouvernement comprit dès le mois de février 1918 la nécessité de réagir contre les excès de ce laisser-aller dans la discipline du travail, et pour essayer d'y parvenir il réclama l'aide des Comités directeurs des Unions professionnelles (1). Soucieux de sauvegarder leur situation privilégiée, leurs membres accédèrent volontiers à son désir. Ils lui laissèrent ainsi diriger l'esprit de leurs adhérents dans la limite où eux-mêmes en avaient le moyen.

Dans son discours « Pas de crise, mais évolution », le camarade M. Milioutine attribuait aux syndicats la tâche de :

1° Faire la propagande pour obtenir l'augmentation de la production ;

2° Contrôler la direction des entreprises ;

3° Élaborer les tarifs des salaires ;

4° Participer à l'élaboration du programme économique ;

5° Organiser le travail et en maintenir la discipline au moyen de tribunaux spéciaux.

Par leur intermédiaire, le Gouvernement fit ainsi accepter aux ouvriers (uniquement d'ailleurs dans les grands centres) le rétablissement du salaire aux pièces. Par décret du 9 juin 1918 (2), il déclara la nécessité pour les « ouvriers d'exécuter le travail aux pièces chaque fois que l'administration de l'usine

(1) Groupant 1.475.949 adhérents le 20 juin 1917, les Unions comptaient en 1919, 3.638.093 membres, en 1920, 4.826.000 adhérents, car l'affiliation était obligatoire depuis le premier Congrès panrusse de janvier 1918. Les cotisations étaient prélevées directement sur les salaires des ouvriers.

(2) Les ouvriers cherchèrent à résister. Le 8 août 1920, le Congrès des Unions

le jugeait indispensable au maintien normal de la production et que la Commission de l'évaluation l'approuvait » (1).

« Si l'ouvrier, ajoutait-il, ne fournit pas la norme indiquée pour un certain travail donné et payé aux pièces dans les conditions techniques possibles, il recevra seulement les deux tiers du salaire indiqué au tarif » (2).

Pour expliquer l'acceptation par la classe ouvrière de la suppression des réformes dans l'organisation du travail et sa rémunération pour lesquelles les ouvriers de tous les pays ont toujours lutté, il suffit de songer à la pénible situation alimentaire où ils se trouvaient par suite du chômage consécutif à la démobilisation faite sans aucun plan de l'industrie et de l'armée.

**Situation du marché de la main-d'œuvre à Moscou  
dans le dernier trimestre de 1918.**

| PÉRIODES           | MAIN-D'ŒUVRE   |                |
|--------------------|----------------|----------------|
|                    | Offres         | Demandes       |
| Octobre 1918.....  | 203.439        | 133.019        |
| Novembre 1918..... | 176.029        | 136.439        |
| Décembre.....      | 138.088        | 122.815        |
|                    | <u>517.556</u> | <u>392.264</u> |

professionnelles de Pétrograd vota la résolution de « lutter énergiquement contre la transformation de l'organisation centralisée des Unions en bureaucratie gouvernementale ».

(1) Décret réglementant les conditions du travail métallurgique de la région de Moscou.

(2) Il est intéressant, à ce propos, de comparer cet article 26 du 9 juin avec celui du décret du 17 juillet 1918 pour se rendre compte de l'évolution de la politique soviétique à l'égard de la main-d'œuvre. Ce dernier était ainsi conçu : « Il ne peut y avoir qu'un seul prix du travail pour la production des mêmes produits ».

# **Importance du travail aux pièces dans le salaire des ouvriers de Pétrograd en mai 1919.**

(E. J. du 12 mai).

| DÉNOMINATIONS<br>des établissements.       | SALAIRE<br>de base<br>en roubles. | SURPRIMES POUR TRAVAIL<br>AUX PIÈCES |                          |
|--------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
|                                            |                                   | Roubles.                             | % du salaire<br>de base. |
| 1 <sup>o</sup> Manufacture Pahl.....       | 181.000                           | 10.000                               | 5,5                      |
| 2 <sup>o</sup> Fabrique de bas de Kersten. | 282.000                           | 68.000                               | 24,1                     |
| 3 <sup>o</sup> Filature de Newsky.....     | 464.000                           | 178.000                              | 38,5                     |
| 4 <sup>o</sup> Usine Alexandroff.....      | 123.000                           | 85.000                               | 60                       |
| 5 <sup>o</sup> Usine Rabotchy.....         | 50.000                            | 31.000                               | 62,1                     |
| 6 <sup>o</sup> Chantiers Okhta.....        | 34.000                            | 24.000                               | 70,7                     |
| 7 <sup>o</sup> Usine Sekorokhod.....       | 1.458.000                         | 1.558.000                            | 106,9                    |
| 8 <sup>o</sup> Tannerie Ossipoff.....      | 46.000                            | 50.000                               | 108,6                    |
| 9 <sup>o</sup> Usine Tudor.....            | 12.000                            | 15.000                               | 125,0                    |

Ces différentes réformes n'étaient cependant pas effectives en 1919. Si dans les grands centres, le Gouvernement parvenait lentement à les appliquer, les Comités ouvriers étaient encore tout-puissants dans les lointains départements (1).

Maître de la production et des échanges, l'État était ainsi accablé par une besogne à laquelle il n'était nullement préparé. Ne parvenant pas à organiser une exploitation rationnelle des entreprises industrielles. Ses différentes administrations, aux attributions mal délimitées, versèrent uniquement dans la bureaucratie.

|                                                                                                             |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Besoins en papier des administrations soviétiques en 1919.                                                  | 7.000.000 pouds. |
| Production totale du Glavboug (Direction principale de l'industrie du papier) englobant 32 entreprises..... | 4.200.000 pouds. |

Ce régime transforma l'Économie nationale en une entreprise exclusivement de consommation (2).

(1) L'E. J. du 2 mai 1919 reconnaît : « Le rétablissement du travail aux pièces a donné d'excellents résultats dans la commune du Nord de Pétrograd. L'augmentation de la production est importante ». Le C. S. E. N., ajoute-t-elle, a mis en application un système de surprimés qui a donné d'excellents résultats augmentant la production moyenne du travail à l'usine de Poutiloff de 50 0/0.

(2) Les *Isvestia*, n° 100, 1919. « Les Directions, les Centres s'étendent et

**Origine des membres  
des différentes institutions industrielles du pays.**

(Extrait du discours de Milioutine : *Pas de crise, mais évolution*, de 1919).

| DIRECTIONS                    | NOMBRE<br>total<br>des<br>membres. | OUVRIERS    |      | SPÉCIALISTES |      | EMPLOYÉS<br>et divers |     |
|-------------------------------|------------------------------------|-------------|------|--------------|------|-----------------------|-----|
|                               |                                    | nom-<br>bre | %    | nom-<br>bre  | %    | nom-<br>bre           | %   |
| Bureau régional du S. E. N. { | 187                                | 107         | 57,8 | 22           | 11,8 | 58                    | 31  |
| Bureau du C. S. E. N..... }   |                                    |             |      |              |      |                       |     |
| Membres du C. S. E. N. et {   | 140                                | 72          | 51,4 | 31           | 22,2 | 37                    | 26  |
| de ses Direct..... }          |                                    |             |      |              |      |                       |     |
| Membres des Comités de di- {  | 1.143                              | 726         | 63,5 | 398          | 34,8 | 19                    | 1,7 |
| rection des usines..... }     |                                    |             |      |              |      |                       |     |

Leurs dépenses pour le 1<sup>er</sup> trimestre de 1919 se chiffraient à 10.276.576.053 roubles contre 5.814.330.000 roubles de recettes.

**Décomposition des recettes et des dépenses du C. S. E. N.  
premier trimestre 1919.**

(E. J., n° 100, 1919).

| DÉNOMINATIONS                          | RECETTES<br>en roubles. | DÉNOMINATIONS                       | DÉPENSES<br>en roubles. |
|----------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|-------------------------|
| 1° Administration.                     | 139.856.844             | 1° Section de                       |                         |
| 2° Service de }<br>production... }     | 137.525.526             | l'industrie }<br>chimique ... }     | 3.000.000.000           |
| 3° Dép. pour les }<br>industr. nat. }  | 5.000.000.000           | 2° Section des }<br>métaux .... }   | 2.000.000.000           |
| 4° Exploitation..                      | 3.500.000.000           | 3° Section de                       |                         |
| 5° Assur. cont. }<br>le chô.m.et les } | 192.429.170             | l'industrie }<br>électro-tech- }    | 180.000.000             |
| maladies..... }                        |                         | nique..... }                        |                         |
| 6° Glavod.....                         | 558.000.000             | 4° Section de }<br>l'alimentation } | 170.000.000             |
| 7° Comité de }<br>Constr.d'État }      | 1.438.754.513           | 5° Divers.....                      | 454.000.000             |
| TOTAL.....                             | 10.276.576.053          | TOTAL.....                          | 5.814.330.000           |

s'accroissent sans aucune nécessité. Ceci s'explique uniquement par l'absence de toute compétence dans l'organisation du travail et dans sa mise au point ».

La gestion de l'industrie par l'État se traduisait ainsi par un déficit semestriel de 5 milliards de roubles (1). Ce résultat était surtout la conséquence de l'absence de toute compétence parmi les dirigeants des différentes administrations. La Direction centrale de Kharkov, C. P. K. P., en particulier, se composait de personnes absolument étrangères de la question minière. Ses délégués étaient pour la plupart des jeunes gens de toute catégorie ou des contremaîtres d'instruction générale insuffisante pour s'occuper de la direction d'un charbonnage.

Les productions agricole et industrielle ne cessaient donc de décroître. Malgré cependant ce resserrement de l'activité nationale, les stocks de marchandises légués par le régime antérieur s'épuisaient. Même en ce qui concerne les matières premières comme le lin, la laine, le chanvre, les peaux dont la Russie était autrefois exportatrice, la situation empirait « de jour en jour, d'heure en heure » (2).

**Diminution des surfaces ensemencées de graines de lin :**

5 0/0 en 1919 par rapport à 1913.

**Récolte de lin et réserve en pouds.**

(16 k. 384).

| ANNÉES    | RÉCOLTE    | RÉSERVE<br>en septembre. |
|-----------|------------|--------------------------|
| 1915..... | 12.400.000 | »                        |
| 1917..... | 11.000.000 | 10.100.000               |
| 1918..... | 10.500.000 | 2.530.000                |
| 1919..... | 4.500.000  | »                        |

(1) Le rouble soviétique valait à cette époque : 1/605<sup>e</sup> du rouble d'avant-guerre.

(2) Rykoff, 1919.

### Stocks de coton.

(E. J., 6 juin 1919).

| ANNÉES                             | STOCKS     |
|------------------------------------|------------|
| 1 <sup>er</sup> janvier 1917.....  | 14.568.000 |
| 1 <sup>er</sup> décembre 1917..... | 7.723.000  |
| 1 <sup>er</sup> mars 1918.....     | 4.400.000  |
| 1 <sup>er</sup> décembre 1918..... | 1.694.760  |

### Fermeture des entreprises textiles de Moscou depuis le début de la guerre de 1914 à mai 1919.

(E. J., n° 102, 1919).

| ANNÉES ET MOIS                       | Nombre<br>d'entreprises<br>fermées. | Nombre<br>d'ouvriers. | Nombre<br>moyen<br>d'ouvriers<br>par entreprise. |
|--------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------|
| 1916.....                            | 1                                   | 80                    | 80                                               |
| 1917.....                            | 1                                   | 158                   | 158                                              |
| 1918 (1 <sup>er</sup> semestre)..... | 13                                  | 1.343                 | 103                                              |
| 1918 (2 <sup>e</sup> semestre).....  | 40                                  | 5.838                 | 146                                              |
| 1919 janvier.....                    | 13                                  | 2.662                 | 205                                              |
| 1919 février.....                    | 9                                   | 2.842                 | 316                                              |
| 1919 mars.....                       | 6                                   | 12.446                | 2.074                                            |
| 1919 avril.....                      | 7                                   | 1.843                 | 263                                              |
| TOTAL.....                           | 93                                  | 27.212                | 3 218                                            |

Cette faible production de l'industrie ne parvenait même pas à trouver des débouchés en raison du mauvais état des transports (1).

(1) Les possibilités techniques du trust Gomza ne permettaient même pas de donner satisfaction dans la proportion de 30 0/0 aux besoins du pays en matériel roulant.

### Matériel roulant au 1<sup>er</sup> avril 1920.

(E. J., 30 mai 1920).

|                                                                                           | AVRIL 1916 | AVRIL 1920 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| 1 <sup>o</sup> Chargement journalier des wagons sur le réseau ...                         | 33.407     | 7.909      |
| 2 <sup>o</sup> Distance parcourue par les locomotives journalle-<br>ment, en verstes..... | 112,4      | 71,7       |
| 3 <sup>o</sup> Locomotives en bon état.....                                               | 16.334     | 4.812      |
| 4 <sup>o</sup> Wagons en bon état.....                                                    | 499.569    | 245.393    |

### Nombre de locomotives utilisables.

(E. J., 8 avr. 1919, 10 sept. 1919, 7 mars 1920).

| MOIS                        | 1916   | 1917   | 1918   | 1919  | 1920  |
|-----------------------------|--------|--------|--------|-------|-------|
| 1 <sup>er</sup> janvier...  | 16.033 | 17.012 | 14.519 | 4 577 | 3.969 |
| 1 <sup>er</sup> mars.....   | 16.132 | 16.418 | 9 504  | 3.352 | »     |
| 1 <sup>er</sup> mai.....    | 16.423 | 16.158 | 7.295  | 4.295 | »     |
| 1 <sup>er</sup> juillet.... | 16.743 | 15.744 | 5.706  | 4.931 | »     |
| 1 <sup>er</sup> septembre.  | 16.735 | 15 577 | 5.231  | 4 368 | »     |
| 1 <sup>er</sup> novembre.   | 16.844 | 15.432 | 4.037  | 4.381 | »     |
| 1 <sup>er</sup> décembre.   | 16.886 | 15.810 | 4.679  | 4.141 | »     |

### Chargement moyen d'un wagon en pouds et par mois (1).

(E. J., 2 mars 1919, 6 août 1919).

| MOIS           | 1916   | 1917   | 1918  | 1919  |
|----------------|--------|--------|-------|-------|
| Janvier.....   | 31.164 | 31.290 | 7.353 | 6.109 |
| Mars.....      | 33.986 | 31.539 | 8.128 | 5.483 |
| Mai.....       | 37.725 | 32.155 | 7.530 | 3.177 |
| Juillet.....   | 35.518 | 26.311 | 5.348 | 2.629 |
| Septembre..... | 36.118 | 21.409 | 4.959 | »     |
| Novembre.....  | 34.082 | 14.883 | 6.737 | »     |
| Décembre.....  | 32.062 | 6.185  | 6.248 | »     |

(1) Le Gouvernement ne disposait que deux trains par mois pour acheminer les cotons du Turkestan vers les manufactures de Moscou dont la consommation mensuelle normale était de 800.000 pouds (Rykoff).

N'ayant plus confiance dans le papier-monnaie de l'Etat, les paysans refusèrent de livrer leurs produits à la ville devenue uniquement consommatrice. Obligé pour assurer le ravitaillement des villes de poursuivre sa politique de réquisitions impitoyables, le Gouvernement vida la campagne de tous les produits disponibles. Ce dépouillement des moujiks eut lieu suivant un plan de contribution ne correspondant presque jamais aux facultés réelles des villages. Il eut seulement pour effet d'inciter les paysans à réduire la surface des terres emblavées, pour manifester leur mécontentement.

**Surface des terres emblavées en millions de déciatines.**

| 1913 | 1914 | 1915 | 1916 | 1917 | 1918 | 1919 | 1920 | 1921 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 87,1 | 87   | 83,5 | 79,2 | 78   | 74   | 69   | 62   | 55   |

Les faits détruisirent également les illusions du Gouvernement sur la productivité des sovkhozs. Administrées par des fonctionnaires, celles-ci ne réussirent jamais à devenir des fermes modèles. Dans le domaine d'Alexievka, 35 chevaux sur 41 ont péri ainsi que toutes les vaches zimmenthales et suédoises (1). Quant aux communautés agraires, après avoir compris au 1<sup>er</sup> novembre 1919, 320.000 membres, elles se désagrégèrent lentement au point de ne plus former en 1923 qu'un groupement de 150.000 personnes sur une population de 100 millions d'habitants.

(1) Le rendement de la terre baissa également par manque de machines agricoles et d'instruments de travail. En 1920 la production des machines agricoles correspondait seulement à 13 0/0 de la production d'avant-guerre qui était déjà insuffisante pour satisfaire les besoins du pays.

### Economies collectives privées.

(Pravda, 20 nov. 1923).

|                                                        | NOMBRE<br>de collectivités. | NOMBRE<br>des personnes. |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Communes agraires.....                                 | 1.289                       | 34.609                   |
| Sociétés pour le labour des terres en }<br>commun..... | 4.516                       | 84.111                   |
| Artels agraires.....                                   | 1.351                       | 29 741                   |
| TOTAL.....                                             | 7.156                       | 148.461                  |

Au début de 1920, le Gouvernement tenta un nouvel effort pour ramener un peu de prospérité dans le pays. Pour vaincre la lenteur des bureaux, il institua une nouvelle commission, le Gosplan (Etat et Plan), chargée de contrôler les décisions du Conseil supérieur de l'Économie nationale et d'établir un programme économique dont il essaya d'assurer l'exécution en cherchant à imposer aux ouvriers la régularité dans le travail (1).

Mourant de faim, ces derniers fuyaient, en effet, l'usine.

### Quantités moyennes des produits alimentaires effectivement consommés par les ouvriers, de 1913 à juillet 1919.

| DATES          | PAIN | GRUAUX | POMMES<br>de terre. | VIANDES | GRAINS | SUCRE | SEL   |
|----------------|------|--------|---------------------|---------|--------|-------|-------|
| 1913-14.....   | 2,62 | 0,28   | 0,61                | 0,72    | 0,13   | 0,16  | 0,06  |
| 1914-15.....   | 2,56 | 0,35   | 0,61                | 0,48    | 0,12   | 0,16  | 0,06  |
| 1915-16.....   | 2,48 | 0,38   | 0,56                | 0,35    | 0,11   | 0,16  | 0,06  |
| 1917 janv.fév. | 2,55 | 0,28   | 1,48                | 0,60    | 0,15   | 0,16  | 0,06  |
| 1918.....      | 1,91 | 0,033  | 2,41                | 0,40    | 0,004  | 0,036 | 0,09  |
| 1919 mars...   | 1,64 | 0,055  | 1,28                | 0,266   | 0,046  | 0,036 | 0,055 |
| — avril...     | 1,53 | 0,083  | 1,18                | 0,466   | 0,046  | 0,053 | 0,053 |
| — juin...      | 1,76 | 0,236  | 1,09                | 0,268   | 0,067  | 0,053 | 0,086 |

(1) La Commission d'utilisation des approvisionnements qui lui était subor-

Les salaires en nature et en argent ne suffisant plus à les nourrir, ils profitaient du rétablissement du petit commerce, en février 1920, pour se livrer « au trafic en sacs » comme le reste de la population ou retournaient au village s'adonner aux petites industries domestiques (1). Des centaines d'usines durent ainsi fermer leur porte non seulement par manque de matières premières, mais encore par absence de main-d'œuvre qualifiée. L'industrie éprouvait en effet les plus grandes difficultés pour trouver les ouvriers dont elle avait besoin. Parfois durant des semaines, voire des mois, il était impossible au Conseil supérieur de l'Économie nationale de trouver les 20 au 30 ouvriers expérimentés nécessaires pour donner à l'armée rouge les fusils dont le Gouvernement avait besoin pour la défense de Moscou. « Nous avons parfois éprouvé de grands embarras pour trouver les 20 ou 30 ouvriers expérimentés qui nous faisaient défaut, déclarait M. Rykoff dans son rapport au C. S. E. N. (janvier 1920). Nous les avons cherché en vain à la Bourse du travail, aux Unions professionnelles, dans les unités militaires, dans les villages ».

« L'un des faits les plus dangereux dans la vie économique contemporaine réside dans la dilapidation de la partie la plus

donnée voulut recenser les ressources matérielles du pays. Elle édita un livre en donnant la nomenclature. Il y était inscrit au titre des constructions les simples mentions suivantes : « argile simple, sable commun, pierre pour pavés ». Le camarade Arcadi n'exagérait donc pas lorsqu'il la traitait dans l'*E. U.* du 12 janvier 1922 de « Véritable maison de fous ou peu s'en faut ».

(1) Notre ennemi est la spéculation. Avant le décret de 1919, elle se mesurait en pouds, aujourd'hui elle se chiffre par wagons. Le prolétariat emplit à notre grand malheur les rangs de la petite spéculation et du petit commerce en troc. (Kamenef).

précieuse de la production, c'est-à-dire de la main-d'œuvre expérimentée. Celle-ci atteint aujourd'hui des proportions inouïes au point de ne pas permettre l'exploitation de certaines entreprises » (1).

Il était, dans ces conditions, nécessaire de faire réintégrer l'usine à l'ouvrier et de l'empêcher d'errer d'un endroit à un autre à la recherche de meilleures conditions d'existence.

Les quelques améliorations apportées par les autorités soviétiques au sort de l'ouvrier s'étant révélées insuffisantes pour le maintenir à l'usine (2), le Gouvernement décréta, dans ces conditions, en février 1920 le service du travail universel et obligatoire. Chaque citoyen était tenu dorénavant de mettre sa force de production à la disposition de l'État. Un nouveau « Comité général du Service du travail universel (Glavnotround) fut institué avec une multitude de comités locaux (Goubkomtround, Onietzdkomtround) ».

Formées en principe de détachements de personnes du même métier, les armées du travail étaient cependant à la disposition du Glavnotround pour toutes les besognes. La population répondit à cette mesure vexatoire par une réduction de sa productivité tout en continuant à s'adonner à la spéculation.

**Prix de revient du piochage d'une sagène de voie.**

(E. J., n° 128, 15 juin 1920).

|                         |                 |
|-------------------------|-----------------|
| Ouvriers mobilisés..... | 108,40 roubles. |
| Ouvriers libres.....    | 22,72 —         |

(1) Rykoff, *Rapport au C. S. E. N.*, janvier 1920.

(2) Les améliorations apportées par l'autorité soviétique au sort de l'ouvrier consistaient en des distributions de vivres et au retour du salaire aux pièces et aux primes.

**Prix de revient du chargement et du déchargement d'un quai.**

|                         |                |
|-------------------------|----------------|
| Ouvriers mobilisés..... | 461,92 roubles |
| Ouvriers libres.....    | 113,60 —       |

Il ne suffisait d'ailleurs pas d'établir le principe du travail obligatoire, il fallait le rendre effectif. Le 10 mai suivant, furent rétablies des mesures de répression contre les absences sans congé et des tribunaux disciplinaires, particulièrement sévères, furent créés.

« On te nourrit trois ans de pommes de terre, déclaraient dans un meeting les ouvriers de l'usine Mytichtchi, mais pour t'être promené un peu, on te met en prison » (1).

**Mesures prises par le décret  
pour assurer la régularité du travail.**

(*Les Ivestia*, 11 mai 1920).

1° Outre la retenue du salaire, il sera prélevé sur les primes en nature ou en espèces de l'ouvrier coupable d'absence non justifiée :

|                        |                               |
|------------------------|-------------------------------|
| a) Premier jour.....   | 15 0/0 de la prime mensuelle. |
| b) Deuxième jour.....  | 25 0/0 —                      |
| c) Troisième jour..... | 60 0/0 —                      |

L'ouvrier devra, en outre, travailler pendant les heures libres et les jours fériés sans paiement de ces heures supplémentaires.

(1) *E. J.*, 13 octobre 1920.

2° Au-dessus de trois jours par mois les absences entraîneront des poursuites devant les tribunaux disciplinaires pour délit de sabotage.

**Absences illégales d'un ouvrier  
dans les entreprises importantes dites « d'attaque » en 1920.**

| ADMINISTRATION | NOMBRE<br>moyen<br>des ou-<br>vriers<br>pour<br>1920<br>d'après<br>les listes<br>d'usines. | NOMBRE<br>de<br>jours de pré-<br>sence par<br>ouvrier |                       | NOMBRE DE JOURS CHOMÉS PAR OUVRIER<br>pour cause de |              |               |                           |                             |                  |        |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------|--------------|---------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|--------|
|                |                                                                                            | trav.<br>effec-<br>tif.                               | Non<br>acti-<br>vité. | Partici-<br>pation<br>aux délégations.              | Con-<br>gés. | Mala-<br>die. | Causes<br>légi-<br>times. | Causes<br>illégi-<br>times. | Jours<br>fériés. | Total. |
| centrale       |                                                                                            |                                                       |                       |                                                     |              |               |                           |                             |                  |        |
| industrielle.  |                                                                                            |                                                       |                       |                                                     |              |               |                           |                             |                  |        |
| —              | —                                                                                          | —                                                     | —                     | —                                                   | —            | —             | —                         | —                           | —                | —      |
| Automobiles... | 58.994                                                                                     | 258                                                   | 1,6                   | 10,2                                                | 1,7          | 23,9          | 5,5                       | 25,1                        | 29,9             | 106,3  |
| Constructions  |                                                                                            |                                                       |                       |                                                     |              |               |                           |                             |                  |        |
| de machines.   | 26.485                                                                                     | 222                                                   | 0,1                   | 14,9                                                | 3,4          | 32,3          | 8,9                       | 36,6                        | 49,1             | 144,2  |
| Prod. chimiq.. | 5.034                                                                                      | 267                                                   | 0,0                   | 12,8                                                | 6,6          | 20,1          | 6,0                       | 24,0                        | 39,5             | 108,8  |
| Allumettes.... | 1.886                                                                                      | 233                                                   | 16,0                  | 2,5                                                 | 1,4          | 18,8          | 8,8                       | 24,5                        | 61,1             | 117,1  |
| Tabac.....     | 625                                                                                        | 237                                                   | 4,7                   | 10,3                                                | 15,1         | 22,0          | 3,1                       | 20,1                        | 68,3             | 139,1  |

Échouant ainsi dès le début de son application (1), la militarisation du travail ne démontra cependant pas encore suffisamment au Gouvernement l'impossibilité pour le pays de s'adapter à sa politique économique.

Le 8<sup>e</sup> Congrès des Soviets décida, en effet, en décembre 1920 une nouvelle organisation de l'ensemencement. L'administration obtint le droit exorbitant de pouvoir enlever les semences aux paysans pour les répartir entre les sovkhoz. Celles-ci servirent surtout, en réalité, à nourrir la population urbaine et l'armée. Il n'est donc pas étonnant que la famine se soit déclarée au mois de mai suivant, plusieurs mois avant la soudure.

(1) Le plan dressé par le Glavkomtround pour l'année 1920 n'en supporta pas l'épreuve. *E. J.*, 1920.

La situation économique de la Russie était ainsi désespérée à l'aurore de l'année 1921. Les réserves léguées par le régime antérieur étaient épuisées. La production agricole n'atteignait pas la moitié de celle d'avant-guerre (1). L'élevage était également réduit de 45 0/0 environ. Quant à la productivité industrielle, autant dire qu'elle n'existait plus. Elle était évaluée par le Conseil supérieur de l'Économie nationale à 584 millions de roubles-or, c'est-à-dire à 11 0/0 de celle de 1913. Entre toutes, la métallurgie avait le plus souffert. La production de la fonte était sensiblement égale à celle sous Pierre le Grand, soit 8,6 millions de pouds.

**Industrie métallurgique en millions de pouds.**

| MÉTAL         | 1913 | 1914 | 1915 | 1916 | 1917 | 1918 | 1919 | 1920 |
|---------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Fonte.....    | 257  | 261  | 266  | 273  | 263  | 180  | 92   | 8,4  |
| Acier laminé. | 219  | 224  | 233  | 248  | 188  | 131  | 74   | 13   |

Cette production minime ne parvenait d'ailleurs pas aux consommateurs par suite d'une désorganisation complète des chemins de fer et des transports (2), et d'une bureaucratie invraisemblable.

Le maximum d'incohérence était certainement atteint par le Comité principal du combustible « Glavtop », surnommé par la presse le cadavre vivant (3). Fondé le 13 décembre 1918, il

(1) De 43 milliards de pouds de céréales en 1913, la production est tombée en 1920 à 22 milliards de pouds (M. Popov, *E. J.*, n° 216, 1921).

(2) Les fabriques de conserves devaient s'arrêter faute de fer-blanc qui regorgeait aux entrepôts de Parlow.

(3) Un auteur a donné de cette commission la définition suivante : « Le comité principal est la réunion de 15 jeunes filles et de 3 jeunes gens ».

n'avait encore rien fait en mai 1919. Lorsqu'il se décida à travailler, il désorganisa complètement l'industrie. Les chemins de fer de Kalouga, en particulier, reçurent leur combustible de Moscou et les divers établissements de Moscou, de Kalouga.

La production perdit ainsi rapidement son caractère de travail en masse pour devenir individuelle. Il se produisit une régression de l'industrie et une décentralisation du pays. Les artisans (Koustaris) et les petits industriels urbains émigrèrent vers les campagnes pour y trouver des matières premières et des conditions d'existence meilleures, à moins qu'abandonnant tout travail utile, ils ne se livrassent à la spéculation la plus insensée.

« Toutes les réformes communistes n'existaient, en effet, que sur le papier. — L'abolition du droit de propriété n'empêchait nullement les gens de faire le commerce d'objets d'usage domestique et même d'immeubles. — Malgré leur municipalisation dans les villes, ces derniers étaient achetés et vendus dans la République des Soviets comme sous le régime capitaliste. — Ceux qui comptaient leur fortune par millions de roubles-papier et en craignaient la confiscation préféraient employer leurs capitaux à l'acquisition de maisons, persuadés qu'ils étaient du retour certain de celles-ci à leur propriétaire un jour ou l'autre ».

« Malgré la nationalisation des entreprises industrielles et commerciales, les actions de diverses sociétés anonymes n'en faisaient pas moins, en particulier, l'objet d'un vaste trafic boursier. Il existait ainsi à Moscou et à Pétrograd des marchés non officiels où s'effectuaient quotidiennement des trans-

actions sur des valeurs annulées par les autorités soviétiques » (1).

**Cours de différentes actions.**

| SOCIÉTÉS         | VALEUR<br>nominale. | FIN 1918    | MILIEU 1919   | FIN 1919        |
|------------------|---------------------|-------------|---------------|-----------------|
| —                | —                   | —           | —             | —               |
| Maltzoff.....    | 100 roubles         | 500 roubles | 5.000 roubles | 12.000 roubles. |
| Nobel.. .. .     | 250 —               | 3.000 —     | 20.000 —      | 44.000 —        |
| Naphte russe.... | 250 —               | » —         | 4.000 —       | 12.000 —        |
| Pastoukhoff..... | 100 —               | 350 —       | 2.000 —       | — —             |

(1) Zagorsky, *La République des Soviets*, p. 314.

## CHAPITRE VI

### Situation économique de la Russie au moment de la nouvelle politique économique.

Ayant tué le mobile de l'intérêt personnel dans l'organisation de la production par la nationalisation de l'industrie capitaliste et l'établissement du régime de la Prodrasverska en agriculture, le Gouvernement avait conduit le pays à la ruine.

La situation était désespérée au printemps 1921. Atteignant seulement 2,2 milliards de pouds de céréales, la récolte ne pouvait suffire au ravitaillement national qui en exigeait avant-guerre 3,8 milliards. Le pays était réduit à une famine d'autant plus grande que la consommation avait toujours été restreinte en Russie, car le paysan préférait se priver pour pouvoir exporter son blé.

#### Balance de la production et de la consommation en Russie.

(Moyennes pour 1909-1913 en milliers de pouds).

|                           | SEIGLE    | FROMENT   | ORGE    | AVOINE  |
|---------------------------|-----------|-----------|---------|---------|
| 1° Production totale..... | 1.439.632 | 1.353.989 | 670.489 | 964.568 |
| 2° Consommation.....      | 1.383.757 | 1.077.060 | 446.429 | 897.226 |
| 3° Exportation .....      | 45.875    | 276.929   | 224.060 | 67 302  |

La situation industrielle était également peu brillante. Une lutte perpétuelle de prestige régnait entre les différentes administrations ainsi que la peur des responsabilités et le goût immodéré des statistiques et des graphiques. Si compétents, si pleins de bonne volonté étaient-ils, les directeurs des entreprises ne pouvaient conduire leur affaire rationnellement. La valeur de la production des industries d'extraction et de transformation était tombée, dans ces conditions, en 1920 à 584 millions de roubles-or, soit les 11 0/0 de celle de 1913 (5.630 millions).

Les stocks de matières premières accumulées pendant la guerre par la Russie étaient également épuisés.

**Stocks de matières premières au moment de la Révolution de février 1917.**

|                             |   |   |                                   |
|-----------------------------|---|---|-----------------------------------|
| 1 milliard de pouds de blé. |   |   |                                   |
| 322                         | — | — | de naphte ou de ses dérivés.      |
| 100 millions                | — | — | de charbon.                       |
| 200                         | — | — | de minerais de fer et de pyrites. |
| 50                          | — | — | de fonte et d'acier.              |
| 15                          | — | — | de sagènes cubiques de bois.      |
| Stocks de coton, laine.     |   |   |                                   |

**Situation comparative de la production en 1916 et 1920.**

|                                | 1920        | 1916          | %                      |
|--------------------------------|-------------|---------------|------------------------|
|                                | en pouds    |               | par rapport<br>à 1920. |
| —                              |             |               |                        |
| 1° Métallurgie.                |             |               |                        |
| Fonte (non compris la Polog.). | 6.300.000   | 231.800.000   | 2,6                    |
| Acier                          | 9.100.000   | 194.970.000   | 0,6                    |
| 2° Mines.                      |             |               |                        |
| Charbon                        | 462.000.000 | 2.101.000.000 | 23                     |
| Naphte                         | 229.000.000 | 602.100.000   | 38                     |

|                                    | 1920      | 1916       |     |
|------------------------------------|-----------|------------|-----|
| 3° Fils.....                       | 845.000   | 20.000.000 | 4,2 |
| Récolte du coton du Turkestan.     | 850.000   | 17.000.000 | 5   |
| Récolte du lin.....                | 2.000.000 | 31.900.000 | 6,8 |
| Tissus de lin.....                 | 800.000   | 3.130.000  | 25  |
| 4° Sucre.....                      | 5.038.000 | 85.531.000 | 6   |
| 5° Allumettes en nombre de boîtes. | 632.000   | 4.157.000  | 15  |

Le Gouvernement se trouvait ainsi dans la nécessité d'importer les objets de consommation courante pour essayer de satisfaire les besoins urgents de sa population rurale et urbaine (1).

Ces derniers représentaient 54,7 0/0 du total des importations (2). Les céréales, en particulier, avaient acquis une importance considérable. La maladroite gestion du Gouvernement avait ainsi transformé la Russie « de pays agricole producteur en pays agricole consommateur » (3).

**Catégories occupant une place prépondérante  
dans l'importation en 1921 (4).**

|                                                       |                           |        |
|-------------------------------------------------------|---------------------------|--------|
| Produits animaux et objets<br>de même catégorie.. . . | 79,2 millions de roubles. | 31,9 % |
| Métaux et objets métalliques.....                     | 58,3 — —                  | 23,5 % |
| Denrées alimentaires.....                             | 32,1 — —                  | 12,9 % |
| Matières textiles.....                                | 30,1 — —                  | 12,2 % |

Ne possédant pas de crédit sur les places étrangères, pour payer ces marchandises le Gouvernement dut exporter l'or du pays à défaut de matières premières. Des 900 millions de

(1-2-3) *E. J.*, 21 février 1922.

(4) Les objets industriels de consommation courante sont compris dans les paragraphes : métaux..., textiles.

roubles légués par le régime tsariste, il n'en restait plus au milieu de l'année 1921 que 250 millions environ à la disposition de l'État.

### Balance commerciale de la Russie en 1921.

|                   |                            |   |   |
|-------------------|----------------------------|---|---|
| Importations..... | 248,6 millions de roubles. |   |   |
| Exportations..... | 20,3                       | — | — |
|                   | <hr/>                      |   |   |
| SOLDE PASSIF..... | 228,3                      | — | — |

Sagement, le Gouvernement soviétique comprit la nécessité de renoncer, tout au moins temporairement, à l'application intégrale de ses principes économiques. Il capitula devant la résistance passive et inébranlable des paysans et essaya de les inciter à augmenter leur production en inaugurant au printemps de 1921 une nouvelle politique : la Nep.

Il promit ainsi aux diverses classes de la population de leur rendre leur liberté de mouvement et respecta sa promesse jusqu'en août 1922. Craignant, à partir de cette époque, « d'être submergé par le raz de marée de l'esprit bourgeois » qui réapparaissait dans toutes les branches de l'Économie nationale, il essaya de replacer la classe paysanne et la petite industrie sous sa dépendance.

Deux périodes doivent donc être distinguées depuis l'établissement de la nouvelle politique économique :

1° D'avril 1921 à août 1922, le Gouvernement laissa l'initiative privée se développer librement tout en essayant de la concurrencer avec ses usines et ses coopératives.

2° Ne parvenant pas à équilibrer son budget, ni à vendre ses produits à un taux au moins égal à leur prix de revient, il employa en 1923-1924 la force contre le commerce privé afin de supprimer toute concurrence.

---

## CHAPITRE VII

### Réformes accomplies par le Gouvernement dans le domaine juridique.

---

Après l'échec économique de l'application de ses principes communistes, le Gouvernement sentit la nécessité, au début de 1921, de rendre une certaine liberté à l'initiative individuelle. Par décret du 28 mars, il remplaça le régime agricole de la Prodravversteka par un système d'impôts en nature et autorisa les paysans à vendre leurs produits.

Cette réforme (1) entraîna le rétablissement de la liberté du commerce et de la productivité industrielle par dénationalisation de la petite et moyenne entreprise. En rendant, en effet, aux paysans le droit de vendre leurs récoltes, le Gouvernement en autorisa implicitement l'achat par les citoyens et se trouva même obligé de rendre à ces derniers le libre exercice de leur activité pour les laisser se procurer une monnaie d'échange avec le moujik.

(1) D'abord limitée à la satisfaction des besoins personnels des consommateurs, la liberté du commerce fut rapidement accordée avec le droit de revendre.

L'État encouragea donc la petite industrie domestique, permit l'affermage des entreprises moyennes nationalisées et autorisa la concession à des capitalistes étrangers des grandes entreprises dont il ne pouvait assurer la gestion.

Une banque d'État fut instituée le 13 octobre 1921 pour améliorer la circulation monétaire et pour fournir les crédits nécessaires au fonctionnement des industries dont il entendait rester maître.

Cette nouvelle orientation de la politique économique allégea les finances de la Russie et déchargea le Gouvernement du soin d'assurer le ravitaillement des centres urbains (1).

Pour être efficaces, ces différentes réformes exigeaient la transformation du régime juridique établi en 1918. S'en rendant compte (2), mais esclave de son passé et de son désir de conserver le pouvoir, le Gouvernement ne fit pas de concessions suffisantes pour rendre la confiance au pays.

« La Constitution de 1918 » resta en vigueur. Comme auparavant, la liberté des individus n'est pas garantie contre l'arbitraire des décisions administratives. La confusion des

(1) Avant l'établissement de la Nep, le Gouvernement assurait le ravitaillement de 35 millions d'habitants en vivres et produits de première nécessité. Il conserve seulement à partir de 1921 l'entretien de ses ouvriers, de ses employés et de leur famille, soit environ 8 millions de personnes sans compter l'armée.

(2) « Il est nécessaire que les lois prévoient d'une façon précise les relations juridiques entre particuliers et que toutes les affaires civiles et criminelles soient résolues uniquement par la voie judiciaire, puisque depuis la nouvelle politique économique, seule l'industrie lourde doit rester entre les mains du prolétariat » (*Isvestia du Comité central panrusse*, n° du 12 janvier 1922, discours d'Estine, directeur de la Justice au Gouvernement de Moscou, au Congrès des représentants de la Justice soviétique).

pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, la révocabilité *ad nutum* des juges populaires ne permettent pas, en effet, aux justiciables de trouver auprès des tribunaux ordinaires l'impartialité désirable. Le Code pénal, de son côté, possède une dangereuse innovation dans le chapitre consacré aux crimes contre-révolutionnaires. Son article 57 considère, en effet, comme « contre-révolutionnaire toute action tendant à l'abolition du pouvoir des soviets... à l'aide d'intervention armée, de blocus, d'espionnage ou de subventions à la presse, etc. » (1).

La vie et l'intangibilité des personnes n'est donc nullement garantie. « Le Gouvernement des soviets n'a pas encore cette sérénité qui rend libéraux les gouvernements sûrs de soi. Quand il se croit menacé, il se croit tout permis. Une panique et la Tcheka remplace tout » (2).

Dans le domaine des relations civiles, le Gouvernement n'a pas davantage instauré un régime stable. Certaines personnes jouissent parfois « d'une possibilité de fait pour exercer les facultés protégées dans les États occidentaux par des droits civils », mais ces manifestations d'initiative privée sont seulement tolérées par le Gouvernement.

« Lorsque nous donnons la propriété de certains objets à des particuliers, écrivait M. Goychbarg, nous ne leur octroyons pas le droit de les utiliser comme bon leur semble. Une

(1 et 2) M. de Monzie : *Du Kremlin au Luxembourg*, 1924.

« Et cætera en matière pénale est proprement la référence de l'arbitraire. Et cætera, c'est la Tcheka maîtresse des poursuites, le juge maître de créer des crimes selon les circonstances, c'est la négation de ce tutélaire principe en vertu duquel tout ce qui n'est pas interdit est permis » (M. de Monzie, p. 55).

exploitation régulière, contrôlée par l'État est implicitement sous-entendue chaque fois que nous parlons de propriété. Nous reprendrons la terre aux paysans s'ils ne l'exploitent pas comme il convient. Nous procéderons de la même façon pour tout objet mobilier dont le possesseur ne se soumettrait pas aux directives données par le Gouvernement » (1).

La propriété n'existe pas, elle est remplacée par un vague usufruit sans aucune garantie, comme l'indique l'article premier du Code civil : « Les droits civils sont protégés par la loi, sauf le cas où il en est fait usage dans des buts contraires à ceux indiqués par leur destination économique » (2).

La Russie ne semble donc pas connaître des droits mais simplement des possibilités de fait.

« Nous faisons des concessions aux intérêts privés, ajoutait M. Goychbarg, mais nous ne cédon pas à l'idéologie bourgeoise. Nous créons un droit intermédiaire, un droit conditionnel *sui generis*. Notre législation sera peut-être indécise, pleine de compromis, inélégante, inachevée, même contradictoire, mais elle ne peut être autre. »

M. Gide, dans sa brochure *La Russie soviétique*, semble

(1) Goychbarg, rapporteur du Code civil au Conseil supérieur exécutif pan-russe.

(2) Cet article ressemble étrangement à l'article 544 du Code civil français qui reconnaît « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements ». L'arbitraire est donc complet dans les deux cas. « Dans la pratique, en France, les mœurs et les traditions politiques protègent la propriété contre les entreprises et les témérités du pouvoir » (Planiol, n° 233, 1<sup>re</sup> année). En Russie, au contraire, les juges manquent trop d'indépendance et par suite d'impartialité pour ne pas être tentés sous l'impulsion des extrémistes du parti communiste, de se servir de cet article dans des buts de dictature.

accepter ce dédoublement du droit de propriété en le comparant « au régime anglais où, en principe, toute terre appartient à la Couronne ». Il existe cependant une grande différence entre les droits fonciers en Angleterre et en Russie. Si le Landlord est à la merci d'une expropriation dans un but d'intérêt privé pour la constitution de petites tenures conformément au Small Holding and Allotment act de 1907, il n'en a pas moins droit à une indemnité. En Russie, au contraire, le possesseur de fait peut être chassé sans aucun dédommagement si le salut public l'exige. En agissant ainsi, l'Etat ne commet pas d'injustice ni d'excès de pouvoir, il se contente de faire usage d'un droit dont il est investi.

Le Gouvernement fit cependant certaines concessions aux principes bourgeois. Par la loi du 22 mai 1922, en effet, il facilita le lotissement des terres et autorisa même par la suite le paysan à employer des salariés. Par instruction du 26 janvier 1922, également, les petits immeubles bâtis furent détachés du sol où ils étaient construits. L'ancien propriétaire put en reprendre possession en abandonnant 10 0/0 de la superficie utile du bâtiment au « soviet local » pour y loger les sans domicile (1).

« Point par point, écrivait en 1921 M. Achéhov, nous franchissons des limites auxquelles tout récemment nous ne pouvions même pas songer; nous reconstruisons. La nécessité inéluctable de cette reconstruction apparaît clairement dans le

(1) Par petit immeuble il faut entendre :

Usines : établissements utilisant moins de 20 ouvriers.

Maisons d'habitation : d'un prix inférieur à 50.000 roubles.

rétablissement de l'ancien droit civil. Oui, ce droit civil relégué jusqu'ici dans les archives des inutilités est ressuscité. Le nouveau régime économique avec sa reconnaissance partielle de la propriété privée exige un ordre juridique approprié. Le droit que le Gouvernement veut établir est incapable de créer, dans le domaine du droit réel, des normes différentes de celles du droit européen occidental » (1).

---

(1) Achechov, *La suite des choses Novyi Pout*, 1<sup>er</sup> décembre 1921.

## CHAPITRE VIII

### Réformes économiques accomplies par le Gouvernement à partir du mois de mars 1921.

---

#### A. — Réforme agraire.

La réforme agraire du 28 mars 1921, confirmée par le 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets, du mois de décembre, est un compromis entre les principes communistes et les tendances individualistes des moujiks.

« En raison, déclare l'article 1, de la nécessité d'établir un régime juste, solide, pour l'usage de la terre qui doit rester la propriété de l'État des travailleurs, le Congrès panrusse des Soviets croit indispensable de prêter une attention spéciale à la mise au point des rapports fonciers. Ceux-ci sont basés sur le libre choix, pour le paysan, du mode d'usage de la terre qui lui agréé ».

Les agriculteurs acquièrent ainsi uniquement le droit de choisir la forme de jouissance des terres qu'ils cultivent<sup>(1)</sup>. S'ils

(1) L'article 4 charge le Comité exécutif de « légiférer sur les cas où le paysan pourra être privé des terres mises à sa disposition et sur la procédure à suivre dans ce cas ».

n'en ont pas la propriété, ils obtiennent cependant celle de leur récolte par décret du 2 avril 1921. De régisseur de l'État, le moujik est devenu son fermier. Il lui paye, comme avant-guerre le paysan français à son propriétaire, des « répétitions ».

Cette suppression du régime de la Prodrasverstka et son remplacement par un système d'impôts en nature (1) aurait dû stimuler l'activité paysanne si cette réforme n'avait été purement nominale, car le total général des charges de la culture resta fixé pour la campagne de 1921 aux livraisons réellement effectuées par les paysans sous le régime antérieur (environ 357 millions de pouds sur une récolte de 2 milliards de pouds). Mécontent, le moujik répondit à l'introduction de l'impôt en nature par une nouvelle diminution des surfaces labourées, comme le constate M. Osinski au 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets (2).

Obligé de capituler à nouveau devant la résistance paysanne, le Gouvernement (3) revisa tous les règlements concernant la propriété foncière. Par la loi du 25 mai 1922, l'État

(1) Ces différents impôts en nature furent remplacés, le 17 mars 1922, par un impôt unique d'alimentation (prodnalog).

(2) Résultat de la campagne d'ensemencement des blés d'automne *Ivestia*, 291-1921 ». Au total, pour les territoires européens de la R. S. E. S. R. Sud-Est non compris, les surfacesensemencées en blé d'hiver, pour 1921, peuvent être évaluées à environ 11,2 millions de déciatines contre 12,3 millions pour l'année précédente. On se trouve en face d'une diminution des ensemencements de 10 0/0.

(3) Seule, une entente avec les paysans peut sauver la révolution sociale en Russie, déclare Lénine aux membres du 10<sup>e</sup> Congrès des Soviets. Ils sont mécontents, c'est un fait. Revisons donc notre politique vis-à-vis des paysans.

conserva uniquement la propriété de la terre (art. 1-2) dont il abandonna dorénavant la jouissance aux citoyens (art. 4, 5, 8, 9). Le droit de possession du moujik n'était plus soumis à aucune restriction, sauf dans les cas suivants (art. 2, 18) :

- 1° Renoncement volontaire de tous les membres d'une économie paysanne à leur droit de possession ;
- 2° Mort de tous ceux-ci ;
- 3° Emigration de tous les membres d'une économie paysanne. Celle-ci a d'ailleurs droit à une indemnité ;
- 4° Confiscation pour crimes prévus par la loi ;
- 5° Expropriation pour cause d'utilité publique.

Les formes de la jouissance foncière sont déterminées par la population elle-même. Celle-ci est individuelle, collective ou coopérative. Le paysan peut se détacher du Mir (1) à chaque partage des terres cultivables. Cédant même aux conceptions individualistes des économies paysannes fortunées, le Code agraire, promulgué le 1<sup>er</sup> janvier 1923, autorisa l'affermage des terres pour une durée de six ans au maximum (art. 28-38), ainsi que l'emploi, dans certains cas (art. 39-41), de la main-d'œuvre salariée.

Le Gouvernement favorisa ainsi l'éclosion et la croissance d'économies paysannes aisées au détriment du principe de l'égalité entre les producteurs. « Il abandonna le nivellement

(1) L'appellation actuelle du Mir est : Soviet du village.

de la jouissance des terres et cessa d'observer la justice abstraite que ce nivellement impliquait pour en créer une autre ferme et stable, en s'inspirant uniquement de considérations de production » (1).

Les paysans profitèrent largement de ces dispositions libérales du nouveau Code agraire. Ils se firent attribuer des lots de terre séparés (2). La tendance à la dislocation du Mir et à l'habitation par fermes isolées reprit en partie son mouvement d'avant-guerre.

Cette évolution de la politique gouvernementale rétablit des inégalités entre les différentes exploitations. A côté d'une classe d'économie paysanne aisée s'en reconstitua une pauvre, par suite de la famine de 1921-1922. Ayant vendu l'hiver précédent leurs instruments agricoles pour se procurer des vivres, les membres des économies paysannes sans réserve durent s'embaucher en qualité de salariés ou emprunter l'été suivant aux nepmans de village à des taux d'autant plus usuraires que le moujik n'avait plus la possibilité, comme avant la guerre, de tirer une grande partie de ses ressources d'une occupation non agricole par suite de l'appauvrissement général du pays.

(1) Messiatzeff, *Isvestia*, 10 novembre 1922.

(2) D'après les données officielles du Commissariat de l'agriculture de 1922-1923, « 8 millions de familles paysannes ont introduit des demandes pour sortir de leurs communes ».

**Pourcentage du revenu des paysans du district de Novosil  
provenant avant-guerre de :**

(d'après S.-L. Masloff.)

| CATÉGORIES D'EXPLOITATIONS<br>avec emblavures. | AGRICULTURE | OCCUPATIONS<br>non agricoles. |
|------------------------------------------------|-------------|-------------------------------|
| —                                              | —           | —                             |
| Jusqu'à 2 déciatines.....                      | 53,9 %      | 46,1 %                        |
| de 2 à 4 —                                     | 67,6 %      | 32,4 %                        |
| de 4 à 6 —                                     | 70,8 %      | 29,2 %                        |
| de 6 à 8 —                                     | 78,3 %      | 22,7 %                        |
| de 8 à 10 —                                    | 80,4 %      | 19,6 %                        |
| plus de 10 —                                   | 81 %        | 19 %                          |

**B. — Petite industrie domestique.**

Après avoir rendu au paysan le droit de disposer librement de ses produits, le Gouvernement accorda, le 7 juillet 1921, à « chaque citoyen âgé de dix-huit ans la liberté de s'adonner à la petite industrie domestique et d'organiser des entreprises industrielles occupant moins de vingt personnes, y compris les membres de la famille de l'entrepreneur travaillant avec lui » (art. 1). Le koustary pouvait ainsi disposer librement de ses produits, acheter des matières premières, perfectionner son outillage sans avoir à craindre une nationalisation, une réquisition ou une confiscation (art. 4-5). Les mêmes droits étaient accordés aux coopératives ouvrières de production (1).

Le décret abrogea d'un autre côté la loi du 17 novembre 1920 nationalisant toutes les entreprises comptant plus de cinq ouvriers. Il maintient cependant celles réellement effectuées

(1) L'article 4 admettait la possibilité de la remise des entreprises aux anciens propriétaires sur leur demande, si la nationalisation avait été effectuée sans l'autorisation du C. S. E. N.

avant le 17 mai 1921, en exigeant toutefois une des trois considérations suivantes pour la considérer comme effective :

1° Acte de réception des organes gouvernementaux ou documents équivalents;

2° Nomination effective d'un gérant;

3° Dépenses de protection ou d'exploitation déjà supportées par le budget de l'État.

Le nombre des koustarys a généralement augmenté à la suite du décret du 7 juillet, sauf dans certains gouvernements (Arkangel, Ekatérinbourg) où eut lieu une notable diminution « du fait de la concurrence illicite des ouvriers des entreprises de l'État » (1).

Si la valeur de la production de la petite industrie était estimée dans le budget général de l'industrie russe de 1923 à 1/10<sup>e</sup> de celle de l'industrie nationalisée, soit environ 1 milliard de roubles-or, l'absence de renseignements ne permet pas autrement de juger de l'effet de l'établissement du nouveau régime sur son développement. Il y a toutefois lieu de supposer qu'il s'est établi un courant assez sérieux d'échanges entre les artisans et les paysans, malgré la pénurie de matières premières.

### C. — Affermage des moyennes entreprises.

Ne pouvant se contenter d'encourager les koustarys pour rénover la vie économique du pays, le Gouvernement sentit la

(1) Avant guerre, le gouvernement d'Ekatérinbourg comptait 14.503 koustarys. Au 1<sup>er</sup> mai 1921, il n'en existait plus que 11.303; au début de 1922, 6.000 seulement.

nécessité de rendre la prospérité à la moyenne et à la grande industrie, afin d' « améliorer dans le plus bref délai possible, et par tous les moyens, l'approvisionnement des paysans en produits manufacturés » (art. 1 des résolutions du 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets).

Reconnaissant l'impossibilité d'exploitation par l'État de la plupart des entreprises nationalisées en 1919 et 1920 par manque de combustible et par suite de l'usure de l'outillage, le Gouvernement décida la concentration de son attention et de ses ressources matérielles et financières sur un petit nombre d'entreprises choisies parmi les plus importantes et les plus nécessaires à sa sécurité.

Par décret du 5 juillet 1921, le Soviet des commissaires décida « l'affermage des entreprises nationalisées » dont l'exploitation était arrêtée ou l'activité réduite. L'instruction interprétative du 19 juillet autorisa même la location « des établissements industriels prospères dont l'initiative privée pourrait cependant en augmenter le rendement ». Les coopératives, les associations, les unions et les particuliers y compris les anciens propriétaires peuvent, dorénavant, louer ces entreprises (art. 3 de l'instruction). Si à conditions égales, la préférence doit être accordée aux coopératives (art. 2), seules doivent cependant entrer en ligne de compte, lors de la conclusion du contrat, les garanties morales, techniques et financières du soumissionnaire sans considération de nationalité (instruction du 6 avr. 1922) (1).

(1) L'instruction du 6 avril 1922 déclarait affermable toute entreprise inapte à une exploitation commerciale par l'État, à l'exception de celles intéressant particulièrement sa sécurité ou la prospérité de ses entreprises (E. J., 11 avr. 1922).

Suivant l'importance de l'usine mise en adjudication pour la sécurité de l'État, l'autorisation ou l'approbation du Conseil supérieur de l'Économie nationale est nécessaire pour valider le traité (1).

Les clauses du contrat-type furent établies dans la circulaire du 13 juillet 1921. Fixée en tenant compte du coût de la remise en état des biens loués et des améliorations apportées à l'entreprise, sa durée peut varier de un à six ans. Pour une période plus longue ne pouvant d'ailleurs pas dépasser douze ans (2), l'autorisation du Conseil supérieur de l'Économie nationale est nécessaire. En fin de bail, les améliorations effectuées par le locataire reviennent à l'État.

Le montant du fermage est fixé d'après la valeur de l'entreprise, basée elle-même sur son rendement avant et pendant la guerre, déduction faite des dépenses de réparation et d'agrandissement. Payé tantôt en nature, tantôt en espèces, il consiste généralement en une quantité de marchandises fixées à

(1) Les directions principales afferment directement, après ratification par la présidence du C. S. E. N., les entreprises nécessaires à la sécurité du Gouvernement ou à la prospérité de ses entreprises. Les Conseils régionaux de l'Économie nationale louent, au contraire, les usines présentant uniquement un caractère fiscal pour le Gouvernement, sous réserve du veto du C. S. E. N., possible seulement pendant un mois après la signature du contrat. Quant à celles approvisionnant seulement le marché local, elles sont louées par les C. R. E. N. sans approbation nécessaire.

(2) Le projet de Code des lois sur les obligations découlant des contrats à bail donne quelques renseignements complémentaires. « Le fermier est responsable de tous les dommages causés par lui aux biens affermés. Il a cependant droit à une indemnité pour toutes les améliorations apportées à l'entreprise ou à les enlever si le propriétaire refuse de l'indemniser, à condition toutefois de ne pas faire de dégradation ».

l'avance voisine de 10 0/0 de la production de l'établissement (1).

**Durée des baux et mode de paiement du loyer en pourcentage.**

(année 1922).

|                                                        |                   |        |
|--------------------------------------------------------|-------------------|--------|
| Durée des baux                                         | 1 an.....         | 22 %   |
| —                                                      | 3 ans.....        | 49 %   |
| —                                                      | 6 ans.....        | 29 %   |
| baux sans stipulation de réparations.....              |                   | 75 %   |
| Mode de paiement du loyer prévu dans le bail.          | { en nature.....  | 67 %   |
|                                                        | { en espèces..... | 33 %   |
| Importance des paiements des loyers touchés par l'État | { en espèces..... | 6,7 %  |
|                                                        | { en nature.....  | 93,3 % |

Outre son fermage, le soumissionnaire doit céder au Gouvernement, à un certain prix, une partie de sa production ou celle-ci tout entière, si les marchandises fabriquées font partie d'un monopole d'Etat (art. 6). N'assumant généralement pas la responsabilité du ravitaillement de l'entreprise en matières premières, le Gouvernement lui accorde en compensation la liberté de s'approvisionner à l'étranger après autorisation du Commissariat du commerce extérieur (Vniechtorg).

Les contrats sont rédigés par écrit et les conflits tranchés par les tribunaux. Ni l'une ni l'autre des parties n'est admise à résilier la convention unilatéralement. Une décision judiciaire, seule, peut la casser. Tout contrat conclu cependant « dans un but contraire aux lois ou pour les tourner, notamment pour transférer à un tiers des droits sur des biens dont

(1) Zagorsky, *La renaissance du capitalisme*.

la circulation est interdite est nul d'office. Il est également nul s'il lèse visiblement les intérêts de l'État ».

La Société des hôtels de Moscou a été dissoute en particulier par la Tchéka quelques mois après sa fondation « pour retirer des mains des Nepmans (nouveaux riches) un bien susceptible de rapporter d'importants revenus à l'État » (1).

Pour éviter les locations purement spéculatives, le fermier est obligé de mettre l'affaire en marche dans un certain délai et de réaliser le programme de production établi dans la convention. A défaut d'exécution, le bail est rompu et le locataire poursuivi devant le tribunal en réparation du dommage causé au pays.

Le résultat ne correspondit pas aux espérances du Gouvernement. Malgré leur libéralisme, ces différents décrets et instructions n'offraient pas suffisamment de garantie pour attirer le capitaliste entreprenant. Les baux avaient une durée trop courte pour permettre l'amortissement possible des dépenses de premier établissement et d'entretien. Trop souvent, également, le Gouvernement annulait illégalement certains contrats « pour reprendre aux spéculateurs les entreprises concédées » (2).

« Aujourd'hui, on passe un contrat de location, que l'on annulera demain, pour le confirmer après demain, et le casser le surlendemain », écrit la *Pravda* le 10 décembre 1921.

« La section chimique du Conseil supérieur de l'Économie

(1) *Les Isvestias du Comité exécutif panrusse des Soviets*, n° 290 du 22 décembre 1922.

(2) Bogdanov, Président du C. S. E. N., au 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets.

nationale, ajoute-t-elle, avait ainsi loué à M. Vasolier l'usine d'utilisation d'abattoirs avec dédit de 98 milliards de roubles en cas de violation du contrat. Sur intervention du Commissariat de l'approvisionnement, le Soviet des Commissaires du peuple annula ce dernier et chargea la Tchéka (1) de Moscou de régler la question de droit » (*Pravda* du même jour).

Les droits du locataire étaient, dans ces conditions, insuffisamment garantis pour donner confiance aux particuliers possédant encore quelques capitaux.

Pour remédier à cet état de chose, certains conseils locaux auraient voulu subventionner d'anciens directeurs ruinés afin de rendre sa productivité à l'industrie, mais l'état des finances publiques ne leur permirent pas d'effectuer ses avances.

Sous l'impression, au contraire, de l'interdiction du Comité central du parti communiste à ses membres de devenir locataires d'une entreprise, la plupart d'entre eux se montrèrent très prudents dans le choix des fermiers et posèrent des conditions draconiennes pour la location des usines afin d'éviter l'entrée en lice du capital spéculatif. Certains conseils voulurent même obliger l'adjudicataire à leur livrer la totalité ou la majeure partie de ses produits manufacturés à des prix déterminés sans tenir compte de ses ressources financières et sans lui assurer un ravitaillement normal en matières premières.

La situation du locataire n'était donc pas enviable. Obligé de fournir une quantité déterminée de produits sous peine d'annu-

(1) Tchéka, tribunal et police révolutionnaire politique. Le rouble soviétique valait à cette époque  $\frac{1}{60.000^e}$  du rouble-or.

lation de son contrat, il était sujet à des alertes continuelles pour assurer son ravitaillement en marchandises (1). En concurrence, d'autre part, avec les trusts d'État et ne pouvant pas comme eux « bazarder » à vil prix les stocks laissés par l'ancien régime tzariste, il risquait de ne pouvoir placer sa production à un prix supérieur au prix de revient.

Les capitalistes manquèrent, dans ces conditions, d'empressement pour louer les usines. « Craignant de ne pouvoir réaliser des bénéfices avec un cahier des charges aussi draconien » (*E. J.*, 287), ils prirent de préférence à bail les entreprises en bon état malgré les prescriptions du décret du 5 juillet.

| INDUSTRIES              | PROPORTION EN %                                                                             |
|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
|                         | des entreprises en bon état<br>par rapport<br>au nombre total<br>des entreprises affermées. |
| Alimentation.....       | 88 %                                                                                        |
| Cuirs.....              | 86 %                                                                                        |
| Produits chimiques..... | 56 %                                                                                        |
| Métaux.....             | 85 %                                                                                        |
| Bois.....               | 89 %                                                                                        |
| Textiles.....           | 91 %                                                                                        |
| Papier.....             | 30 %                                                                                        |
| Imprimerie.....         | 60 %                                                                                        |
| MOYENNE.....            | 78 %                                                                                        |

(tableau de Zagorsky, p. 18).

Parmi celles-ci, ils ont surtout recherchés les usines n'exigeant pas de capitaux importants, de ravitaillement difficile et de main-d'œuvre nombreuse. Anciens propriétaires pour la

(1) Le Gouvernement est seul fournisseur des matières premières et du combustible. Ses ressources sont très limitées. Avec la meilleure volonté du monde, il ne peut guère partager avec ses locataires.

plupart, ils louèrent les établissements dont les produits fabriqués sont de vente courante et de large consommation.

### Entreprises affermées d'après les catégories de preneurs

(Zagorsky, *La Renaissance du capitalisme*)

#### RÉPARTITION DES FERMIERES SUIVANT LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES EN %

| INDUSTRIES        | Anciens<br>proprié-<br>taires. | Autres<br>particu-<br>liers. | Total<br>des parti-<br>culiers. | Coopéra-<br>tives. | Institutions<br>d'État. |
|-------------------|--------------------------------|------------------------------|---------------------------------|--------------------|-------------------------|
| Métaux.....       | 40                             | 16                           | 42                              | 30                 | 28                      |
| Bois.....         | 16                             | 19                           | 35                              | 41                 | 24                      |
| Prod. chimiques.. | 32                             | 18                           | 50                              | 41                 | 9                       |
| Alimentation..... | 23                             | 26                           | 49                              | 47                 | 4                       |
| Textiles.....     | 52                             | 30                           | 82                              | 16                 | 2                       |
| Papier.....       | 50                             | 15                           | 65                              | 15                 | 20                      |
| Imprimerie.....   | 23                             | 19                           | 42                              | 23                 | 35                      |
| MOYENNE.....      | 31                             | 21                           | 52                              | 37                 | 11                      |

La majeure partie des établissements affermés comprenait ainsi la fabrication des denrées alimentaires.

#### Affermage des entreprises dans les différentes branches d'industrie.

| INDUSTRIES       | PÉTROGRAD (1) |     | MOSCOU (2) |     | UKRAINE (3) |     | SIBÉRIE (4) |     |
|------------------|---------------|-----|------------|-----|-------------|-----|-------------|-----|
|                  | Nombre        | %   | Nombre     | %   | Nombre      | %   | Nombre      | %   |
| Métallurgie..... | 32            | 44  | 50         | 12  | 98          | 1,6 | 5           | 4   |
| Prod. chimiques. | 18            | 25  | 30         | 7   | 107         | 1,7 |             |     |
| Textiles.....    | 5             | 7   | 50         | 12  | 13          | 0,2 | 10          | 8   |
| Imprimerie.....  | »             | »   | 22         | 5   | 7           | 0,1 | »           | »   |
| Boulangerie..... | »             | »   | 157        | 49  | »           | »   | »           | »   |
| Pâtisserie.....  |               |     |            |     |             |     |             |     |
| Charcuterie..... | »             | »   | 47         | »   | »           | »   | »           | »   |
| Moulins.....     | »             | »   | »          | »   | 4.955       | 83  | 31          | 25  |
| Beurrerie.....   | »             | »   | »          | »   | 379         | 9   | »           | »   |
| TOTAL.....       | 72            | 100 | 417        | 100 | 5.851       | 100 | 123         | 100 |

(1) Chiffres relatifs : 1<sup>er</sup> février 1922, *E. J.*, du 25 mars.

(2) — 1<sup>er</sup> mars 1922, *E. J.*, du 23 mars.

(3) — 1<sup>er</sup> février 1922, *E. J.*, du 9 février.

(4) — 2 décembre 1922, *E. J.*, du 15 février.

Les entreprises « dont la production demande un grand fonds de roulement, un débouché dépassant le marché local et des débours considérables pour l'installation technique » trouvaient rarement amateurs.

« L'enracinement continue, déclarait M. Kroumine dans l'*E. J.*, n° 284. L'insuffisance des capitaux disponibles s'oppose au développement de la grande industrie extractive et manufacturière. Les minoteries, par contre, et les huileries sont recherchées ».

La question de la main-d'œuvre rendait également leur location difficile. En dehors de certaines règles fondamentales, valables pour toutes les entreprises sans distinction, les conditions du travail étaient, en effet, établies d'après les caractéristiques de l'entreprise et imposaient à l'entrepreneur de sérieuses entraves à sa liberté d'action.

Les conditions de l'embauchage et du congédiement des ouvriers étaient et sont encore d'ailleurs réglées par contrat collectif entre l'entrepreneur et le syndicat sans aucune dérogation possible à la durée normale de la journée de travail (1) et à l'assurance sociale. L'embauchage devait se faire par l'intermédiaire des organes locaux du Commissariat du travail sauf pour le haut personnel administratif. Le salaire était, en outre,

(1) La permission d'établir des heures supplémentaires n'est jamais accordée d'une façon permanente. Elle est limitée à une période de soixante jours par an. « Le travail supplémentaire dans l'industrie privée créant uniquement des profits pour une classe ennemie » (*E. J.*, 2 févr. 1922).

fixé par les Unions professionnelles à un taux d'ailleurs supérieur à celui accordé dans les entreprises de l'État (1).

« Dans les entreprises affermées, on devait, en effet, tenir compte dans sa détermination du living wage, du mouvement des affaires et des bénéfices possibles de l'entreprise (déclaration du Comité central des Unions des ouvriers de la métallurgie) (2).

Surchargés d'impôts atteignant 35 0/0 de leur chiffre d'affaires, payant un fermage en absorbant également 10 à 15 0/0 de celui-ci, surveillés perpétuellement par une administration tatillonne (3), les entrepreneurs ne parvinrent pas à remplir leurs engagements et cherchèrent le plus souvent à rompre leur bail malgré le risque de perdre leur avoir en cas de rupture unilatérale du contrat.

#### **Affermage des entreprises nationalisées à Moscou (Ville et Département).**

|                                                                     |       |
|---------------------------------------------------------------------|-------|
| Nombre d'entreprises désignées à l'affermage.....                   | 1.350 |
| Nombre d'entreprises affermées au 1 <sup>er</sup> février 1922..... | 372   |

#### **Répartition des entreprises affermées.**

(E. J., 6 avril 1922) (4).

| ENTREPRISES                         | MOSCOU | DÉPARTEMENT | TOTAL |
|-------------------------------------|--------|-------------|-------|
| Nombre d'entreprises affermées .... | 323    | 49          | 372   |
| — — en activité ...                 | 207    | 12          | 219   |
| — — en nonactivité.                 | 86     | 37          | 123   |
| — — fermées.....                    | 28     |             | 28    |

(1) L'entrepreneur doit verser le living wage (salaire physiologique) aux simples manœuvres, l'État au contraire aux ouvriers de la 8<sup>e</sup> catégorie.

(2) E. J., 25 février 1922.

(3) Les locataires sont en effet tenus d'envoyer régulièrement le relevé de la situation économique et technique de l'entreprise au C. S. E. N. (Arrêté du Conseil central du 25 oct. 1921).

(4) Nombre moyen d'ouvriers et employés par entreprise : 31,2.

L'affermage des entreprises n'a donc pas donné ce que le Gouvernement avait le droit d'en attendre. Maîtres des tribunaux populaires, incapables de s'élever au-dessus de leurs intérêts particuliers, les despotes de villages et de districts l'ont empêché de rénover la productivité de la moyenne industrie en lui rendant un peu de liberté et en lui garantissant un statut juridique stable.

Au 1<sup>er</sup> mars 1922, les résultats de la politique d'affermage étaient ainsi résumés par le Conseil supérieur de l'Économie nationale au 11<sup>e</sup> Congrès du parti communiste (Moscou, 25 mars 1922) (1).

1° La grande majorité des entreprises désignées pour être louées, appartiennent à la petite industrie. Près des 7/10<sup>es</sup> de celles-ci travaillent pour l'alimentation (moulins, boulangeries).

2° 60 0/0 des entreprises désignées pour être affermées l'ont été réellement.

3° La plupart des entreprises affermées se trouvent dans les Gouvernements du sud et du sud-ouest.

4° Le nombre des entreprises affermées dans chaque Gouvernement est en raison inverse de la distance les séparant des sources de combustible, de matières premières et des centres de consommation.

5° Ce nombre diminuera au fur et à mesure de l'aggravation de la crise des transports et du combustible.

6° La proportion des entreprises affermées dans chaque branche de l'industrie varie de 70 0/0 dans l'industrie poly-

(1) Extrait de *L'Organisation de l'industrie dans la Russie des Soviets*, cité par le *Bureau international du travail*, 1922.

graphique (61,6 0/0 industrie alimentaire), à 12 0/0 dans l'industrie minérale.

7° Au moment de l'affermage, les 8/10<sup>es</sup> de ces entreprises étaient en activité.

8° 52 0/0 des entreprises ont été affermées à des particuliers,  
36 0/0 seulement à des coopératives malgré les avantages  
qui leur étaient offerts par la loi,

12 0/0 à diverses entreprises et institutions de l'État.

9° L'affermage a presque toujours lieu pour une durée très courte.

10° Le fermage consiste généralement en une quantité de marchandises fixée à l'avance. Il atteint d'habitude 5 à 10 0/0 de la production totale de l'entreprise.

#### **D. — Régime des concessions.**

Ne parvenant pas à restaurer la vie économique du pays par ses propres forces ou même avec l'appui de sa population, le Gouvernement essaya d'attirer en Russie les capitalistes étrangers.

Le 23 mars 1920 parut un décret autorisant l'exploitation d'entreprises nationalisées par des ressortissants étrangers dont voici les principales dispositions :

1° Suivant sa nature et ses conditions, la concession sera accordée pour une durée plus ou moins prolongée pour assurer au capitaliste la compensation la plus complète de ses risques et l'amortissement de ses capitaux ;

- 2° La R. S. F. S. R. garantit l'inviolabilité des biens et des capitaux du concessionnaire, qu'il s'agisse de nationalisation, de confiscation ou de réquisition ;
- 3° La R. S. F. S. R. lui garantit le respect des clauses de son contrat par le Gouvernement. Les modifications nécessaires d'y apporter seront uniquement faites par commun accord.

Malgré de nombreuses missions de reconnaissance en Russie, seule la mine d'amianté d'Alapaïevsk a été concédée en 1921. Elle n'a d'ailleurs pas été mise en exploitation.

La raison de cette prudence des industriels étrangers est très clairement exprimée dans la lettre de rupture des pourparlers de M. Urquhart, président de la Société Russo Asiatic, à M. Krassine en octobre 1921.

Venu à Moscou pour signer le contrat de cette concession, M. Urquhart estima nécessaire d'obtenir du Gouvernement soviétique certaines garanties. Il voulait pour ses ouvriers l'assurance d'être à l'abri, sans considération de nationalité, de toute réquisition, de toute violence de la part de la Tcheka et de toute prestation de travail. Il voulait également la constitution d'une Commission de trois personnes pour trancher les conflits susceptibles de se produire entre le Gouvernement et lui pendant la durée de sa concession :

*Composition de la Commission proposée par M. Urquhart :*

un représentant de l'État,

un représentant de la Société Russo Asiatic,

un tiers étranger choisi par les parties pour jouer le rôle d'arbitre.

Le Sovnarkom (Conseil des Commissaires du Peuple) repoussa ces suggestions. Tout en proposant quelques mesures de faveur pour les ouvriers étrangers, il offrit seulement de choisir un membre de l'Académie des sciences de Pétrograd (1) pour arbitrer les conflits.

M. Urquhart ne crut pas possible d'accepter cette distinction entre ses ouvriers, car il l'estimait nuisible à la discipline et au rendement de la main-d'œuvre. Il trouva, également, inadmissibles les restrictions apportées à sa liberté d'embauchage et de fixation du taux des salaires par le droit d'intervention des unions professionnelles.

« J'ai proposé de régler les salaires sur la base de ceux d'avant-guerre, écrivait-il dans sa réponse au Gouvernement (2). Les ouvriers auraient ainsi reçu des sommes huit fois supérieures à celles versées actuellement dans les industries d'Etat. Ils auraient certainement accepté ces conditions qui ont pourtant été rejetées par les syndicats professionnels ».

Il refusa également l'arbitrage des conflits par un fonctionnaire russe. « Aucun citoyen soviétique ne peut être considéré, ajoutait-il dans sa lettre, comme un juge indépendant dans un débat mettant en présence le Gouvernement et le concessionnaire. Il est également impossible de remettre à un tribunal soviétique le soin de résoudre les différends. Le communisme

(1) Réponse du 7 octobre.

(2) Lettre de rupture des pourparlers adressée le 12 octobre à M. Krassine par M. Urquhart.

ne reconnaissant pas le droit de propriété privée, fondement du droit civil et commercial antérieur, les tribunaux n'existent plus et sont remplacés par un soi-disant tribunal de la conscience révolutionnaire ».

Comprenant, après cet échec, la nécessité de protéger plus efficacement les intérêts de l'entrepreneur privé, le Gouvernement fit établir par le Comité des concessions, en décembre 1921, un contrat-type contenant les clauses juridiques et techniques lui paraissant nécessaires d'être observées :

- 1° Le concessionnaire doit respecter sur le territoire des Soviets les lois en vigueur.
- 2° Il doit s'engager à verser annuellement à l'État pour prix de sa concession une partie de sa production.
- 3° Il doit lui reconnaître un droit de priorité pour l'achat du reste de sa production.
- 4° Il doit tenir une comptabilité en règle, accepter le contrôle d'un agent de l'État et exécuter les travaux prévus dans son contrat, qu'il s'agisse de l'extraction ou de la transformation des produits.
- 5° Il sera responsable de tous dommages causés à l'État ou à des particuliers.
- 6° En cas d'infraction grave, le Gouvernement se réserve le droit de lui retirer la concession sans indemnité.
- 7° Il lui garantit l'inviolabilité de sa concession, de ses biens et de ses capitaux.

- 8° Il lui reconnaît la libre disposition de ses produits et leur libre circulation par voie de terre et par voie d'eau.
- 9° Il lui en permet l'exportation sous le contrôle du Vniechtorg.
- 10° Il l'autorise à choisir lui-même ses employés tout en avisant de son choix le syndicat professionnel.
- 11° Le concessionnaire doit notifier deux semaines à l'avance à un ouvrier son renvoi ou lui payer une indemnité correspondante à son salaire pendant quinze jours. Ce dernier ne doit pas être inférieur au salaire moyen payé à l'étranger pour un travail identique, en tenant compte toutefois du rendement moins élevé de la main-d'œuvre en Russie.
- 12° Tout conflit relatif à l'exécution du contrat ou relatif à la question ouvrière sera soumis à une commission paritaire.

Très acceptable en ces termes, ce contrat-type n'offrait cependant aucune sécurité au capitaliste étranger, car la remise à des commissions d'arbitrage du soin de trancher les différends entre l'État et le concessionnaire ne peut donner de bons résultats. Déjà, en temps normal, tout contractant peu consciencieux dispose de nombreux moyens pour entraver l'arbitrage. Ce dernier est, à plus forte raison, véritablement impossible lorsque le Comité de conciliation est composé paritairement de membres aux conceptions aussi

contradictoires que le communisme et le capitalisme.

Le contrat-type aurait dû prévoir un « surarbitre choisi sur une liste de jurisconsultes internationaux préalablement arrêtée, sans possibilité de récusation. C'est essentiel, car si Piatakov est probre, d'avis unanime, on peut tout redouter de l'esprit de chicane des surenchérisseurs qui font office technique à ses côtés, dans ses bureaux et ses comités » (M. de Monzie, p. 53).

L'obligation pour le concessionnaire d'obéir aux lois en vigueur en Russie si elle est normale, est également pleine de danger pour lui. Il est, en effet, trop facile pour le Gouvernement dans un pays où règne la Tchéka de soutenir que l'entrepreneur ne les respecte pas.

« Par ses dénonciations, par les moyens de corruption dont elle n'hésite pas de se servir, par ses assassinats, la Tchéka a, en effet, organisé en Russie l'empire de la terreur. Dans les mains du parti communiste et de leurs séides sans scrupules, elle maintient asservis non seulement le peuple russe, mais le Gouvernement soviétique lui-même. Cette organisation terroriste enlèverait, dans ces conditions, toute liberté de mouvement aux concessionnaires, à leurs employés et ouvriers » (M. Urquhart, lettre du 12 oct. 1921).

Malgré ces nouvelles concessions du Gouvernement aux principes capitalistes, M. Urquhart n'eut pas d'imitateurs en 1922, et les quelques transactions qui eurent lieu entre la République des soviets et l'Allemagne se limitèrent à de simples opérations d'achat et de vente. Ne parvenant pas à attirer les capitalistes, le Gouvernement échoua égale-

ment dans ses efforts pour convaincre les ouvriers étrangers à venir travailler en Russie.

« Les soviets, déclara en décembre 1922 au *New-York Times* M. Thompson (président de la Société coopérative des ouvriers tisserands américains), qui s'était rendu à Moscou pour obtenir la concession d'une usine de textile, nous ont, en définitive, proposé de leur avancer un million de dollars pour la construction de certaines usines. Ils ne nous laissaient même pas le droit de contrôler la production. Ils voulaient prendre notre argent sans nous accorder aucune garantie. Le projet, dans ces conditions, a été abandonné ».

Le Gouvernement ne devait d'ailleurs pas être plus heureux « dans le rétablissement et la consolidation de la grande industrie nationalisée dont la prospérité est la base de la dictature prolétarienne » (1).

« Les petite et moyenne entreprises peuvent être louées à des particuliers. La grande industrie doit, au contraire, rester entre les mains de l'État dont elle est le deuxième pilier supportant toute la vie économique du pays (2). L'affranchissement des forces petits-bourgeois, l'admission et le développement des formes capitalistes de l'économie demeurent sans danger pour l'essence de l'état soviétique tant que le prolétariat tiendra d'une main ferme le pouvoir, les transports et la grande industrie » (3).

(1) Arrêté du 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets, 24 décembre 1921.

(2) *Novyi Pout*, 21 janvier 1922.

(3) *E. J.*, n° 152 de 1921.

### E. — Réorganisation de l'industrie gérée par l'État.

Le 12 août 1921 sont arrêtées par le Conseil du Travail et de la Défense « des résolutions de principe relatives aux mesures à prendre pour restaurer la grande industrie et développer sa production ».

1° Le groupement des entreprises gouvernementales en trusts (art. I<sup>er</sup>) est autorisé, à la condition toutefois de faire approuver les statuts de l'Union par le présidium (bureau) du Conseil supérieur de l'Économie nationale, d'accord avec le présidium du Comité central panrusse des Unions professionnelles.

2° Les membres du Conseil d'administration du trust sont nommés :

|                               |                                                                                                                           |
|-------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| pour les groupements centraux | { par le présidium du C. S. E. N.<br>sur proposition de l'administration<br>centrale et du Comité central<br>du syndicat. |
| pour les Unions régionales    | { par le bureau du C. R. E. N.<br>d'accord avec la section départe-<br>mentale du syndicat correspondant<br>(art. II).    |

3° Le Conseil d'administration du trust reste sous le contrôle de l'administration supérieure. Il doit lui présenter annuellement, pour approbation, un projet de budget et un plan de production (art. IV).

4° Les membres du Conseil sont responsables de l'exécution du programme de production, de la qualité des produits fabriqués et du bon état de l'entreprise.

5° Ils répondent de leurs actes, non seulement devant les

autorités administratives, mais encore devant les tribunaux (art. VII).

6° Les Unions versent, en principe, à l'État leurs bénéfices, tous frais d'exploitation couverts. Le Gouvernement met, de son côté, à leurs dispositions les fonds nécessaires à leur ravitaillement et à leur fonctionnement.

7° Les Unions ont le droit de se constituer par leurs propres moyens des stocks de matières premières et de combustible. Elles peuvent même vendre à l'étranger leur production dans des proportions établies par le Conseil du Travail et de la Défense.

Le décret du 16 août 1921 du Soviet des Commissaires du peuple « sur l'élargissement des droits des entreprises gouvernementales au point de vue financier et de la disposition de leurs biens » entérina purement et simplement ces résolutions du Conseil du Travail et de la Défense. Il soustraya les organisations économiques au contrôle préalable de l'inspection des ouvriers et paysans, et les autorisa à s'approvisionner directement en matières premières, en cas de défaillance des organismes de ravitaillement.

« Les matériaux, déclara-t-il, sont destinés à assurer l'exécution d'un programme de production déterminé. Ils peuvent cependant être employés à la satisfaction des besoins de l'entreprise en autres marchandises au cas où il serait impossible de les utiliser ».

Débarrassées des entraves d'une direction centralisée, toutes les entreprises et les conseils locaux d'Économie nationale se hâtèrent de profiter du droit que leur accordait l'article 4 de la

décision du 12 août. Ils « bazardèrent » sur le marché devenu libre une partie de leur production pour pouvoir compléter le ravitaillement de l'État, toujours insuffisant.

« Réprimé pendant quatre ans, l'individualisme bourgeois se fraya impérieusement un chemin dans l'organisation économique du pays, renversant, tel un cyclône, les vieilles conceptions et habitudes. Des banques, des magasins, des trusts, des bourses surgirent partout » (1).

Ce changement de politique du Gouvernement plaça les directions dans des situations diamétralement contraires à celles auxquelles elles étaient accoutumées. A court de signes monétaires, le Conseil d'E. N. d'Odessa, en particulier, inonda le marché local de produits manufacturés et de sel. Les prix baissèrent pour tomber rapidement au-dessous du prix de revient des marchandises (2).

« Au cœur de l'état prolétarien, dans une ambiance socialiste, se posèrent les assises d'un nouveau régime économique. Après avoir franchi l'étape du capitalisme étatique, contrôlé par l'État ouvrier, celui-ci marcha rapidement vers l'instauration du capitalisme privé. Un nouvel édifice politique, mieux adapté aux principes de la production capitaliste, tendit ainsi à s'établir ».

Le Gouvernement se trouva ainsi obligé de choisir, au moment de la réunion du 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets (4 déc. 1921), entre le sacrifice de l'industrie pour en conserver le contrôle et la perte du pouvoir pour en assurer sa restauration. Cherchant

(1) M. Steklov, *Les Ivestia*.

(2) *E. J.*, n° 205, 1921.

dans un compromis la solution de ses difficultés, il condamna les Directions centrales tout en les conservant d'une manière détournée. Il réduisit ainsi seulement dans de faibles proportions la centralisation de la production.

« La nouvelle politique économique étant la négation des formes glavkistes de l'administration des entreprises, il est nécessaire, déclarait-il, de lutter énergiquement contre toute tentative de renaissance de ces méthodes industrielles... Pour obtenir cependant de meilleurs résultats économiques, il est indispensable de confier aux soviets locaux ou fédéraux l'administration des entreprises similaires ou complémentaires de leur département (1). Seul, le Conseil supérieur de l'Économie nationale aura le droit de grouper en Unions centrales et régionales certains établissements de l'État après accord avec les Comités exécutifs provinciaux, ou à défaut d'entente après décision du présidium (bureau) du Comité exécutif central panrusse. Ces Unions lui seront subordonnées par l'intermédiaire des administrations centrales ou départementales des diverses branches de l'industrie (2).

» Les relations entre les Unions nationales, régionales ou locales (3) s'inspireront dans leurs conventions du principe de la réciprocité des services ».

(1) Ces derniers conservent un droit de contrôle sans posséder celui d'intervention dans la direction des entreprises faisant partie d'une Union centrale ou régionale.

(2) Au fur et à mesure du groupement des entreprises en Unions, les fonctions des administrations centrales seront réduites à la réglementation de la direction générale, au contrôle et au ravitaillement des établissements.

(3) Conseils provinciaux de l'E. N. et Conférences économiques provinciales.

Les entreprises gérées par l'État restent ainsi soumises aux organes locaux, régionaux et centraux suivants :

- I. — 1° Le Conseil local de l'Économie nationale ;  
2° La Conférence locale de l'Économie nationale ;  
3° Le Comité exécutif du soviet local.
- II. — 1° Le Conseil départemental de l'Économie nationale ;  
2° La Conférence de l'Économie nationale départementale ;  
3° Le Comité exécutif du soviet départemental ;  
4° Le Bureau industriel régional ;  
5° La section du Service de production près le Conseil départemental de l'Économie nationale.
- III. — 1° L'Administration centrale auprès du Conseil suprême de l'Économie nationale ;  
2° Le présidium du Conseil suprême de l'Économie nationale ;  
3° Le présidium du Comité central exécutif panrusse ;  
4° Le Service de production auprès du Conseil suprême de l'Économie nationale.
- IV. — 1° La Commission des projets et plans de l'État ;  
2° Le Conseil du travail et de la défense ;  
3° Le Commissariat des finances ;  
4° Le Commissariat du ravitaillement ;  
5° Le Commissariat du commerce extérieur.

Toutes théoriquement nécessaires pour assurer la marche

des entreprises, ces différentes institutions risquaient cependant de perdre la direction de l'industrie si le Gouvernement n'avait pas réagi en même temps contre le danger latent du libéralisme ressuscité « par l'affranchissement de l'approvisionnement des usines ». Tout en confirmant les dispositions du décret du 15 août, le 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets limita donc la liberté d'achat de la grande industrie aux choses indispensables à la production. Dorénavant, leur direction ne devait plus recourir d'elle-même au marché libre; elle était, au contraire, obligée de se conformer aux directives gouvernementales.

« L'État doit, en effet, continuer à ravitailler les branches de l'industrie dont la production sert à l'entretien de l'armée ou à la reconstruction des branches essentielles de l'Économie nationale (industries de guerre, mines, métallurgie...). Ces entreprises sont cependant autorisées à réaliser sur le marché une partie de leur production en tenant compte de l'insuffisance du ravitaillement de l'État. Au cas cependant où les produits de ces entreprises ne peuvent être autorisés à circuler sur le marché libre, le Gouvernement mettra à leur disposition les fonds nécessaires au complément de leur approvisionnement » (Résolution du 9<sup>e</sup> Congrès).

L'industrie nationalisée se divisa ainsi en deux groupes au point de vue du ravitaillement (1) :

(1) Cette suppression de la charge pour l'État de l'approvisionnement de la plus grande partie des établissements industriels réduisit considérablement le nombre des personnes dont il assurait l'entretien.

|                                               |                         |                    |
|-----------------------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Nombre de personnes<br>à la charge de l'État. | { mai à octobre 1921... | 15.790.000 person. |
|                                               | { février 1922.....     | 10.595.250 —       |
|                                               | { août 1923.....        | 5.607.180 —        |

1° L'industrie ravitaillée partiellement ou totalement par l'État ;

2° L'industrie non ravitaillée par l'État.

Elle conserva, au contraire, dans les deux cas, une gestion bureaucratique subordonnée aux prescriptions, programmes et aux contrôles des différentes institutions officielles comme l'indique le règlement-type de l'industrie textile.

1° Les fonctions de la réglementation générale de l'industrie appartiennent à l'Administration centrale ;

2° Le contrôle en incombe aux Conseils locaux de l'industrie nationale ;

3° Les Conseils d'administration des trusts sont nommés par les Conseils départementaux de l'Économie nationale, d'accord avec la section du syndicat des ouvriers correspondant. Ces nominations sont d'ailleurs faites sous l'approbation du Conseil supérieur de l'E. N. ;

4° Ces directions sont nommées pour une période de deux ans renouvelable et révocable à volonté ;

5° Si elles doivent conformer leur gestion aux indications du Glavtextile (Administration centrale de l'industrie textile), elles ont cependant le droit de protester contre ses ordres auprès du Conseil suprême de l'E. N.

Parlant de ce règlement, M. Taratoutta déclarait :

« Ce ne sont pas des statuts pratiques d'une association industrielle nationalisée, mais un ordre du jour artificieux voté par la commission d'un Congrès politique cherchant uniquement à rafler des votes. Ces statuts seront balayés par des trusts viables ou les étoufferont. La multiplicité des pouvoirs apparaît

dans la constitution des comités d'administration. Elle apparaît également dans l'élaboration des programmes de production et d'approvisionnement » (1).

Ainsi maintenus en tutelle, les trusts ne pouvaient être des associations d'entreprises industrielles étroitement unies. Conglomérats d'unités très hétérogènes, ils ne pouvaient fonctionner sans déficit (2).

Ils parvinrent cependant petit à petit à se libérer du contrôle des institutions gouvernementales. Le rôle du Conseil supérieur de l'Économie nationale, en particulier, se trouva modifié. D'organe directeur, il se transforma en organe régulateur de l'industrie et se réserva seulement, à partir du 21 janvier 1922 (3) :

1° Le droit de nomination et de destitution des directeurs des trusts ;

2° Le droit de leur demander compte de leur activité ;

3° Le droit d'établir un programme de production et une nomenclature des objets produits par l'industrie d'État ;

4° Le droit d'ouvrir des crédits à l'industrie et d'en percevoir certaines sommes à titre de bénéfices.

Libérée du ravitaillement par l'État, l'industrie légère avait ainsi le droit de se procurer les matériaux dont elle avait besoin par des opérations commerciales ordinaires, sans passer par l'intermédiaire des institutions gouvernementales. Obligée d'équilibrer son budget, elle pouvait refuser à l'État la fourniture gratuite de ses produits.

(1) *E. J.*, 2 décembre 1921.

(2) *E. J.*, 29 décembre 1921.

(3) *E. J.*, 15 décembre 1922.

Les fonds nécessaires à son fonctionnement lui étaient fournis par la Banque d'État, instituée par décret le 18 octobre 1921 et dotée de 2 milliards de roubles-or par le Gouvernement (1).

L'industrie légère aurait dû, dans ces conditions, prospérer si son activité n'avait été entravée par l'insuffisance des fonds de roulement (2). Malgré la réalisation des stocks légués par le régime antérieur, elle ne pouvait procéder à de nouvelles installations ni augmenter sa production. Il lui était, en effet, impossible d'augmenter ses moyens d'action, car le Gouvernement, son principal acheteur, ne parvenait pas à régler ses achats. N'ayant pas également le droit de toucher aux salaires fixés par les Unions professionnelles, l'administration des trusts ne parvenait pas à diminuer le prix de revient de ses produits et à réduire le déficit de l'entreprise.

« Malgré l'introduction dans les entreprises du principe de l'unité de direction (par une tête unique) en remplacement de l'administration collective antérieure, écrivait le 19 janvier 1922 le *E. J.*, on n'y est cependant pas parvenu en réalité car cet unique directeur n'a pas la possibilité d'exercer une action régulatrice quelconque sur un des facteurs essentiels de la production : le Travail.

» Malgré les résolutions votées par différents congrès, l'ingérence des Unions professionnelles dans la direction des entreprises à continué. — Avec l'établissement de la

(1) « Sur présentation des projets et des plans de l'emprunteur, la Banque ouvre, après les avoir contrôlés, des crédits aux entreprises sous forme de compte courant ».

(2) Bogdanov, président du C. S. E. N., 25 juillet 1922.

politique économique, les effets de ces errements se manifestent encore plus brutalement et plus douloureusement qu'auparavant » (1).

La plupart des trusts se trouvaient ainsi dans une très mauvaise situation financière. Recevant des subsides insuffisants de la Banque d'État, ils étaient obligés de travailler à perte.

**Crédits demandés et accordés par la Banque d'État  
pour les entreprises nationalisées jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1922.**

(en milliards de roubles).

(E. J., 12 mars 1922).

|                                                                       | ENTREPRISES<br>d'État. |      | COOPÉRATIVES |      | ENTREPRISES<br>privées. |     | TOTAL    |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------|------|--------------|------|-------------------------|-----|----------|
|                                                                       | Montant.               | %    | Montant.     | %    | Montant.                | %   | Montant. |
| Crédits demandés.                                                     | 3.833,7                | 53,4 | 3.166,4      | 44,1 | 172,8                   | 2,2 | 7.173,9  |
| Crédits ouverts :                                                     |                        |      |              |      |                         |     |          |
| a) but de prod.                                                       | 1.368,5                | 87,0 | 202,0        | 12,8 | 1,0                     | 0,2 | 1.577,5  |
| b) escompte de<br>lettres de change<br>et prêts à court<br>terme..... | 52,0                   | 6,1  | 784,6        | 93,0 | 6,7                     | 0,9 | 843,3    |
| c) sur marchan-<br>dises.....                                         | 1.438,5                | 70,6 | 494,4        | 24,2 | 102,3                   | 5,2 | 2.035,2  |
| TOTAL.....                                                            | 2.850                  | 64,2 | 1.481,0      | 33,2 | 110,0                   | 2,4 | 4.450,0  |

(1) E. J., 19 janvier 1922.

**Crédits accordés aux différentes branches de l'industrie  
au 1<sup>er</sup> mai 1922.**

(en milliards de roubles) (1).

| INDUSTRIES                        | NOMBRE<br>d'entreprises. | CRÉDITS<br>demandés. | CRÉDITS ACCORDÉS |                                    | POURCENTAGE<br>des crédits<br>accordés par<br>rapport à ceux<br>demandés. |
|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
|                                   |                          |                      | Total.           | Crédit<br>moyen par<br>entreprise. |                                                                           |
| Forêts .....                      | 8                        | 2.100                | 1.310            | 164                                | 65                                                                        |
| Aliments .....                    | 8                        | 1.560                | 780              | 98                                 | 49                                                                        |
| Imprimerie et com-<br>merce ..... | 9                        | 1.520                | 1.100            | 122                                | 73                                                                        |
| Produits chimiques...             | 10                       | 1.450                | 530              | 53                                 | 38                                                                        |
| Métallurgie .....                 | 6                        | 1.040                | 510              | 60                                 | 50                                                                        |
| Textiles .....                    | 8                        | 770                  | 480              | 60                                 | 60                                                                        |
| Machines agricoles...             | 4                        | 410                  | 190              | 48                                 | 47                                                                        |
| Mines .....                       | 3                        | 320                  | 260              | 87                                 | 88                                                                        |
| Agriculture .....                 | 8                        | 66                   | 60               | 8                                  | 86                                                                        |
| Divers .....                      | 7                        | 480                  | 270              | 38                                 | 54                                                                        |

Ils vendirent tous leurs stocks (2) pour se procurer les fonds de roulement indispensables au fonctionnement de leurs entreprises.

Sous prétexte de calcul commercial, on réalisa des réserves considérables de matériaux et de produits à des chiffres si bas que « ni l'industrie d'État fabriquant ces marchandises, ni le commerce d'État ne pouvaient en soutenir la concurrence »...

(1) *L'organisation de l'industrie dans la Russie des Soviets*, p. 67. Le cours officiel du rouble-or était fixé en décembre 1921 à 80.000 roubles, au 1<sup>er</sup> novembre 1922 par le Gouvernement lui-même à 200.000 roubles (sur le marché libre à 13.000.000 de roubles soviétiques).

(2) *E. J.*, 13 juillet 1922.

« Étouffant par cruel manque d'argent les trusts étaient obligés de se faire une concurrence effrénée et de chercher à s'emparer du monopole du marché en appauvrissant l'adversaire » (1).

Se rendant rapidement compte des inconvénients de cette chasse passionnée à l'acheteur qui, loin de permettre l'équilibre de leur budget, les forçait seulement à vendre leurs produits à vil prix, les Unions industrielles cherchèrent leur salut dans la concentration verticale et horizontale par la création de syndicats de trusts.

« Après être passées au régime commercial, écrivait en février 1922 le *E. J.*, la plupart des trusts textiles ont ainsi été obligées de rechercher par toutes les voies possibles des fonds de roulement, des approvisionnements pour maintenir et développer la production des entreprises.

» Ne possédant pas de renseignements assez complets sur la situation du marché, gênés par les conditions générales, les divers groupements étaient quelquefois forcés de conclure des transactions manifestement désavantageuses tout au moins pour l'État. Il en résultait une situation qui devait infailliblement amener l'effondrement de certains groupements et une ruine persistante de l'industrie nationalisée » (2).

Malgré son désir de les interdire, le Conseil supérieur de l'Économie nationale reconnut, le 8 mai 1922, la légalité de

(1) *E. J.*, 13 juin 9 août 1922.

(2) *E. J.*, 8 février 1922. Lettre circulaire aux industries textiles en faveur d'une réunion d'un congrès pour la constitution d'un syndicat.

ces groupements bénévoles et leur accorda la liberté de fixer eux-mêmes leur organisation intérieure.

**Industries groupées par le syndicat textile (1).**

- 14 trusts des industries du coton ;
- 7 trusts des industries de la laine ;
- 6 trusts des industries du lin ;
- 2 trusts des industries du chanvre ;
- 1 trust de l'industrie textile de l'Ukraine.

Ces syndicats différaient seulement des anciennes Glavkis par l'importance de l'ingérence du Gouvernement dans leur administration et par le caractère obligatoire de leur affiliation.

Ne trouvant pas encore cette concentration suffisante pour leur permettre de se procurer les fonds de roulement qui leur faisaient défaut pour traverser la crise de mévente industrielle qui s'annonçait par suite de la famine, les directeurs des trusts décidèrent, le 30 juin suivant, la constitution du Conseil pan-russe des syndicats pour obtenir une meilleure utilisation des marchandises dans les usines de transformation et plus d'entente dans la réorganisation du marché.

Ce Conseil comprenait « les syndicats du sel, de la couture, des tissus, des cuirs, des allumettes, des distilleries et du beurre..... » Le Conseil supérieur de l'Économie nationale était ainsi de plus en plus écarté de toute participation à l'œuvre

(1) *E. J.*, 31 mai 1922.

pratique et quotidienne de l'organisation de l'industrie (1). Il se trouvait dans la situation d'une pondeuse cherchant à rattraper par le croupion ses poussins-trusts qui s'envolaient de tous côtés (2).

L'industrie, ravitaillée par l'Etat, était dans une situation encore plus pénible. « Étant donné les conditions générales du budget, il était, en effet, impossible de lui accorder les fonds nécessaires à la réalisation de son programme de production. Elle se trouvait ainsi obligée d'y renoncer ou de trouver en elle-même les ressources nécessaires pour combler le déficit » (3). L'Union industrielle du Gomza (métallurgie), en particulier, reçut seulement dans le dernier trimestre de 1921 un milliard et demi de roubles, au lieu des 21 milliards nécessaires pour payer simplement les salaires. En général 10 0/0 seulement des besoins étaient satisfaits.

« Le ravitaillement par l'État n'existe pas, déclarait M. Tarattouta le 6 déc. 1921. Lorsque le budget mensuel d'un trust est de 300 milliards, et que le Gouvernement accorde seulement un crédit de 10 milliards de roubles soviétiques, il ne peut être question de responsabilité pour les membres du Conseil d'administration ».

Le décret du 6 février 1922 (4) réduisit, dans ces conditions, le nombre des entreprises ravitaillées par l'État :

1° Seules doivent être ravitaillées totalement ou partielle-

(1) *E. J.*, 7 juillet 1922.

(2) *E. J.*, 12 juillet 1922.

(3) *Noroji Pout*, 13 janvier 1922.

(4) Décret du C. S. E. N. du 6 février 1922.

ment par l'État les entreprises dont les produits ne peuvent être vendus sur le marché (produits pour l'armée) et celles fournissant au Gouvernement la majeure partie de leur production (mines, métallurgie...) (art. 1<sup>er</sup>);

2° La désignation de ces entreprises est effectuée par :

a) le présidium du Conseil suprême de l'Économie nationale, pour les trusts centraux et régionaux de la région centrale industrielle;

b) le présidium du Bureau exécutif, sous réserve de l'approbation du Bureau du Conseil suprême de l'Économie nationale, pour les autres trusts centraux et régionaux;

c) par le Conseil départemental de l'Économie nationale, sous réserve de l'approbation ultérieure de la Conférence départementale de l'Économie nationale, pour les autres trusts (art. 5).

**Contingent de marchandises à fournir au Gouvernement par les entreprises ravitaillées par l'État (1).**

| INDUSTRIES           | POURCENTAGE<br>de la production. | INDUSTRIES               | POURCENTAGE<br>de la production. |
|----------------------|----------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| Bois.....            | 100                              | Métallurgie.....         | 90                               |
| Charbon.....         | 100                              | Textiles.....            | 80                               |
| Pétrole.....         | 100                              | Travail prod. minér. . . | 80                               |
| Mines métalliques... | 100                              | Travail prod. animaux.   | 80                               |
| Électrotechnie.....  | 100                              | Tourbe.....              | 75                               |
| Papier.....          | 100                              | Produits chimiques....   | 70                               |
| Sucre.....           | 100                              | Aliments (sans farine).  | 60                               |

« La cause principale de la faiblesse de l'industrie était ainsi l'absence de capitaux de roulement. Si l'État avait donné à ses

(1) E. J., 2 février 1922.

Unions industrielles des capitaux assez importants au moment de leur fondation, il leur en accorda trop peu pour le travail courant et perçut presque toute leur production au titre de compensation pour le ravitaillement ».

D'après le rapport de M. Weinstein au Conseil supérieur, les besoins de l'industrie nationalisée exigeaient 374 millions de roubles-or comme fonds de roulement pour les quatre premiers mois de 1922. Comme l'État n'en peut fournir que 179 millions, l'arrêt des entreprises les plus faibles et les plus pauvres fut fatal (1).

**Balance générale de l'industrie ravitaillée par l'État (2)**

(du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> octobre 1922, en millions de roubles).

| INDUSTRIES            | PRODUCTION<br>en<br>1922. | DÉPENSES<br>pour<br>la<br>production. | VALEUR<br>des disponibilités<br>de l'État<br>et recettes<br>sans contre-partie<br>en argent. | DÉFICIT |
|-----------------------|---------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Forestières.....      | 78,0                      | 74,2                                  | 24,0                                                                                         | 50,2    |
| Tourbe.....           | 10,5                      | 10,2                                  | 1,8                                                                                          | 8,4     |
| Charbonnière.....     | 63,5                      | 82,5                                  | 37,6                                                                                         | 44,9    |
| Naphte.....           | 85,0                      | 52,6                                  | 29,1                                                                                         | 23,0    |
| Minière.....          | 16,7                      | 16,7                                  | 5,2                                                                                          | 11,6    |
| Métallurgie.....      | 123,0                     | 135,0                                 | 60,1                                                                                         | 67,4    |
| Electrotechnie.....   | 16,6                      | 14,9                                  | 6,5                                                                                          | 8,5     |
| Textiles.....         | 149,2                     | 139,9                                 | 68,9                                                                                         | 55,0    |
| Chimique.....         | 49,8                      | 44,0                                  | 20,4                                                                                         | 14,8    |
| Minerais.....         | 11,6                      | 10,6                                  | 2,7                                                                                          | 6,1     |
| Papier.....           | 6,9                       | 14,4                                  | 8,3                                                                                          | 6,1     |
| Produits animaux..... | 93,0                      | 92,3                                  | 29,2                                                                                         | 54,4    |
| Aliments.....         | 87,1                      | 81,3                                  | 29,25                                                                                        | 28,8    |
| Sucre.....            | 19,5                      | 21,0                                  | 1,8                                                                                          | 19,0    |
| Divers.....           | 96,4                      | 105,0                                 | 34,4                                                                                         | 70,6    |
| TOTAL.....            | 906,6                     | 894,1                                 | 359,3                                                                                        | 469,0   |

(1) E. J., 25 février 1922, n° 45.

(2) E. J., 10 janvier et 5 février 1922.

Dans le projet de budget du Conseil supérieur de l'E. N. le produit total de l'industrie ravitaillée par l'État, du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> octobre 1922, était évalué à 906 millions de roubles (y compris 12 millions de bénéfices nets?) dont la majeure partie (843 millions) était réservée à l'État.

Le Gouvernement ne pouvant lui donner en échange que 510 millions de roubles-or, resta ainsi son débiteur de 333 millions (1).

|                                                                        |               |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|
| 1° Livraisons de matières premières et produits<br>demi-fabriqués..... | 360 millions. |
| 2° Signes monétaires.....                                              | 70 —          |
| 3° Produits alimentaires.....                                          | 80 —          |

Ces évaluations du déficit de l'industrie nationalisée étaient certainement optimistes, tout « en ne tenant pas compte des grosses réparations à effectuer pour éviter la fermeture des usines, ainsi que de la reconstitution des stocks de matières premières s'ils étaient supérieurs à la consommation de l'année ».

(1) E. J., 10 janvier 1922.

---

## CHAPITRE IX

### **Situation économique de la Russie au printemps 1922.**

---

Dépourvue de stocks, sans subside de l'État, l'industrie nationalisée ne pouvait pas vivre. Pour lui éviter de se concentrer, c'est-à-dire de fermer la plupart de ses établissements, le Gouvernement reconnut la nécessité de faire, sans plus tarder, de nouvelles concessions à l'initiative privée.

Un décret daté du 13 mai 1922 autorisa le Commissariat du commerce extérieur à organiser des sociétés par actions (1) chargées de « préparer des stocks pour l'exportation, afin de permettre l'importation des marchandises les plus indispensables au relèvement du pays ».

Désirant, à tout prix, également placer un emprunt sur les places étrangères, le Gouvernement s'est présenté aux conférences de Gênes et de La Haye dans le courant de 1922 dans l'espoir de persuader les étrangers de l'existence d'un régime

(1) Ces sociétés ont uniquement le droit d'agir sous le contrôle du Commissariat du Commerce extérieur et par l'entremise de ses bureaux. Pour plus de sécurité, il est d'ailleurs actionnaire de ses sociétés et membre de leurs conseils d'administration.

économique leur permettant de risquer sans crainte en Russie leurs capitaux. Il y subit un échec d'autant plus complet que les puissances de l'Europe Occidentale et d'Amérique prirent solidairement la décision de ne pas soutenir leurs nationaux dans leurs essais pour s'approprier les entreprises appartenant à des tiers.

Cette déclaration de principe obligea le Gouvernement soviétique de chercher à s'entendre avec les anciens propriétaires. Les pourparlers ne purent d'ailleurs aboutir, en raison de son intransigeance.

Sous la poussée individualiste des particuliers et des trusts, le Gouvernement « abandonna également les hauteurs du communisme et du capitalisme étatique pour descendre jusqu'au capitalisme le plus rudimentaire, primitif et rapace ».

Le décret du 22 mai 1922 rétablit, en effet, le droit de propriété pour l'avenir.

*Droits accordés aux citoyens par le décret du 22 mai 1922 :*

- 1° D'organiser des entreprises industrielles et commerciales, d'exercer tous les métiers, états, professions autorisés par les lois de la R. S. F. S. R. (art. 5);
- 2° De posséder à titre de propriété privée des biens immobiliers dans les localités urbaines et rurales;
- 3° De les aliéner et de les affermer (art. 54);
- 4° De posséder à titre de propriété des biens meubles consistant en usines et ateliers, en entreprises industrielles et commerciales, en moyens de production de toutes sortes, en produits des

industries agricoles ou manufacturières, en marchandises non soustraites à la circulation publique par des dispositions spéciales en fonds, en espèces, etc. ;

5° D'emprunter sur les biens énumérés aux §§ 1, 3, 4 (art. 85, 87 du Code) ;

6° De posséder la propriété des inventions, marques de fabrique, modèles, dessins ;

7° De léguer leur fortune par testament à leur conjoint et leurs descendants en ligne directe (jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 roubles-or) (art. 416) ;

8° De conclure des contrats de travail, de vente et d'achat, d'échange, d'emprunt, de prêt, d'assurance ;

9° De constituer des associations, sociétés en commandite et anonymes.

10° D'effectuer toutes opérations de crédit.

Tous ces droits étaient reconnus aux personnes physiques et morales. Joint à la crise économique traversée par la Russie à cette époque, ils ont nui au développement des entreprises afferméées. Les industriels qui avaient encore le désir de travailler malgré les difficultés rencontrées, préférèrent dorénavant se rendre acquéreurs des entreprises plutôt que de les prendre à bail pour éviter en partie le contrôle de l'État dans leur gestion.

**Tableau des différentes industries affermées  
au 1<sup>er</sup> décembre 1922.**

| INDUSTRIES            | NOMBRE D'ENTREPRISES<br>affermées depuis le début<br>de 1921 au 1 <sup>er</sup> janvier 1923 |                                |                                            | NOMBRE D'OUVRIERS    |                                |                                    |
|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------|----------------------|--------------------------------|------------------------------------|
|                       | nom-<br>bre<br>absolu.                                                                       | en %<br>du<br>nombre<br>total. | en % de<br>celles<br>destinées<br>à l'aff. | nom-<br>bre<br>total | en %<br>du<br>nombre<br>total. | nombre<br>moyen<br>par<br>entrepr. |
|                       | —                                                                                            | —                              | —                                          | —                    | —                              | —                                  |
| Matériaux de constr.. | 325                                                                                          | 8                              | 32                                         | 4.225                | 6                              | 13                                 |
| Alimentation.....     | 1.215                                                                                        | 28                             | 65                                         | 13.365               | 19                             | 11                                 |
| Métaux.....           | 487                                                                                          | 11                             | 67                                         | 10.227               | 15                             | 21                                 |
| Cuir.....             | 911                                                                                          | 21                             | 74                                         | 10.021               | 15                             | 11                                 |
| Bois.....             | 438                                                                                          | 10                             | 59                                         | 6.132                | 9                              | 14                                 |
| Textiles.....         | 257                                                                                          | 6                              | 49                                         | 16.191               | 23                             | 63                                 |
| Produits chim.....    | 445                                                                                          | 10                             | 53                                         | 4.450                | 6                              | 10                                 |
| Papier.....           | 21                                                                                           | 0,5                            | 78                                         | 521                  | 1                              | 25                                 |
| Imprimerie.....       | 183                                                                                          | 4,5                            | 71                                         | 3.660                | 5                              | 20                                 |
| Divers.....           | 48                                                                                           | 1                              | 22                                         | 1.248                | 2                              | 26                                 |
| <b>TOTAL.....</b>     | <b>4.330</b>                                                                                 | <b>100 »</b>                   | <b>58</b>                                  | <b>70.040</b>        | <b>100</b>                     | <b>16</b>                          |

Les entreprises de l'État n'avaient toutefois pas encore obtenu certains droits indispensables pour leur permettre un fonctionnement normal.

Malgré cependant ces hésitations du Gouvernement à liquider les derniers vestiges du capitalisme d'État, la production industrielle s'est relevée depuis l'établissement de la nouvelle politique économique.

**Production dans l'industrie nationalisée en millions de pouds (1).**

| INDUSTRIES       | ANNÉES  |       |       |       | EN 1922 %<br>des années précédentes. |       |       |
|------------------|---------|-------|-------|-------|--------------------------------------|-------|-------|
|                  | 1912.   | 1920. | 1921. | 1922. | 1912.                                | 1920. | 1921. |
| Trav. de minér.. | 17      | 1,8   | 4,6   | 4,2   | 24,6                                 | 150   | 91,3  |
| Charbon... ..    | 296     | 97,9  | 88    | 107,5 | 36,3                                 | 109   | 122   |
| Naphte.....      | 276,3   | 45,6  | 98,3  | 107,6 | 39,2                                 | 235   | 109   |
| Métallurgie....  | 691,3   | 41,9  | 62,3  | 50,4  | 7,3                                  | 120   | 80,8  |
| Ind. du bois.... | 80      | 9,3   | 9,3   | 10,7  | 13,4                                 | 115   | 115   |
| — chimique...    | 125,7   | 26,1  | 29,7  | 38,2  | 30,4                                 | 146   | 128   |
| Alimentation.... | 669,2   | 82,3  | 85    | 73,4  | 11                                   | 89,1  | 86,3  |
| Prod. animaux..  | 66,8    | 0,05  | 0,07  | 0,04  | 0,7                                  | 80    | 57    |
| Cuir.....        | 45,5    | 51,6  | 43,4  | 45    | 99                                   | 87,2  | 103   |
| Coton.....       | 600,4   | 39,6  | 44,9  | 92,7  | 15,4                                 | 234   | 206   |
| Laine.....       | 110,1   | 39,5  | 37,4  | 60,5  | 55,0                                 | 153   | 161   |
| Lin.....         | 33,7    | 12,5  | 10,5  | 25,9  | 72,7                                 | 207   | 246   |
| Soie.....        | 54,4    | 1,2   | 1,7   | 5,1   | 9,3                                  | 425   | 300   |
| Chanvre.....     | 17,8    | 5,8   | 4,3   | 2,7   | 15,4                                 | 46    | 62    |
| Bonneterie.....  | 9,8     | 3,1   | 4,0   | 6,3   | 64,2                                 | 203   | 157   |
| Papiers.....     | 57,2    | 13,8  | 10,8  | 10,3  | 17,9                                 | 74    | 95    |
| TOTAL .....      | 3.151,8 | 473,3 | 534,7 | 640,7 | 20,3                                 | 125   | 119   |

**Production dans l'industrie d'Etat (2).**

| INDUSTRIE          | EN POUDS | ANNÉES  |        |        |          | PRODUCTION<br>de 1922 % |       |       |
|--------------------|----------|---------|--------|--------|----------|-------------------------|-------|-------|
|                    |          | 1913.   | 1920.  | 1921.  | 1922.    | 1921.                   | 1920. | 1913. |
| Charbon.....       | Millions | 1.738   | 467    | 520    | 532      | 100                     | 111   | 30    |
| Naphte.....        | —        | 560     | 234    | 246    | 289      | 117                     | 123   | 51,5  |
| Mineral de fer.... | Milliers | 550.440 | 10.020 | 8.455  | 1.272,5  | 150                     | 126   | 2,2   |
| Or.....            | Unités   | 3.720   | 109    | 85     | 320,1    | 376                     | 345   | 8,6   |
| Fonte.....         | Milliers | 257.400 | 7.020  | 7.109  | 11.752,2 | 165                     | 167   | 4,5   |
| Acier Martin.....  | —        | 259.272 | 9.876  | 11.151 | 22.133,4 | 189                     | 214   | 8,5   |
| Acier Thomas.....  | —        | 214.224 | 12.228 | 10.899 | 17.684   | 143                     | 128   | 7,3   |
| Fil de coton.....  | —        | 12.000  | 826    | 1.231  | 3.551    | 288                     | 417   | 21,2  |

(1) Travaux de la direction centrale de statistique. Production industrielle en 1912, 1920, 1921, 1922. Voir *Sur les voies nouvelles* (Zagorsky, p. 381).

(2) *Bulletins de la direction centrale de statistique*, 31 janvier 1923, etc. (Zagorsky).

La production (1) a surtout augmenté dans l'industrie légère. Possédant encore quelques-unes des réserves considérables accumulées pendant la guerre sous le régime tzariste, ces moyennes entreprises se trouvèrent en mesure, le jour où elles obtinrent le droit d'en disposer, de développer leur productivité dans de larges proportions. Ne possédant presque plus de stocks en 1921, et soumise au régime du ravitaillement par l'État, la grande industrie ne put, au contraire, accroître son rendement dans les mêmes proportions. Il se produisit ainsi, dès le milieu de l'année 1922, un déséquilibre entre la productivité des industries extractives et de transformation, qui accentua la crise de surproduction industrielle traversée par la Russie dès le printemps 1922 (2).

« Dès la fin de janvier et le commencement de février, en effet, l'écoulement des produits manufacturés rencontra de nombreuses difficultés. Ayant de la peine à vendre leurs marchandises, les trusts accumulèrent des stocks. Lors de la foire panrusse du printemps de 1922, en particulier, les possibilités d'écoulement étaient dépassées de 10 à 100 fois par l'offre des marchandises (3).

» Auparavant, les grands trusts recevaient du Commissariat des finances des crédits considérables. La plupart d'entre eux devaient ainsi toucher plusieurs milliards de roubles dans

(1) La hausse de la production de 1922 par rapport à 1920 est plus considérable que par rapport à 1921. Dans le premier cas, l'ensemble a augmenté de 35 0/0, dans le second cas de 19 0/0 seulement pour être même parfois inférieur à la production de 1921.

(2-3) M. Lomoff, ancien président du C. S. E. N., n° 72 de *E. J.*, mai 1922.

un délai de quelques jours. Tout naturellement, ils transformaient cette monnaie en marchandises pour se couvrir contre la dépréciation rapide des signes monétaires. Ainsi se trouva dissimulée l'approche de la crise de surproduction dans la Russie mendiante. A mesure cependant que les trusts ressentaient le besoin inverse de transformer leurs marchandises en roubles, l'écoulement des produits devenait de plus en plus difficile » (1).

Seul, le commerce privé aurait pu soutenir le développement de l'industrie en organisant un écoulement régulier des produits dans les campagnes, s'il n'avait pas été surchargé d'impôts et soumis à toutes sortes de vexations de la part de l'Administration (2).

L'industrie se trouva ainsi dans la nécessité de réduire méthodiquement sa production ou de travailler pour l'exportation.

« Les trusts dont l'activité n'était pas indispensable durent être réduits; une partie de leurs entreprises fut arrêtée et leur capital de roulement reporté sur d'autres..... Des objets manufacturés furent, en outre, exportés aux États Baltes, en particulier, afin de permettre l'acquisition des denrées alimentaires nécessaires à la population » (3).

Cette crise de surproduction industrielle dans un pays dépourvu de tous les produits indispensables paraît une ano-

(1) M. Lomoff, ancien président du C. S. E. N., n° 72 de *E. J.*, mai 1922.

(2) *E. J.*, 5 novembre 1922. Le nombre des marchands enregistrés diminue : de 16.212 en avril à Moscou, ils ne sont plus que 10.230 en septembre.

(3) Lomoff.

malie. Elle s'explique cependant assez facilement. Par l'établissement, en effet, du régime de la Prodravverstecka et l'émission incessante de papier monnaie, la population rurale s'est trouvée en 1921 dans le même état de dénuement que la population urbaine. Forcée par suite de la mauvaise récolte de conserver pour son entretien les quelques produits agricoles récoltés et sauvés des réquisitions, elle ne posséda pas à son tour de monnaie d'échange pour l'obtention de produits industriels (1).

Ayant eu le tort, à ce moment, de ne pas abandonner la direction du commerce intérieur, le Gouvernement se basa pour la fixation des prix sur les situations respectives de l'agriculture et de l'industrie, sans tenir compte du manque d'élasticité des besoins alimentaires. Il fixa ainsi des équivalents trois fois plus avantageux qu'en 1913 pour les produits industriels dont la production avait baissé 4 à 5 fois plus que celle de l'agriculture par rapport à la période d'avant-guerre.

Comme ce coefficient était interverti au profit des céréales (2) sur le marché libre, le paysan s'abstint d'échanger ses produits avec le Gouvernement qui parvint seulement à recueillir 8 millions de pouds de froment par l'intermédiaire des coopératives.

(1) Il est certain qu'on ne peut guère parler de stabilisation de monnaie et de puissance d'achat de la population rurale dans un pays où on en est arrivé à manger de la chair humaine et à la vendre au marché comme dans les gouvernements de Samara et de Saratoff (rapport financier au 2<sup>e</sup> Congrès des Soviets, 1923).

(2) Lorsque le commerçant privé donnait une faux pour un poud de blé, les coopératives, par ordre, la donnaient seulement pour deux pouds.

Le ravitaillement de la population se trouva ainsi à la merci de la spéculation. Le prix des céréales subit, en particulier, à Moscou une hausse de 85 0/0 au mois de février 1922 par rapport au mois d'octobre précédent.

**Variations des équivalents en farine de seigle offerts  
sur le marché libre en échange de certains produits fabriqués  
du 1<sup>er</sup> novembre 1921 au 1<sup>er</sup> mars 1922.**

(E. J., n<sup>o</sup> 67, 105 de 22).

|                                   | 1 <sup>er</sup> NOV.<br>1921. | 1 <sup>er</sup> DÉC.<br>1921. | 1 <sup>er</sup> JANV.<br>1922. | 1 <sup>er</sup> FÉVR.<br>1922. | 1 <sup>er</sup> MARS<br>1922. |
|-----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Pétrole, la livre.                | 1,50                          | 1,48                          | 1,41                           | 0,80                           | 0,40                          |
| Savon, la livre .                 | 2,80                          | 2,60                          | 2,10                           | 2,00                           | 1,90                          |
| Allumettes, la<br>boîte.....      | 0,32                          | 0,27                          | 0,20                           | 0,07                           | 0,05                          |
| Bottes, la paire.                 | 117,00                        | 108,00                        | 94,00                          | 83,30                          | 81,90                         |
| Tissus de laine,<br>l'archine.... | 32,00                         | 36,00                         | 31,00                          | 24,80                          | 20,70                         |
| Indienne, l'arch.                 | 4,40                          | 4,00                          | 3,80                           | 3,20                           | 2,60                          |

Ces prix en rendirent l'acquisition presque impossible par la population urbaine et l'empêchèrent d'acheter les produits industriels en la forçant de consacrer toutes ses ressources à son alimentation. De simple défaut d'approvisionnement alimentaire, la crise se transforma en crise de surproduction industrielle. Face à face avec le marché libre, la grande industrie ne trouva plus d'acheteurs. Elle accumula des stocks au moment où s'élevèrent ses frais d'exploitation en raison de l'augmentation du coût de la main-d'œuvre consécutive à ce renchérissement des produits alimentaires.

A Pétrograd, les salaires ont ainsi augmenté de novembre 1921 à avril 1922 dans la proportion de 1, 2, 6, 40, 80. Pen-

dant le même laps de temps, le prix de vente des objets manufacturés progressa seulement de 1, 2, 5, 15, 30, 35 (1).

Les entreprises d'État mises sur « pied commercial » se trouvèrent ainsi placées devant un problème insoluble et furent acculées à la faillite comme les établissements privés. Ne parvenant pas à supporter la hausse des salaires, le trust « polygraphique » de Pétrograd, en particulier, sollicita en juin 1922 sa réadmission au ravitaillement gouvernemental.

Pour obtenir un soulagement immédiat, mais temporaire, de cette crise de surproduction, le Gouvernement réduisit l'activité de ses usines en fermant un certain nombre d'établissements. Il se produisit un nouveau resserrement de l'activité économique du pays qui se répercuta jusqu'à l'agriculture. Ne pouvant, en effet, s'effectuer strictement au niveau de la demande, cette réduction de la productivité industrielle lésa l'approvisionnement en produits manufacturés des quelques couches paysannes encore à leur aise.

---

(1) *E. J.*, n° 401 du 9 mai 1922.

## CHAPITRE X

### Situation de l'industrie charbonnière et des transports au début de 1922.

La possession d'un combustible minéral étant, à l'heure actuelle, d'une importance vitale pour un pays, il est intéressant de suivre, à partir de 1921, les efforts du Gouvernement soviétique pour relever la productivité de ses charbonnages.

De tout temps, le bassin du Donetz a joué un rôle prépondérant dans la production de la houille comme l'indique le tableau suivant.

#### Production du charbon et de l'antracite en Russie.

(en millions de pouds).

| RÉGIONS               | 1913 (1) | 1914    | 1915    | 1916  | 1917    | 1918  | 1920  | 1921  | 1922 (2) |
|-----------------------|----------|---------|---------|-------|---------|-------|-------|-------|----------|
| Bassin du Donetz..... | 1.543    | 1.684   | 1.626   | 1.752 | 1.516   | 537   | 325   | 278   | 350      |
| Région de Moscou....  | 18       | 18      | 28      | 42    | 45      | 23,3  | 22,1  | 36,6  | 34,4     |
| Oural.....            | 73       | 84      | 78      | 92    | 98      | 37    | 44    | 57    | 55       |
| Sibérie.....          | 123      | 148,4   | 170     | 200   | 207     | 109   | 84    | 81,5  | 79       |
| Caucase et Turkestan. | 13       | 12,5    | 13,5    | 15    | 13,4    | 6     | 11    | 9     | 8        |
| TOTAL.....            | 1.170    | 1.946,9 | 1.915,5 | 2.101 | 1.879,4 | 712,3 | 486,1 | 462,1 | 526,4    |

(1) Sans tenir compte de la production du bassin polonais.

(2) Les chiffres des années 1921-22 sont exacts, à quelques millions de pouds près.

De 1.752 millions de pouds en 1916, elle était ainsi tombée rapidement à 275 millions de pouds en 1920, soit les 15 0/0 de l'extraction de 1916.

L'extraction se releva dans les derniers mois de 1921 au chiffre mensuel de 61 millions de pouds (350 millions pour l'année entière). Ce succès fut dû uniquement à la « concentration de l'extraction », à l'exploitation irrationnelle des couches et à l'emploi d'une main-d'œuvre nombreuse grâce à la constitution de stocks de vivres permettant au Gouvernement, au début de l'hiver, de distribuer aux mineurs une ration mensuelle de 225 livres de pain par famille à un moment où la famine commençait déjà à se faire sentir dans le pays.

371 groupements de puits furent seulement conservés en exploitation. Les autres furent fermés ou donnés en location (petites mines où l'exploitation avait lieu à ciel ouvert).

#### Répartition de ces puits.

- 1° 180 ne demandant pas de travaux d'aménagement;
- 2° 51 en demandant;
- 3° 140 destinés à être liquidés lorsque la partie ouvragée du gîte serait exploitée.

Cette augmentation de l'extraction mensuelle dans le bassin ne put se maintenir. Dès le mois de janvier 1922, en effet, les stocks de céréales accumulées par le Gouvernement étaient épuisés. Il fallut non seulement réduire de moitié les rations alimentaires mais encore débaucher de nombreux mineurs. La

production mensuelle du bassin retomba ainsi à 21,2 millions de pouds en juillet 1922.

**Nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie houillère.**

(1<sup>er</sup> semestre 1922).

|                  | JANVIER        | FÉVRIER        | MARS          | AVRIL         | MAI           | JUIN          |
|------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                  | —              | —              | —             | —             | —             | —             |
| Abatteurs.....   | 18.191         | 14.960         | 11.722        | 10.094        | 9.420         | 9.040         |
| Autres ouvriers. | 110.810        | 100.350        | 84.166        | 83.290        | 83.860        | 83.740        |
|                  | <u>129.000</u> | <u>115.310</u> | <u>95.888</u> | <u>93.384</u> | <u>93.280</u> | <u>92.780</u> |

**Nombre des mines et des puits en exploitation en 1922.**

|                                      | 1921                    | 1922                     |            |                         |            |
|--------------------------------------|-------------------------|--------------------------|------------|-------------------------|------------|
|                                      | au 1 <sup>er</sup> nov. | au 1 <sup>er</sup> janv. |            | au 1 <sup>er</sup> oct. |            |
|                                      | Mines.                  | Mines.                   | Mines.     | Mines.                  | Mines.     |
|                                      | —                       | —                        | —          | —                       | —          |
| Direction de l'industrie houillère { | »                       | 109                      | 187        | 71                      | 125        |
| (charbon et anthracite)..... {       |                         | 69                       | 82         | 55                      | 61         |
| Trusts (charbon anthracite)..... {   | »                       | 27                       | 60         | 18                      | 46         |
|                                      |                         | 4                        | 7          |                         |            |
| TOTAL.....                           | <u>371</u>              | <u>209</u>               | <u>336</u> | <u>144</u>              | <u>233</u> |

La désorganisation des transports était également complète. L'état des voies de chemin de fer était particulièrement critique; 2.700 ponts d'une longueur totale de 6 kilomètres étaient détruits, et l'entretien du ballast et des traverses était insuffisant.

Le Gouvernement dut diviser, dans ces conditions, le réseau des chemins de fer en trois catégories :

1° Le trafic était assuré complètement sur une longueur de 15.000 kilomètres;

2° Le trafic avait lieu seulement 1 à 2 fois par semaine selon la situation de la voie et l'approvisionnement en combustible sur une longueur de 20.000 kilomètres;

3° Le trafic était complètement arrêté sur une longueur de 30.000 kilomètres. Le matériel utilisable servait à la réparation et à l'entretien des lignes en service exploitées uniquement sur voie unique à l'exception des lignes Pétrograd-Moscou, Moscou-Réjitz, Moscou-Minsk.

### Etat du matériel fixe et roulant en 1922 comparé à 1916.

|                                                                         | MOYENNE              |        |         |         |           |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------|---------|---------|-----------|
|                                                                         | avant la révolution. | 1917.  | 1920.   | 1921.   | 1922.     |
| Ponts détruits.....                                                     | »                    | »      | »       | »       | 2.700     |
| Lignes télégraphiques<br>détruites.....                                 | »                    | »      | »       | »       | 5.000 km. |
| Réfection annuelle de la<br>voie :                                      |                      |        |         |         |           |
| 1° Rails remplacés.....                                                 | 3.500 km             | »      | 230     | 135     | 190       |
| 2° Traverses.....                                                       | 19 millions          | 17 id. | 8,7 id. | 5,6 id. | 8,3 id.   |
| — % imprégnées de<br>chlorure de zinc.....                              | 60 %                 | »      | »       | 0,8 %   | 10 %      |
| Matériel roulant :                                                      |                      |        |         |         |           |
| Nombre de locomotives.                                                  | 22.500               | »      | 15.489  | 18.758  | 19.045    |
| Locomotives avariées...                                                 | 16,8 %               | 21,8 % | 58,1 %  | 64,2 %  | 66,8 %    |
| Wagons de marchandises<br>avariés.....                                  | 3,8 %                | 6,2 %  | 19 %    | 23,1 %  | 34,3 %    |
| Locomotives neuves cons-<br>truites en Russie ....                      | 905                  | »      | 62      | 50      | 63        |
| Quantités de marchan-<br>dises transportées en<br>millions de pouds.... | 630                  | 616    | 51      | 46      | 39        |
| Nombre de wagons<br>chargés par 24 heures.                              | 31.164               | 30.182 | 5.421   | 5.215   | 4.082     |

Les transports étaient, en outre, très coûteux. Si, en juillet 1921, les tarifs étaient déjà 200.000 fois supérieurs à ceux d'avant-guerre, la hausse atteignait 2 millions de fois en août 1922 (1). Provoquant une réduction de l'activité des chemins de fer, cette hausse des tarifs augmenta la crise générale de l'industrie et de l'agriculture. Ne pouvant expédier leurs produits sur les lieux de consommation, les producteurs furent obligés de les céder à vil prix.

**Coût du transport du naphte  
en comparaison des prix d'avant-guerre (2).**

| POUR UNE DISTANCE<br>de | PAR CHEMIN DE FER    | PAR EAU            |
|-------------------------|----------------------|--------------------|
| 300 verstes             | de 3.000.000 de fois | de 11.680.000 fois |
| 500 —                   | — 2.300.000 —        | — 10.490.000 —     |
| 1.000 —                 | — 2.640.000 —        | — 66.240.000 —     |
| 1.500 —                 | — 2.360.000 —        | — 5.930.000 —      |
| 2 000 —                 | — 2.260.000 —        | — 5.220.000 —      |

Très souvent le transport de certaines marchandises revenait plus cher que la marchandise elle-même. Le transport des cuirs de Sibérie et du Caucase absorbait, en particulier, 40-60 0/0 de la valeur du chargement (3).

(1) Valeur du rouble soviétique par rapport  $\left\{ \begin{array}{l} \text{juillet 1921 } \frac{1}{20.000^e} \\ \text{août 1922 } \frac{1}{350.000^e} \end{array} \right.$   
au rouble-or.....

(2) E. J., 18 juin 1923.

(3) Avant-guerre, les transports en absorbaient seulement 3 à 5 0/0.

## CHAPITRE XI

### **La politique économique du Gouvernement à partir du mois de septembre 1922.**

---

« Après la Révolution, écrivait la *Kressnia Gazeta*, le 18 septembre 1921, le Gouvernement avait décidé de rendre toutes choses gratuites pour améliorer le plus possible la situation des ouvriers et des employés. L'État en éprouva de nombreuses difficultés et ne parvint pas à maintenir en pleine activité les usines et les transports (1).

» La campagne cessa de faire crédit à la ville devenue de plus en plus consommatrice. Les impôts n'existant plus, elle ne rendit pas à l'État sous forme de paiements en espèces l'argent reçu en échange de ses produits. Ainsi amené à compter uniquement des dépenses, le Gouvernement multiplia les émissions de papier monnaie ».

Après épuisement des stocks légués par le régime antérieur, le Conseil des commissaires du peuple sentit en 1921 l'urgente nécessité de rétablir à tout prix l'équilibre du

(1) La production industrielle était tombée à 5 ou 25 0/0 environ de celle d'avant-guerre.

budget. Pour ralentir la dévalorisation de l'argent, il essaya de drainer vers ses caisses ce papier dont le pays était saturé. La folie des impôts s'empara de toutes les administrations. On paya pour aller à l'école, pour recourir aux services du pharmacien, pour se faire raser chez le coiffeur, pour se faire enterrer. Les dépenses furent également comprimées.

« Les dépenses de la République des Soviets et de toutes ses institutions centrales doivent être réduites au strict minimum, adaptées à ses ressources et effectuées en observant rigoureusement le budget approuvé par le Comité central exécutif panrusse, déclarait le 9<sup>e</sup> Congrès des Soviets en décembre 1921. Les sacrifices imposés par la réduction des dépenses concernant la satisfaction de tels ou tels besoins doivent être consentis sans hésitation. Sans une réduction décisive du budget, il sera, en effet, impossible de rétablir l'économie du pays ».

Ces deux mouvements conjugués renversèrent l'équivalence des produits agricoles et manufacturés. En veillant en effet à la rentrée du prodnalog (impôt en nature), le Gouvernement parvint à se constituer une masse de manœuvre qui lui permit de peser sur le cours des céréales.

Le prix du pain baissa, les salaires également, mais les frais de production de l'industrie nationalisée restèrent sensiblement les mêmes. Mal gérée, écrasée par les frais généraux, sans fonds de roulement, sans stocks, cette dernière ne parvint pas à triompher de la concurrence privée.

« Se contentant, en effet, de percevoir 5 à 15 0/0 de la valeur des marchandises pour prix de ses services, le commerçant privé faisait une concurrence désastreuse à l'État et aux coopératives dont les frais de vente s'élevaient en moyenne à 50 0/0 de la valeur des produits pour atteindre parfois plusieurs centaines de pourcents » (1).

Pour assurer un débouché à ses produits, le Gouvernement a ainsi été conduit à brimer ses concurrents et à les écraser d'impôts. Il fixa, en particulier, les cotisations en faveur de l'assistance sociale pour le trust des drapiers de Moscou à 32 0/0 des salaires versés, et pour le trust des imprimeurs de la même ville à 47,5 0/0.

Les communes, de leur côté, louèrent leurs locaux commerciaux à des prix exorbitants, souvent supérieurs au chiffre d'affaires de l'établissement (2).

| MAISONS DE COMMERCE  | CHIFFRE D'AFFAIRES<br>établi par le contrôleur<br>des impôts pour le<br>4 <sup>e</sup> trimestre de 1922. | LOYER POUR LE<br>1 <sup>er</sup> trimestre 1923. |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| « Moskovskoïe »..... | 6.000 roubles or                                                                                          | 20.352 roubles or.                               |
| « Obouvnïe ».....    | 12.000 —                                                                                                  | 31.833 —                                         |
| « Klioutch ».....    | 4.000 —                                                                                                   | 19.457 —                                         |
| « Pratikov ».....    | 4.500 —                                                                                                   | 21.104 —                                         |
| « Riedkov ».....     | 4.000 —                                                                                                   | 15.197 —                                         |
| « Rybakov ».....     | 13.000 —                                                                                                  | 31.002 —                                         |

Elles se permirent également de surcharger le commerce d'impôts locaux à l'insu du Gouvernement central et parfois même malgré l'interdiction de la loi (3).

(1) Rykoff : *E. J.*, 20 novembre 1923.

(2) *E. J.*, 28 janvier 1923.

(3) Pour autoriser l'ouverture d'un commerce, les communes exigent parfois

Le nombre des magasins diminua rapidement. De 16.212 en avril, ils ne furent plus que 10.230 à Moscou en septembre 1922 (1).

Par cette multiplication des impôts, par ces vexations continues, le Gouvernement empêcha le commerce honnête de prospérer au grand avantage « des camelots ambulants et des spéculateurs de bazars ».

Pour diminuer le déficit des entreprises nationalisées, il ne suffisait cependant pas d'entraver l'initiative privée; il fallait également empêcher la concurrence des différents trusts entre eux. Le Gouvernement a ainsi été amené à établir le 9 mai 1922, auprès du Conseil du Travail et de la Défense nationale, une Commission du Commerce intérieur (Komvnutorg) chargée de la réglementation et de la coordination des efforts commerciaux de ses entreprises. « Loin de mettre de l'ordre dans un terrain vague et inexploré que personne ne s'était encore donné la peine d'étudier convenablement », cette dernière en augmenta seulement l'anarchie. Elle réussit uniquement à renverser l'équivalence des produits agricoles et des produits manufacturés, lorsqu'après l'épuisement des stocks elle dut fixer les prix de vente des objets industriels.

l'obtention d'une licence limitée à la vente de produits spécifiquement déterminés, faute de quoi, le commerçant est frappé d'une amende de 30 fois sa patente. *E. J.*, 21 décembre 1922.

(1) Le commerce privé participait en 1922 dans les transactions commerciales avec les entreprises d'Etat dans la proportion de 45 0/0 à la vente et à l'achat. Il ne traitait plus en 1923 que 15 0/0 des affaires à l'achat seulement.

## CHAPITRE XII

### **Situation économique de la Russie de fin 1922 à janvier 1925.**

---

Pour faire baisser le prix des produits agricoles, deux moyens ont été employés : la rentrée rigoureuse de l'impôt en nature et la vente à vil prix des céréales ainsi obtenues (1).

La nouvelle politique économique avait stimulé l'activité paysanne au cours de l'année 1922. L'agriculture s'était reconstituée. Par suite, cependant, de la famine et de l'absence d'instruments agricoles, la superficie ensemencée ne dépassait guère la moitié de celle d'avant-guerre. L'impôt en nature perçu pour 1922 s'éleva pourtant au chiffre de 420 millions de pouds de céréales sur une récolte de 2.600 millions, sans compter les taxes locales atteignant 40 0/0 environ du principal. Inférieures en chiffres absolus à celles de 1914, ces contributions étaient cependant exagérées et dépassaient notablement la capacité du contribuable du propre avis du Gouvernement car si, grâce à des conditions météorologiques favorables, la récolte était supérieure de 500 millions de pouds

(1) E. J., 11 mai 1922.

environ à celle de 1921, elle n'en était pas moins insuffisante pour nourrir la population (1).

Dans le Gouvernement de Tambov, en particulier, des 30 pouds de céréales par habitant formant la récolte de 1922 les paysans durent en distraire 10 pour payer le prodnalog et 7 pour les autres impositions directes. Il ne leur en restait ainsi que 13 pour subvenir à leur alimentation et à leur entretien; ce chiffre était notoirement insuffisant pour leur permettre d'acheter les articles de première nécessité (2).

Afin de diminuer les salaires, le Gouvernement chercha également à peser sur le prix de vente des produits agricoles. Par une émission grandissante de papier monnaie, par la remise aux organisations chargées de l'achat des céréales (le Khleboprodukt, le Zentrosogour) des impôts payés en espèces par les paysans, il posséda, au mois d'octobre 1922, les fonds nécessaires pour compléter son approvisionnement en céréales. Ses représentants (Commission du Commerce intérieur) profitèrent même du besoin des paysans de réaliser en automne leurs récoltes pour fixer à des prix extrêmement faibles le taux des transactions au compte de l'État.

Le prix des céréales baissa rapidement. De 1 rouble-or 3 copecks en septembre, le poud de froment tomba à 41 copecks en décembre. La capacité d'achat de la farine diminua de 250 à 500 0/0 par rapport à celle de 1913 dans les régions les

(1) Les représentants du syndicat textile se plaignaient en octobre 1922 de ne pouvoir fixer eux-mêmes le prix de vente de leurs marchandises. Obligés d'attendre l'approbation du Komvnoutorg, ils avaient ainsi laissé échapper une occasion favorable.

(2) E. J., 21 avril 1923.

plus favorables à l'agriculture (Moscou) pour atteindre 1.000 à 1.200 0/0 dans les autres contrées de la Russie des Soviets.

« En présence de ces prix, il était désavantageux pour les paysans, même dans le Midi, centre principal de la culture des céréales, de produire au delà de leurs besoins immédiats, car les dépenses étaient sensiblement supérieures aux prix de vente. Les prix des machines agricoles ayant triplés, il ne fallait pas songer pouvoir rétablir la situation économique du pays, tant que le blé ne vaudrait que 25 copecks-or » (1).

**Prix moyen de 1913 et situation au 1<sup>er</sup> janvier 1923.**

|                                     | EN LIVRES DE FARINE DE SEIGLE |        |
|-------------------------------------|-------------------------------|--------|
|                                     | 1913.                         | 1923.  |
| Sel, la livre.....                  | 0,33                          | 1,76   |
| Sucre, la livre.....                | 4,33                          | 22,79  |
| Savon, la livre.....                | 5,00                          | 10,00  |
| Allumettes, la boîte.....           | 0,33                          | 0,81   |
| Cotonnades imprimées, l'archine.... | 4,33                          | 16,17  |
| Chaussures, la paire.....           | 283,00                        | 661,76 |

Manquant de machines agricoles, obligés d'avoir recours à des instruments archaïques (charrues en bois), n'ayant plus de bétail, le paysan était placé dans une situation économique défavorable pour augmenter le rendement de ses terres et pour acheter des produits manufacturés (2).

(1) *Pravda*, n° 88, 1923.

(2) A l'heure actuelle, écrit la *Pravda* (n° 82, avril 1923), des points douloureux existent dans les rapports entre les classes ouvrière et paysanne. Il n'y a aucune concordance entre les prix de la production agricole et ouvrière.

**Rendement moyen par déciatine, en pouds.**

| ANNÉES    | CÉRÉAL. D'AUTOMNE | DE PRINTEMPS | MOYENNE |
|-----------|-------------------|--------------|---------|
| 1916..... | 63                | 49           | 56      |
| 1918..... | 41                | 33           | 37      |
| 1920..... | 29                | 23           | 26      |
| 1922..... | 45                | 36           | 40,5    |
| 1923..... |                   |              | 40      |

Tirailé par son aile gauche doctrinaire et son aile droite opportuniste, le 12<sup>e</sup> Congrès du parti communiste n'eut pas le courage de proclamer « la toute nouvelle politique économique », et de renoncer à la direction de l'industrie et des transports. Se contentant du *statu quo*, il promit aux paysans par toute une série d'ordres du jour phraseux quelques réformes pour améliorer leur situation matérielle.

Il réduisit ainsi, dans le projet de budget de 1923, les impôts leur incombant aux sommes réellement perçues en 1922, soit 420 millions de pouds de céréales au lieu des 600 millions précédemment inscrits. Il préconisa, également, le remplacement du prodnalog par un impôt en espèces et l'exportation du blé pour en relever le prix.

« Un impôt unique » payable moitié en espèces, moitié en nature, a ainsi été créé en 1923. Loin de soulager la culture, il devait en augmenter les charges, car si la loi prévoyait cinq taux d'impositions proportionnels aux résultats de la récolte, ceux-ci ne furent jamais appliqués. En Crimée, en particulier, où le rendement était seulement de 27,2 pouds de céréales par déciatine (environ 4,5 quintaux à l'hectare) en 1923, le fisc préleva plus de la moitié de cette récolte pourtant défi-

citaine (1). La population « se trouvait ainsi dans l'obligation de payer ses contributions au prix d'une liquidation partielle de son capital de roulement, c'est-à-dire en vendant son cheptel mort ou vivant » (2).

L'exportation des céréales n'améliora pas davantage la situation des paysans car le Gouvernement exigeait le paiement de l'impôt en nature avec des produits de la qualité requise pour la vente à l'étranger sous peine d'une amende s'élevant jusqu'à 50 0/0 du total.

Dans ces conditions, en Ukraine même, seule partie de la Russie où la récolte était satisfaisante en 1923, les habitants disposaient seulement après paiement de leurs impôts, de 14 roubles 55 copecks-or. Ce chiffre était notablement insuffisant pour satisfaire leurs dépenses de première nécessité estimées à 25 roubles 60 copecks.

Cette politique gouvernementale de réduction du prix des céréales pour diminuer les charges de l'industrie nationalisée aboutit seulement à la ruine de la culture sans aucun profit pour l'économie du pays.

« On ne peut plus rien liquider, déclarait *La Pravda* du 9 juin 1923 car, sans fonds de roulement, le capital ne peut être transformé en produits manufacturés. Le prix de revient des marchandises fabriquées étant supérieur au prix normal et à celui que peut payer la population appauvrie, il se produit une crise de débit d'autant plus grave que le Gouverne-

(1) *E. J.* : Les besoins de la population étaient supérieurs de 300.000 pouds à la récolte de la région.

(2) *E. J.*, 2 septembre 1923.

ment ne possède pas d'autres moyens pour entretenir son industrie que d'exporter des céréales » (1).

En recherchant dans son rapport au 12<sup>e</sup> Congrès du parti communiste les raisons de cette situation, M. Trotski citait différentes erreurs de méthode de travail des entreprises d'État. Il reconnaissait, en particulier, que les établissements, où les capacités techniques ne faisaient pas défaut et où le rendement du travail ouvrier était normal, étaient cependant dans une situation déficitaire, par suite des frais généraux extraordinaires pour l'entretien des organismes centraux et commerciaux (2).

« Si nous nous demandons, écrivait-il, si l'ensemble de nos forces est supérieur à celles de l'année dernière, il faut faire une double réponse : en travaillant, ces différents éléments prouvent leur énergie vitale, mais si on en fait l'inventaire, on s'aperçoit qu'ils sont plus pauvres que l'an dernier. Il nous faut apprendre à travailler avec bénéfice dans l'industrie d'État. Les pertes actuelles doivent être considérées comme le prix d'entrée dans la prochaine période de prospérité. Nous devons être satisfaits si nous parvenons à déterminer cette année nos pertes avec plus de précision que l'an dernier ».

Se rendant compte de l'urgence à libérer la grande indus-

(1) *Pravda*, 9 juin 1923.

Au printemps 1923, les réserves de matières premières se trouvaient épuisées au point d'obliger les filatures de suspendre leur travail pendant les mois d'été (*Ivestia*, 5 juin 1923).

(2) Pour consoler ses auditeurs, au 12<sup>e</sup> Congrès Trotski déclara : « les pertes de l'industrie ne servent pas à enrichir les étrangers mais la petite bourgeoisie urbaine et rurale ».

trie de sa tutelle, le Gouvernement publia en avril 1923 le décret reconnaissant aux trusts la personnalité morale.

- I. — Sont reconnus trusts d'État, les entreprises industrielles auxquelles le Gouvernement accorde l'indépendance pour exercer leurs opérations conformément à leurs statuts approuvés par le C. S. E. N.
- II. — Chaque trust obtient les droits d'une personne morale dès son enregistrement.
- III. — Les différents établissements énumérés dans ses statuts sont considérés comme formant une seule entreprise.

Ils peuvent dorénavant posséder des capitaux mobiliers et immobiliers. Ces derniers leur sont remis, en particulier, gratuitement par l'État au moment de leur constitution, et peuvent faire l'objet d'une action juridique sous réserve de l'article 22 du Code civil interdisant l'aliénation et l'hypothèque de la terre, des bâtiments et de l'outillage (art. 17)(1).

Chaque Union industrielle possède le droit de libre disposition de ses produits au prix courant, à charge de vendre à l'État à des prix éventuellement inférieurs tout ou partie de sa production suivant les ordres du Conseil supérieur de l'Économie nationale ou du Conseil du travail (art. 48). Elle peut également accroître ses capitaux en recevant une subvention de l'État (art. 18) ou en empruntant à des particuliers à court ou à long terme (art. 23-26). Elle n'assume cependant

(1) Aucune restriction n'existe à l'égard des capitaux mobiliers.

pas la responsabilité de ses actes au delà de son avoir (art. 1), car, s'il comble le déficit d'exploitation, le Trésor ne répond pas de ses dettes et de sa mauvaise gestion (1).

Chaque trust supporte par contre tous les impôts établis sur les entrepreneurs privés, y compris l'impôt sur le revenu (art. 47). Ses bénéfices doivent être versés au Trésor, défalcation faite de 20 0/0 mis en réserve, des tantièmes attribués aux membres de la Direction et des primes pour les employés et ouvriers (art. 45).

A la tête de chaque Union se trouve un Conseil d'administration. Possédant les droits et assumant les obligations d'un Conseil d'une entreprise capitaliste, celui-ci délègue une partie de ses pouvoirs aux Directeurs de ses divers établissements.

1. Le Conseil organise la production et la gestion de toutes les entreprises faisant partie de l'Union.
2. Il organise la comptabilité, rédige les comptes rendus, dresse le bilan, les devis, le programme de production.
3. Il embauche et congédie les ouvriers et les employés.
4. Il achète et vend les marchandises.
5. Il loue les dépôts et locaux.
6. Il assure les biens du trust.
7. Il délivre, accepte en paiement ou escompte des traites et autres engagements à délai fixe.

(1) Le trust a d'ailleurs le droit de refuser toute livraison nouvelle à l'État et de réclamer des dommages et intérêts si le Trésor ne paie pas les sommes dues pour les produits livrés antérieurement (art. 27).

8. Il exécute tous autres actes établis par la loi relatifs à l'acquisition, l'affectation et le nantissement des biens.
9. Il prend à bail des locaux.
10. Il prend part aux Congrès de syndicats et autres groupements commerciaux et industriels de tout genre.
11. Il reçoit les commandes.
12. Il assume toutes autres fonctions dans la mesure où elles sont de la compétence du trust.

A la lecture de cette partie du décret, la Russie semblerait redevenue un pays capitaliste où le socialisme serait relégué au rang des pures spéculations de l'esprit. En réalité, il n'en est rien, car la liberté du trust reste sérieusement entravée par le Conseil supérieur de l'Économie nationale qui conserve le contrôle de sa gestion (art. 29).

1. Il nomme et destitue les membres du conseil d'administration, des commissions de surveillance et de liquidation.
2. Il approuve la nomination des directeurs et des chefs comptables.
3. Il approuve et modifie les instructions données par le conseil d'administration du trust.
4. Il examine et approuve le devis et le programme de production pour l'année suivant les instructions du Conseil du Travail et de la Défense.
5. Il approuve le compte rendu et le bilan de chaque entreprise.
6. Il répartit les bénéfices.

7. Il décide les modifications à apporter aux statuts, le montant du capital d'apport, la liquidation du trust.
8. Il décide, s'il y a lieu, d'entamer le capital de réserve.
9. Il fixe le montant des indemnités à allouer au président, aux membres du conseil d'administration et aux différents directeurs de filiales.
10. Il désigne le président du conseil d'administration et un des trois membres de la Commission de contrôle.
11. Il ordonne des enquêtes et des contrôles inopinés.
12. Il accorde ou refuse au trust d'adhérer à un syndicat.

Ce décret n'en était pas moins libéral, car il permettait aux conseils d'administration des trusts de relever la productivité de leurs établissements d'autant plus facilement qu'il créait lui-même une brèche importante dans le principe de la nationalisation des immeubles. Par dérogation, en effet, à l'article 22 du Code civil, le Conseil supérieur de l'Économie nationale peut autoriser les Unions industrielles à aliéner ou à hypothéquer leur capital immobilier pour se procurer les fonds de roulement indispensables (1).

Débarassée de la servitude de l'approvisionnement par l'État, l'industrie légère profita largement des concessions gouvernementales. L'industrie lourde ne la suivit pas, au

(1) Discours de M. Osinsky représentant de l'extrême gauche du parti au 12<sup>e</sup> Congrès (1923) : « Pour satisfaire un besoin réel et vital, nous venons d'accorder aux trusts tous les droits indispensables pour leur assurer une situation prospère dans un régime d'échanges commerciaux » (E. J.).

contraire, dans son essor. Il se produisit un déséquilibre dans la production des matières premières et des produits manufacturés, qui risquait, s'il s'aggravait, de ruiner définitivement l'économie du pays.

Pour relever, à tout prix, la production de sa grande industrie, le Gouvernement soviétique dut prendre dans ces conditions dans le courant de l'été 1923 la décision d'en retirer irrévocablement la direction aux membres du parti communiste et de la confier aux spécialistes.

« Il est absolument indispensable d'utiliser dans toute la mesure du possible les ingénieurs, déclarait M. Osinsky au 12<sup>e</sup> Congrès des Soviets ; il faut les placer directement à la tête des usines en laissant libre cours à leur initiative de techniciens et d'organiseurs. Quant à nous, nous devons profiter de leur enseignement et essayer de comprendre la manière dont ces hommes créeront de l'ordre dans la marche des entreprises et développeront leur initiative ».

« Donnez leur à manger à leur faim, déclarait M. Krassine, donnez leur seulement deux pièces avec éclairage et chauffage, transformez l'ambiance physiologique de leur travail en leur évitant la crainte d'une catastrophe compromettant leur existence et nos techniciens se mettront au travail » (1).

Sous leur impulsion (2), la productivité des établissements industriels augmenta rapidement au point de dépasser

(1) Discours de M. Krassine, chef des opportunistes au 12<sup>e</sup> Congrès.

(2) Ceux-ci ont du mérite à collaborer avec les organismes de l'État. Les condamnations pleuvent sur eux pour les motifs les plus futils au point que la *Pravda* (n<sup>o</sup> du 23 juill. 1923) écrit au sujet du procès des ingénieurs de

sensiblement les facultés d'absorption du marché, et surtout les possibilités financières de l'État.

La Direction du bassin charbonnier du Donetz a ainsi été réorganisée. Jouissant d'une certaine autonomie dans l'organisation de sa production, elle devait simplement se conformer aux instructions gouvernementales pour la vente, les questions financières et les contrats collectifs avec l'Union des ouvriers mineurs.

A sa tête se trouvait un directeur et trois adjoints résidant à Kharkoff avec le service commercial. Il contrôlait les 87 directions locales par l'intermédiaire de 7 délégués, tous ingénieurs des mines avant guerre.

Cette nouvelle direction réduisit à nouveau le nombre des puits en exploitation. 176 seulement furent conservés en activité pour l'exercice de 1923-1924.

**Répartition des puits en exploitation par catégorie.**

| CATÉGORIES                                          | NOMBRE DE PUIITS |                 |
|-----------------------------------------------------|------------------|-----------------|
|                                                     | au charbon.      | à l'anthracite. |
| 1° Puits en bon état.....                           | 61               | 35              |
| 2° Puits ayant besoin de sérieuses réparations..... | 48               | 19              |
| 3° Puits destinés à être affermés.....              | 8                | 5               |
| TOTAL.....                                          | 117              | 59              |

Kadievka, coupables d'avoir communiqué des renseignements sur la situation des charbonnages au Conseil de la Société Dniéprovienne :

« Sans doute, ces ingénieurs travailleraient avec plus de zèle dans les entreprises capitalistes. Il ne faut cependant pas les exterminer sous prétexte qu'ils ne deviendront jamais de fidèles serviteurs du régime communiste. Il faut, au contraire, prendre en considération la nécessité pour le Gouvernement de les ménager dans l'impossibilité où il se trouve de se passer d'eux, puisqu'il ne possède pas suffisamment de techniciens rouges ».

En s'opposant à l'application de la journée de 6 heures pour les ouvriers du fond, et en exigeant une amélioration du rendement des abatteurs, elle réalisa avec l'aide de ses ingénieurs un sérieux accroissement de la production minière et une diminution importante des frais d'extraction.

**Rendement moyen journalier d'un abatteur.**

|                       |                                   |
|-----------------------|-----------------------------------|
| Exercice 1922-23..... | 125 pouds en 8 heures de travail. |
| — 1923-24.....        | 127 —                             |

**Production du bassin de Donetz depuis l'établissement de la Nep.**

|                       |                        |
|-----------------------|------------------------|
| Exercice 1921-22..... | 432 millions de pouds. |
| — 1922-23.....        | 479 —                  |
| — 1923-24.....        | 724,6 —                |

**Consommation de charbon par la mine en %.**

|                   |                       |
|-------------------|-----------------------|
| Année 1921.....   | 50 % de l'extraction. |
| Janvier 1923..... | 18 % —                |
| Juillet 1923..... | 16 % —                |
| Avant-guerre..... | 8 % —                 |

Le prix de revient du charbon baissa dans ces conditions. Malgré le mauvais état de l'outillage, malgré des frais généraux toujours excessifs (puisque les frais d'assurance sociale s'élevaient encore à 21 0/0 des salaires), il n'était plus au 1<sup>er</sup> janvier 1924 que de 22 copecks-or le poud en tout venant au lieu de 26,67 à 32 copecks comme en 1922. La direction n'en boucla cependant pas son budget pour deux raisons :

1° L'État lui achetait son charbon sur une base de 16 copecks seulement ;

2° Pour obtenir des résultats satisfaisants, il aurait fallu un tonnage d'expédition voisin de 40 0/0 de celui d'avant la Révolution (Ce chiffre était loin d'être atteint malgré l'amélioration du rendement des mines).

L'augmentation de la production du bassin du Donetz n'en dépassa pas moins cependant la capacité d'absorption du pays. Les stocks de charbon s'accumulèrent. Ils étaient de 130 millions de pouds sur le carreau de la mine au 1<sup>er</sup> janvier 1924.

Cette crise de surproduction n'atteignit pas seulement l'industrie charbonnière, mais frappa également les autres entreprises nationalisées.

Pour permettre, en particulier, au trust Yougostal de réduire le prix de revient de ses produits et de diminuer ainsi le déficit de son exploitation, son directeur M. Svitzine avait demandé l'élargissement de son programme de production de l'exercice 1923-24. Cette autorisation lui fut refusée le 9 novembre 1923, pour raison financière, par la section métallurgique du Conseil supérieur de l'Économie nationale qui lui réclama, au contraire, un projet de réduction de 20 0/0.

**Tableau de la production de la fonte (Russie méridionale).**

|                 |                   |
|-----------------|-------------------|
| Année 1890..... | 13.228.000 pouds. |
| — 1914.....     | 186.205.000 —     |
| — 1916.....     | 176.150.000 —     |
| — 1921-22.....  | 4.781.000 —       |
| — 1922-23.....  | 6.863.000 —       |

**Production d'acier Martin et d'acier laminé  
en Russie méridionale.**

| ANNÉES       | ACIER MARTIN     | ACIER LAMINÉ      |
|--------------|------------------|-------------------|
| 1906.....    | 76.139.000 pouds | 62.222.000 pouds. |
| 1914.....    | 174.369.000 —    | 144.246.000 —     |
| 1916.....    | 161.640.000 —    | 130.300.000 —     |
| 1921-22..... | 7.867.000 —      | 5.810.000 —       |
| 1922-23..... | 11.725.000 —     | 10.449.000 —      |

Si l'on compare les chiffres de la production de la fonte et de l'acier, on s'aperçoit que la première représente seulement 50 à 60 % de la production des fours Martin. Ce résultat s'explique par la refonte de la vieille ferraille ou du riblon d'avant la Révolution (*E. J.*, n° 64, 1924).

La Russie ne parvient donc pas à sortir de cette crise de surproduction ou plus exactement crise de sous-consommation. Pour réussir, il fallait dénationaliser toute l'industrie en même temps ou ne rendre la liberté à aucune. Cette diminution par palier de la bureaucratie ruina, au contraire, définitivement l'économie nationale.

Libérée la première, l'industrie légère se développa rapidement jusqu'au jour où, ses stocks épuisés, elle ne trouva plus les matières premières nécessaires à sa « reproduction » et dut se concentrer pour régler sa fabrication suivant les possibilités du marché. Se rendant seulement compte, à ce moment, du danger de ce resserrement de l'activité économique du pays, le Gouvernement chercha à y parer, en décentralisant la direction de la grande industrie. Loin de s'atténuer, la crise se reporta sur l'industrie lourde.

**Dirigeants de l'industrie en pourcentage.**

(Troud, 1<sup>er</sup> janv. 1924).

| ANNÉES    | INDUSTRIES | OUVRIERS | INSTRUCTION<br>supérieure. |
|-----------|------------|----------|----------------------------|
| 1920..... | —          | 63,5 %   | 36,5 %                     |
| 1922..... |            | 50 %     | 50 %                       |
| 1923..... | Grande     | 33 %     | 67 %                       |
|           | Petite     | 46 %     | 54 %                       |

Le déficit budgétaire resta ainsi inévitable et dût être comblé par un prélèvement sur le capital.

« L'art pour l'État de trouver des ressources consiste à dépenser rationnellement le capital national, déclarait *La Pravda* (9 juin 1923). L'augmentation de la productivité du pays deviendra évidemment impossible, mais il n'existe pas d'autres moyens de sortir de cette impasse où se trouve notre économie nationale.

» Il faut recommencer à vivre sur le capital improductif, ajoutait-elle, il faut utiliser les industries mises sous le régime de la conservation et les biens sans rapport. Les réserves du pays sont grandes; leur réalisation, même à des prix assez bas, peut procurer des sommes suffisantes pour aider au rétablissement de l'économie nationale » (1).

Pour sortir de cette impasse, le Gouvernement employa deux moyens opposés. Il continua la persécution de l'industrie et du commerce privé et chercha à attirer en Russie les capitalistes étrangers.

Surchargée d'impôts et de redevances, obligée de travailler

(1) *Pravda*, 9 juin 1923.

suivant les indications du « Prom-bureau » et de payer aux ouvriers des salaires supérieurs de 50 0/0 à ceux des établissements nationalisés, l'industrie privée s'étiola.

Après avoir été remises précipitamment en activité en septembre 1922 (1), pour combler en partie les défaillances de la grande industrie charbonnière, les houillères affermées, en particulier, périclitèrent à partir du mois de novembre 1923. De 5,7 millions de pouds en octobre, la production mensuelle des 432 puits du P. T. Ougol(2) tomba, dès le mois de novembre, à 3,4 millions de pouds. Cette diminution rapide de l'extraction s'explique par la politique gouvernementale. Dans les contrats d'affermage, en effet, un article interdisait au locataire de vendre sur le marché libre son charbon avant de l'avoir offert au trust Donougol. N'ayant pas le droit de le transporter par chemin de fer, les fermiers disposèrent d'un centre de consommation trop restreint au moment de la crise d'écoulement du combustible pour absorber la totalité de leur production malgré leur prix de vente inférieur à celui du Donougol (3).

Craignant également une indépendance trop grande des koustaris (les petits industriels), le Gouvernement les persécuta à partir du printemps 1923. En leur promettant la fourniture de matières premières à de faibles taux et la vente de leurs

(1) Surchargées d'impôts et surveillées par une administration tatillonne, les entreprises affermées, après avoir à la fin de 1921 traversé une période assez prospère, avaient périclité dans le courant de 1922. De novembre 1921 à mai 1922, le nombre des puits en exploitation était tombé de 700 à 400 et la production mensuelle de 8,5 millions de pouds à 800.000 pouds.

(2) Association des puits de charbon affermés.

(3) Leur prix de revient était certainement inférieur de 33 0/0 à celui du Donougol.

produits à des prix élevés tout en les menaçant de majorer leurs impôts en cas de refus, il essaya de les grouper en une coopérative de production. Si les artisans acceptèrent pour la plupart de faire partie de la coopérative pour se procurer les marchandises dont ils avaient besoin, ils s'adressèrent cependant de préférence au commerce privé pour la vente de leurs produits.

**Classification des entreprises  
dans le Gouvernement de Kazan en 1923.**

|                                  |                                  |
|----------------------------------|----------------------------------|
| Nombre d'entreprises privées.... | 1.266, production 50 % du total. |
| Nombre d'Unions.....             | 6                                |
| Nombre d'entreprises de l'État.. | 12                               |

**Bilan du commerce dans les villages en 1923 en Russie.**

|                                 |   |                   |      |
|---------------------------------|---|-------------------|------|
| 600 millions de roubles-or..... | } | Coopératives..... | 15 % |
|                                 |   | État.....         | 5 —  |
|                                 |   | Particuliers..... | 80 — |

Dans les campagnes (1), la petite industrie continua à prospérer mais se trouva dans les villes dans une situation très précaire, de l'aveu même des membres du parti communiste (2).

Dans un article paru dans l'*Ekonomitcheskàïa Jisn* du mois de juillet 1924, M. Kabakoff remarquait le souci des établissements privés d'éviter toutes relations d'affaires avec les insti-

(1) La productivité de l'huile de tournesol en Ukraine, en particulier, es complètement entre les mains de l'industrie privée à 15 0/0 près, au grand avantage des consommateurs qui la paient quatre fois moins cher depuis le rétablissement de la concurrence privée.

(2) Un particulier ne peut, sous peine de mort ou de confiscation de ses biens, rompre un contrat synallagmatique avec une institution de l'État.

tutions gouvernementales et leur préférence pour les services des commerçants privés qu'ils pouvaient utiliser « sans risque ».

D'après les lois soviétiques, en effet, une institution gouvernementale n'est pas responsable de ses actes envers des commerçants. Elle peut rompre à tout moment un contrat synallagmatique comme non conforme à l'intérêt de l'État (1). Elle renseigne également le Commissariat des finances sur ses transactions avec les particuliers. Ce dernier en profite pour taxer d'un impôt, tel qu'il en perd tout désir de recommencer, l'industriel assez fou pour acheter des lots importants de matières premières par l'intermédiaire du Wniechtorgou du Komvnou-torg (2).

« L'industriel reste donc, ajoutait M. Kabakoff, en contact permanent avec son confrère commerçant. Dans toutes ses opérations de production et d'écoulement, le capital privé agit comme un organisme uni. Il se dresse dans son ensemble devant les organisations gouvernementales et coopératives comme une antithèse entière et indépendante » (3).

En même temps qu'il persécutait l'industrie privée, le Gouvernement institua un Commissariat spécial du Commerce intérieur, le Nar-Kom-vnou-torg, chargé de lutter contre le développement du commerce libre et de tuer toute concurrence aux organismes officiels. Par la taxation des marchandises et l'augmentation incessante des loyers et des impôts, les faillites se multiplièrent. Le commerce honnête et à pignon sur rue fit

(1) *E. J.*, 29 juillet 1924.

(2) *E. J.*, 29 juillet 1924.

(3) *E. J.*, 29 juillet 1924.

place à celui des « commerçants rouges », des hommes d'affaires véreux qui assurèrent en janvier 1924 64 0/0 du chiffre d'affaires du pays.

**Situation du commerce privé en 1923 à :**

|             |        |                                                                                              |
|-------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pétrograd.  | 22,2 % | de faillites en avril sur les 15.847 établissements ouverts au 1 <sup>er</sup> janvier 1923. |
| Moscou...   | 50 %   | de faillites en décembre parmi les établissements ouverts au mois de janvier 1923.           |
| Saratoff... | 50 %   | de faillites en décembre parmi les établissements ouverts au mois de janvier 1923.           |

**Chiffre d'affaires du commerce privé au 1<sup>er</sup> janvier 1924  
en pourcentage de celui du pays entier.**

|                                  |      |                              |
|----------------------------------|------|------------------------------|
| Commerce rural et de détail..... | 80 % | du chiffre d'affaires total. |
| Commerce de demi-gros.....       | 52 % | —                            |
| Commerce de gros.....            | 14 % | —                            |

Ne supportant aucune charge fiscale, ces agioteurs parvinrent à être les principaux intermédiaires des trusts qui les préférèrent aux coopératives. Travaillant avec les avances fournies par les institutions économiques officielles, ils étendirent leurs opérations aux frais du Trésor (1).

En même temps qu'il persécuta l'initiative privée, le Gou-

(1) A la Conférence économique de Rostov, il fut reconnu que la région fourmillait d'agents envoyés par les autres villes pour acheter les produits du pays. Après s'être renseignés auprès des institutions officielles du prix courant des marchandises, ces derniers disparaissent sans laisser de trace et sans même utiliser les services commerciaux des trusts. Ils se rendent en effet, après s'être ainsi documentés, chez les nombreux intermédiaires privés de la ville, passent avec eux un marché pour la livraison des produits et leur avancent les milliards de roubles nécessaires aux opérations à réaliser.

vernement demanda aux capitalistes étrangers de l'aider à « déconcentrer » son industrie en lui fournissant les fonds de roulement nécessaires à une production en grande série et à bas prix. Malgré quelques tempéraments apportés à l'application de ses principes économiques, ces derniers montrèrent peu d'empressement à risquer leurs capitaux dans un pays où le revenu annuel par tête d'habitant est inférieur à 35 roubles-or.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1924, 40 concessions étaient accordées ; mais en raison de la déclaration de La Haye de 1922 des Gouvernements alliés et de l'insécurité juridique, la plupart des concessionnaires n'avaient pas encore commencé à exploiter. Sur ces 40 concessions, 6 étaient agricoles sur des terres appartenant avant la Révolution à l'État (1) et 7 industrielles. Seule, celle des ouvriers américains concernant l'exploitation d'une série d'entreprises dans le bassin du Kouznitzk (Sibérie) violait les droits des anciens propriétaires. Elle n'en marcha d'ailleurs pas mieux, puisque le Gouvernement soviétique fut obligé de venir financièrement en aide aux associés.

Le Gouvernement ne parvint donc pas à attirer les capitalistes étrangers et à décongestionner son industrie, dont le prix de vente des produits était trop élevé pour un pays ruiné et menacé par la famine. Les stocks s'accumulèrent. Ceux du bassin du Donetz atteignaient, en particulier, le 28 décembre 1924, 150 millions de pouds de charbon. Malgré les abaisse-

(1) La maison Krupp obtint, en particulier, le droit d'établir une « fabrique de blé » utilisant des tracteurs perfectionnés sur un territoire de 25.000 déciatines. Elle n'a pas encore commencé la moindre exploitation.

ments des tarifs de transport, malgré l'interdiction presque absolue d'importation du charbon anglais, ainsi que la substitution de la houille au bois de chauffage et au naphte employés jusqu'alors sur certains chemins de fer, il fut nécessaire à la fin de l'année dernière de réduire la production du bassin. La Société « P.-T. Ougol » (1) fut liquidée, et ses puits remis au Syndicat « Donougol » qui en ferma 70 sur 130 (2).

Pour atténuer cette crise de surproduction, le Gouvernement essaya, également, d'exporter une partie de son anthracite, notamment en Italie. A court d'argent pour remettre en activité les lavoirs nécessaires à l'amélioration de la qualité du combustible, il ne put lutter contre la concurrence étrangère, car le prix de revient du poud de son charbon était supérieur au prix courant mondial.

Le Syndicat Donougol a donc été lui-même obligé de prendre des mesures pour diminuer son extraction de 25 0/0 environ. Cette réduction de sa production s'étant révélée insuffisante, il proposa, dès le mois de décembre 1924, la fermeture de 40 puits (3) pour n'en conserver en exploitation que 91 (*E. J.*, n° 361 du 16 déc. 1924).

(1) P.-T. Ougol, Société gouvernementale créée pour la vente du charbon des mines affermées.

(2) *E. J.*, 113-136, 172-242 de 1924.

(3) Le Donougol propose la fermeture de 31 puits importants et de 9 petits, pour n'en laisser en activité que 85 grands et 6 petits.

### Production du charbon et de l'anthracite au bassin.

(en millions de pouds).

|                |                |
|----------------|----------------|
| Mai 1924.....  | 58,3 au total. |
| Juin.....      | 56,5 —         |
| Juillet.....   | 66,4 —         |
| Août.....      | 62,7 —         |
| Septembre..... | 68,9 —         |
| Octobre.....   | 68,7 —         |
| Novembre.....  | 65,5 —         |
| Décembre.....  | 66,6 —         |

Cette diminution de l'activité économique du pays s'accroîtra dans le courant de l'année 1925. La Russie traverse, en effet, une nouvelle crise agricole. Ne recevant pas d'engrais, à peine labourée par des procédés et outils primitifs, la terre ne peut donner des récoltes suffisantes. Elle se transforme en désert infertile à la première apparition de conditions atmosphériques défavorables. La sécheresse a détruit la récolte de l'année dernière. Le prix des céréales augmenta rapidement depuis juillet 1924 (1). Celui du bétail baisse au contraire. Les marchés locaux sont saturés d'animaux impossibles à nourrir. Les vaches sont ainsi payées 15 à 20 roubles et même au-dessous, les bons chevaux 3 tchervonetz (30 roubles). « Moins que jamais, le paysan ne peut acheter des produits manufacturés » (2).

(1) Au Congrès du Comité central du parti communiste, M. Moletoff a déclaré : « Les derniers événements reflètent un aiguisement acerbe de la disposition d'esprit des villages. Les faits les plus saillants de cet état d'esprit sont les événements survenus cet été en Géorgie » (*Les Ivestia*, 2 nov. 1924).

(2) *Pravda*, 31 octobre 1924.

### Réduction du nombre de bétail 1917-1925.

(en milliers de têtes).

| BÉTAIL       | 1917   | 1922   | 1925            |
|--------------|--------|--------|-----------------|
| Chevaux..... | 31.417 | 18.507 | 12.000 environ. |
| Bovins.....  | 50.307 | 32.809 | 27.000 —        |
| Moutons..... | 79.625 | 32.000 | 13.000 —        |
| Porcs.....   | 18.568 | 9.400  | 6.500 —         |

### Réduction des récoltes brutes de céréales.

(en millions de pouds).

| PRODUITS             | 1913  | 1916  | 1921  | 1922  | 1923  | 1924  |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Céréales....         | 4.625 | 3.301 | 1.714 | 2.243 | »     | »     |
| Pommes de terre..... | 1.245 | 1.062 | 486   | 546   | »     | »     |
| TOTAL...             | 5.870 | 4.363 | 2.200 | 2.790 | 2.756 | 2.310 |

### Réduction de l'outillage.

(en milliers de roubles-or).

| MACHINES<br>et instruments agricoles. | 1913    | 1916   | 1920  | 1921   | 1925  |
|---------------------------------------|---------|--------|-------|--------|-------|
| Production en Russie.                 | 60.508  | 9.076  | 2.840 | 3.025  | 7.000 |
| Importation.....                      | 48.678  | 1.286  | 1.000 | 9.220  | »     |
| CONSOMM. GÉNÉRALE                     | 109.186 | 10.362 | 3.840 | 13.345 | »     |

Cette situation pénible de l'économie russe est la conséquence logique des hérésies économiques du Gouvernement. Forcées de rechercher l'équilibre de leurs productions dans sa réduction, l'industrie et l'agriculture ne peuvent y parvenir en raison du décalage inévitable entre leurs concentrations.

### Situation des transports à la fin de 1924 (1).

|                           |                                                                  |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Locomotives.....          | 16.000 au lieu de 22.500 en 1916.                                |
| { utilisées.....          | 5.900                                                            |
| { en état de travail..... | 2.700                                                            |
| { en réparation.....      | 8.400 dont 5.000 nécessitent une réparation capitale.            |
| Trafic.....               | 3,9 milliards de pouds dans l'année au lieu de 13 mill. en 1913. |

Cette restriction des transactions commerciales entraîne fatalement une diminution progressive de la valeur du budget d'autant plus importante que sous la pression des Koulakis (2) et du mécontentement des paysans, le Gouvernement ne peut plus « augmenter leurs contributions pour soutenir l'industrie nationale » (3). Il a même été obligé par deux fois en 1924 de diminuer l'impôt agricole qui n'est plus, à l'heure actuelle, que de 250 millions de roubles-or (4).

### Valeur du budget de 1913 à 1925.

(en millions de roubles-or).

| 1913  | 1922-23 | 1923-24 | 1924-25 |
|-------|---------|---------|---------|
| 3 094 | 1.245   | 1.190   | 1.000   |

L'économie nationale se décompose lentement et le pays s'épuise.

Par son refus de laisser se développer des organismes indé-

(1) *E. J.*, 14 novembre 1924.

(2) Koulakis : nouveaux riches des villages.

(3) Larine, *E. J.*, 14 avril 1923.

(4) *La Pravda*, 31 octobre 1924.

pendants et libres, le Gouvernement a conduit le pays à une régression sociale de cinquante à soixante ans. Il replace la nation, au point de vue économique, dans un état comparable à celui où elle était avant l'émancipation des serfs. Il est donc responsable de la misère de la population dont les besoins les plus élémentaires ne peuvent même pas être satisfaits dans la mesure où ils l'étaient à cette époque lointaine, en raison de l'accroissement de la population.

---



## CONCLUSION

---

L'étude rapide que nous venons de faire de la production sous le régime bolchevique permet, à notre avis, de faire certaines prévisions sur l'évolution économique du monde qui ne seront pas favorables à l'organisation actuelle de la Russie.

La mise en pratique des principes énoncés par Karl Marx n'a pas réalisé le progrès matériel attendu. Les Bolcheviks ont cependant mené la lutte avec violence et sans ménagements, mais ils n'ont pas suffisamment tenu compte de la nature égoïste de l'homme et n'ont pas compris le danger de supprimer le mobile de l'intérêt personnel dans le régime de la production. Platon, mieux inspiré, en avait reconnu la puissance dans son *Traité des Lois* et l'avait accepté pour assise de sa société future. Il rêvait, en effet, d'une Cité où l'union entre les citoyens serait si parfaite qu'elle serait Une comme Dieu est Un. Pour y parvenir, il fallait, à son avis, écarter l'obstacle

de cet intérêt personnel qui « fait que les uns se réjouissent et les autres s'affligent des mêmes événements publics et privés, chacun les ressentant selon le profit ou le dommage qu'ils apportent » (1). Il estimait donc nécessaire de modifier le milieu où cet indestructible instinct fonctionne, sans d'ailleurs nourrir de grands espoirs de succès dans les moyens qu'il proposait d'employer (suppression de la famille, de la propriété et modification de l'éducation).

Le Gouvernement soviétique a oublié de s'inspirer de cette sage pensée et a cru pouvoir transformer le milieu social uniquement par quelques décrets. Son échec semble inévitable malgré la confiance de Lénine dans « un développement inouï des forces productives de la société humaine après l'expropriation des capitalistes ».

Les instincts naturels de « l'homme moyen » ne peuvent être trop fortement comprimés sans faire courir de grands risques à l'économie nationale. Le désir de se distinguer de ses semblables, de les dépasser intellectuellement, moralement ou même physiquement stimule seul son effort. Ces sentiments ambitieux de l'homme empêchent l'établissement et surtout la durée de la socialisation de l'économie, c'est-à-dire l'organisation administrative de la production, de l'échange et de la répartition, la gestion unitaire de l'économie tout entière et par suite l'initiative et la responsabilité de l'État substituées à l'initiative et à la responsabilité individuelles.

(1) Platon rêvait d'une cité où les citoyens se trouveraient placés le plus possible dans un même intérêt qu'ils appellent leur intérêt propre (Platon traduit par M. Descamps).

Parler du socialisme ou du bolchevisme, car sur ce point il n'y a pas de différence, c'est vouloir établir le régime du fonctionnarisme intégral et universel.

« Toute l'économie doit être ramenée à une question de fonction. Toute position, tout emploi, toute profession, tout service, toute occupation industrielle, commerciale, agricole, domestique, scientifique, artistique, tout mode d'activité sociale doit être considéré comme une fonction » (Pecqueur).

« Pour un socialiste, il ne doit y avoir que des fonctionnaires chargés de produire une utilité publique quelconque. C'est à la gérance nationale, au Gouvernement représentatif qu'il appartient de déterminer les attributions de chaque fonctionnaire » (Pecqueur).

Ce système économique ne paraît donc pas viable, car l'homme est assoiffé de liberté. « Si Dieu a mis au cœur de l'être humain cette passion, Dieu a dû, sous peine de contradiction et de malice, faire qu'une forme de société soit possible qui, non seulement, lui donne satisfaction, mais repose essentiellement sur elle » (1).

Ne pouvant nier l'importance du mobile de l'intérêt personnel, les socialistes prétendent que les bourgeois en sont responsables et qu'ils ont vicié l'air respiré par les prolétaires par l'instauration du régime capitaliste. Celui-ci, en réalité, est de tous les temps, car les bourgeois ne sont que des prolétaires courageux et intelligents ne suivant pas la route du moindre effort. En préconisant la rémunération proportionnelle aux besoins ou même à l'effort fourni, les communistes

(1) Fournier d'après M. Descamps.

abusent le peuple. Les hommes parviendront seulement par l'intelligence et un effort soutenu à augmenter leur bien-être. Autrement, ils ne réussiront même pas à le conserver.

A l'heure actuelle, produire beaucoup est la seule chose importante. La question de la répartition est secondaire. Pour obtenir une forte production, il faut récompenser chacun suivant son mérite. L'inégalité des fortunes est admissible si le plus pauvre et le moins intelligent reçoit suffisamment pour vivre. Le principe de la rémunération proportionnelle aux services rendus sera toujours celui des travailleurs, celui de la rémunération proportionnelle aux besoins, celui des nonchalants.

En voulant instaurer une organisation rationnelle de la production, le Gouvernement soviétique n'en a pas moins anticipé sur l'avenir. Ses syndicats de trusts, englobant non seulement la fabrication d'un produit, mais encore celle d'autres plus ou moins similaires, ainsi que leur vente directe au consommateur, paraissent être l'image de ce que sera dans un temps rapproché l'économie de la production sous le régime capitaliste.

A l'heure actuelle, en effet, l'évolution de l'industrie s'effectue dans le monde dans deux sens différents suivant l'importance de la main-d'œuvre dans la valeur des marchandises. Si la concentration a lieu par voie d'intégration verticale dans les établissements fabriquant uniquement des produits demi-ouvrés, elle a lieu, au contraire, par voie de croissance horizontale dans les usines de transformation.

En sidérurgie, en particulier, le prix de revient des blooms et des poutrelles dépend surtout du prix du charbon, du

mineral et du fondant (1). Pour s'assurer un approvisionnement normal et à bon marché en combustible et en matières premières, l'établissement a donc intérêt à fusionner avec des mines et des fours à chaux.

Dans l'industrie mécanique, au contraire, la valeur des produits est surtout constituée par les frais de main-d'œuvre. L'économie obtenue dans l'achat des matières premières par la concentration verticale des entreprises est ainsi moins intéressante que celle réalisée sur le montant des salaires par la spécialisation de l'établissement dans la fabrication de quelques produits simples. Pour éviter les pertes de rendement et le coulage inhérents aux grandes Administrations, le directeur doit, en effet, connaître personnellement tous ses collaborateurs, si petits soient-ils, afin d'employer chacun exactement suivant ses aptitudes et être à même de s'occuper de la partie technique de son affaire dans les moindres détails. Il doit donc spécialiser sa fabrication et n'employer qu'un nombre relativement restreint d'ouvriers (5 à 600 ouvriers environ).

Cette concentration horizontale ne remédie cependant pas entièrement aux dangers de pertes d'énergie inhérents au régime de la libre concurrence. Le Gouvernement soviétique semble avoir eu raison de créer des syndicats de trusts chargés de maintenir une certaine continuité de vue entre les

(1) **Décomposition du prix de revient de l'acier :**

|                          |           |
|--------------------------|-----------|
| 1° Main-d'œuvre.....     | 17-21 0/0 |
| 2° Matière première..... | 33-39 0/0 |
| 3° Combustible.....      | 15-20 0/0 |

établissements travaillant dans une même branche de l'industrie. Si, sous sa direction, ils n'ont pas amélioré la situation, en se développant, au contraire, dans une atmosphère capitaliste, ils permettront la diminution du rôle du commerce, véritable parasite de la société.

Lorsque l'industriel et le particulier pourront se procurer sans effort les marchandises dont ils ont besoin auprès d'un syndicat d'entreprises, le commerçant, spéculant uniquement sur la négligence des hommes à s'approvisionner directement chez le fabricant ne pourra plus percevoir, comme maintenant, au grand avantage du consommateur 30 0/0 du chiffre d'affaires de l'industriel pour prix de ses services. Il devra, au contraire, se contenter comme actuellement ce dernier, des 2 à 4 0/0 de celui-ci.

Le Gouvernement français, en particulier, a tort de laisser apparaître des fissures dans la loi de l'impôt personnel et de favoriser ainsi le commerce au détriment de l'industrie. Le système forfaitaire est, en effet, une erreur et une injustice. Il aboutit à l'allégement des charges de la majorité au détriment de la minorité. Par ce système, le gros cultivateur, l'homme des professions libérales, le commerçant assez heureux pour posséder un forfait sont privilégiés au détriment des industriels.

Ayant ainsi toutes leurs disponibilités absorbées par des impôts supérieurs le plus souvent à leurs bénéfices, ces derniers ne peuvent pas transformer leur outillage et se spécialiser, au grand dommage des consommateurs, tout en étant obligés, pour ne pas arrêter leurs fabrications, d'aug-

menter leurs prix de vente pour pouvoir accorder de fortes commissions aux intermédiaires.

Par cette répartition arbitraire des impôts, le Gouvernement permet ainsi à un mode de répartition de la production désuet de se survivre à lui-même. Si, comme le disait Karl Marx, l'évolution juridique est imposée par les changements survenus dans la technique de la production, le Gouvernement français commet une erreur en voulant exempter le petit commerce de l'impôt sur le chiffre d'affaires, car il retarde la concentration de l'industrie et décourage ses dirigeants.

Aux États-Unis, au contraire, le Gouvernement laisse les forces économiques s'affronter plus librement. La concentration par voie d'intégration verticale n'y est déjà plus en faveur pour l'industrie de transformation. Si les diverses pièces constituant les automobiles Ford sont encore fabriquées dans les différents établissements de ce trust dispersés toutefois dans différentes villes pour éviter les errements de la grande Administration, l'industrie légère tend cependant à se spécialiser pour améliorer le rendement de la main-d'œuvre et surtout des ingénieurs. Lorsqu'un établissement fabriquera, en effet, uniquement des vilbrequins ou des châssis pour les différentes marques d'automobiles d'un pays, il parviendra à exécuter ces pièces sans tâtonnements et à un prix dérisoire tout en respectant les caractéristiques imposées par ses acheteurs.

La concentration par voie d'intégration verticale semble réservée, au contraire, aux forges et aux industries extractives.

Les États-Unis marchent ainsi rapidement dans la voie du progrès matériel au point « d'être véritablement intoxiqués par la vague inouïe de prospérité qui recouvre le pays » (1).

Tout en appliquant les mêmes principes, la Russie piétine sur place dans tous les domaines de la production, car l'État y est devenu l'unique producteur des matières premières et a dû pour sauver son industrie du déficit perpétuel employer la taxation, brimer l'initiative privée et se ruiner en même temps en détruisant les débouchés dont il avait besoin.

Ce nouveau régime économique a de la peine à s'établir en France par suite de la résistance des classes moyennes. S'illusionnant sur la valeur de formules périmées, et sans vouloir se rendre compte que la guerre a bouleversé les traditions du pays, la bourgeoisie reste fidèlement attachée à l'entité individu. Cette conception est maintenant rétrograde. La doctrine socialiste des Guildes n'exagère pas en reconnaissant l'existence de marchands, d'ouvriers, et en niant celle d'individus. De bonne grâce ou non, la bourgeoisie artisanale et des professions libérales sera forcée d'évoluer ou de disparaître.

Une nouvelle classe moyenne doit se constituer avec une mentalité moins raffinée et moins personnelle. Son noyau central sera formé par les techniciens de l'industrie (ingénieurs et contremaîtres). Ses membres n'auront plus la hantise d'une liberté précaire de producteur autonome et

(1) Extrait du discours de M. Willis Booth à l'Américan-Club le 5 février 1925.

ne considéreront plus l'état de salarié comme une situation humiliante. Cette nouvelle formation sociale jouera efficacement le rôle d'intermédiaire et de conciliateur entre la classe ouvrière et les dirigeants de l'industrie. Favorable à la concentration des entreprises industrielles et à leur liberté absolue, elle sera le meilleur artisan du progrès social.

Paris, 4 avril 1925.

*Vu par le Président de la thèse,*

TRUCHY.

*Vu l'assesseur du Doyen,*

TRUCHY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

P. APPELL.

---



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                        | Pages. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                                                     | v      |
| ABBRÉVIATION. — POIDS ET MESURES.....                                                                  | vii    |
| INTRODUCTION.....                                                                                      | 1      |
| CHAPITRE I. — SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE AVANT LA RÉVOLU-<br>TION DE FÉVRIER 1917.....          | 10     |
| CHAPITRE II. — EXPOSÉ SOMMAIRE DES THÉORIES ÉCONOMIQUES BOLCHE-<br>VIQUES.....                         | 14     |
| CHAPITRE III. — LE RÉGIME DE LA PRODUCTION SOUS LE GOUVERNEMENT<br>SOVIÉTIQUE (1917 à 1925).....       | 19     |
| CHAPITRE IV. — RÈGNE DU CONTRÔLE OUVRIER (NOVEMBRE 1917 A MARS<br>1918).....                           | 22     |
| CHAPITRE V. — DÉCLIN ET SUPPRESSION DU CONTRÔLE OUVRIER (FÉVRIER<br>1918-1921).....                    | 26     |
| 1 <sup>re</sup> partie : février 1918 à mai 1919.....                                                  | 26     |
| 2 <sup>e</sup> partie. — La question agraire.....                                                      | 32     |
| A. — De 1861 à 1918.....                                                                               | 32     |
| B. — De 1918-1919.....                                                                                 | 33     |
| 3 <sup>e</sup> partie : 1919-1920.....                                                                 | 37     |
| A. — Régime juridique.....                                                                             | 37     |
| B. — Régime économique.....                                                                            | 38     |
| 4 <sup>e</sup> partie : 1919 à mars 1921.....                                                          | 41     |
| CHAPITRE VI. — SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE AU MOMENT DE LA<br>NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE..... | 60     |

|                                                                                                      | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE VII. — RÉFORMES ACCOMPLIES PAR LE GOUVERNEMENT DANS LE<br>DOMAINE JURIDIQUE.....            | 65    |
| CHAPITRE VIII. — RÉFORMES ÉCONOMIQUES ACCOMPLIES PAR LE GOUVERNE-<br>MENT A PARTIR DE MARS 1921..... | 71    |
| A. — Réforme agraire.....                                                                            | 71    |
| B. — Petite industrie domestique.....                                                                | 75    |
| C. — Affermage des moyennes entreprises.....                                                         | 76    |
| D. — Régime des concessions.....                                                                     | 87    |
| E. — Réorganisation de l'industrie gérée par<br>l'État.....                                          | 94    |
| CHAPITRE IX. — SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE AU PRINTEMPS<br>1922.....                           | 111   |
| CHAPITRE X. — SITUATION DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE ET DES TRANS-<br>PORTS AU DÉBUT DE 1922.....     | 121   |
| CHAPITRE XI. — LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT A PARTIR<br>DE SEPTEMBRE 1922.....            | 126   |
| CHAPITRE XII. — SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE DE 1922 A JANVIER<br>1925 .....                    | 130   |
| CONCLUSION.....                                                                                      | 157   |







IMPRIMERIE  
CONTANT-LAGUERRA



BAR LE-DUC